



acteur de
l'eurométropole
lille kortrijk tournai

Atlas socio-économique de la Wallonie picarde

2^e ÉDITION • 2016





**acteur de
l'eurométropole**
lille kortrijk tournai



Editeur responsable

WAPI 2025 asbl

Rue de l'Echauffourée, 1 - 7700 Mouscron

Tél.: +32 56 561 337

Fax: +32 56 561 339

www.wapi2025.be

Récolte, structuration, cartographie des données statistiques

HAINAUT DEVELOPPEMENT

Système d'Information stratégique

Helen BARTHE BATSALLE - Richard REMISZ -

Jean-François CORNEZ

Parc scientifique Initialis

Boulevard Initialis, 22 - 7000 Mons

Tél.: 0800 15 500 - Fax: +32 65 342 566

Email: info@hainaut-developpement.be

www.hainaut-developpement.be

Rédaction des textes

WAPI 2025 asbl, IDETA, IEG, WAPINVEST et

HAINAUT DEVELOPPEMENT

Charte graphique

IDETA

Photographies

IDETA, IEG, Wapict, Losfeld Communication,

Coralie Cardon, Medhi Trabelsi

et HAINAUT DEVELOPPEMENT (Shutterstock)

Réalisation infographique

HAINAUT DEVELOPPEMENT

Atlas
socio-économique
de la Wallonie picarde

2^e ÉDITION • 2016



Table des cartes

9	I. La Wallonie picarde	29	IV. Services à la population	51	VII. Revenus
11	Son Projet de Territoire	31	Offre médicale	53	Revenu moyen par déclaration
13	Positionnement au coeur de l'Europe	33	Petite enfance		
		35	Personnes âgées	55	VIII. Tissu économique
15	II. Population	37	V. Formation	57	Economie locale
17	Densités	39	Diplômés de l'enseignement supérieur	59	Agriculture
19	Répartition par secteur statistique			61	Tourisme et loisirs
21	III. Logement	41	VI. Emploi	63	Le Baromètre Wapinvest
23	Evolution du nombre de logements	43	Salariés	65	IX. Focus énergie
25	Immobilier	45	Indépendants	66	Wallonie picarde Energie positive
27	Foncier	47	Chômage		
		49	Mobilité des travailleurs résidents		

Remarques préliminaires :

L'encadré **Evolution** des pages suivantes reprend l'évolution des données et/ou indicateurs entre la première (2012) et cette deuxième édition (2016) de l'Atlas socio-économique de la Wallonie picarde.

La plupart du temps, **dans la légende des cartes**, les limites de la classe de données colorée en gris représentent les moyennes wallonne et belge. Ce qui permet aisément de situer une commune par rapport à ces moyennes.

Introduction

La Wallonie picarde est un territoire composé de 23 communes et de 348 507 habitants. S'étendant sur 1 377 km², elle occupe une place centrale aux portes de deux métropoles européennes (Bruxelles et Lille) et de la Flandre.

Consciente de ses atouts, la Wallonie picarde a pris son destin en main et mis en place une stratégie de développement qui s'est concrétisée par l'élaboration du Projet de Territoire Wallonie picarde 2025.

Fruit d'une démarche prospective et participative, le Projet de Territoire est le point de départ d'une aventure que les différents acteurs du territoire ont décidé de mener ensemble pour faire de la Wallonie picarde une région ambitieuse et gagnante, capable de faire face aux défis et de se positionner par rapport aux métropoles qui l'entourent.

Sous son égide, le territoire a déjà mené, et continue d'impulser, toute une série de projets et d'actions dont il importe de pouvoir mesurer l'impact et leur adéquation avec les effets attendus.

Cela passe, notamment, par l'observation de données et d'indicateurs nécessaires à la compréhension des diverses évolutions au sein du bassin de vie. A ce titre, l'Atlas de la Wallonie picarde constitue donc un outil précieux.

Loin d'être un document figé, un Projet de Territoire est appelé à vivre et à s'imprégner des évolutions que connaît le territoire. Un constat qui s'applique également au présent Atlas.

Cette version actualisée, tout comme la précédente, aborde différentes facettes socio-économiques et ne prétend pas à l'exhaustivité. Son but reste d'informer, de susciter la curiosité et le questionnement et d'inciter le développement d'analyses plus fines sur les thématiques abordées.

Une nouveauté est à épinglez : une rubrique «focus» qui mettra désormais l'accent sur une thématique particulière. Pour cette seconde

édition, ce focus est consacré à l'énergie. Face aux nombreux enjeux que soulève une telle thématique, qu'ils soient écologiques, économiques ou sociaux, un territoire se doit de se positionner. Pour la Wallonie picarde, cela passe, notamment, par l'engagement dans une démarche de transition énergétique baptisée «Wallonie picarde, énergie positive». Le présent document dresse un panorama de cette démarche.





Atlas socio-économique de la Wallonie picarde

I. La Wallonie picarde

La Wallonie picarde est un bassin de vie qui a pris en main son développement. Ses atouts reposent, entre autres, sur un plan de développement cohérent et concerté à l'échelle des 23 communes qui la composent et sur son positionnement stratégique au cœur de l'Europe.

- 1 Son Projet de Territoire [P.11](#)
- 2 Positionnement au cœur de l'Europe [P.13](#)



Son Projet de Territoire

Projet de Territoire Wallonie picarde 2025 : un plan d'actions à court, moyen et long termes pour répondre aux enjeux du territoire

Une initiative du Conseil de développement

Au cours de la dernière décennie, les différents acteurs du territoire ont pris conscience de l'importance d'une mobilisation de l'ensemble des forces vives pour contribuer à l'essor de la Wallonie picarde et lui permettre ainsi d'occuper la place qu'elle mérite sur l'échiquier territorial. Responsables politiques, acteurs de terrain des milieux socio-économiques, culturels, associatifs... ont appris à se connaître et à se parler pour partager une vision commune du développement de leur région. Cette prise de conscience s'est concrétisée, courant 2006, par la création du Conseil de développement de Wallonie picarde qui, dès son installation, s'est attelé à l'élaboration du Projet de Territoire avec le soutien de l'Institut Destrée. Véritable feuille de route, le Projet de Territoire fixe les grandes lignes de la stratégie définie collectivement pour répondre aux enjeux identifiés à l'horizon 2025 : la mise en place d'un nouveau mode de gouvernance, la valorisation des atouts liés à sa position géographique, le renforcement de son

attractivité, son positionnement comme une région d'excellence sur le plan environnemental, la réalisation d'un développement spatial équilibré, la dynamisation de ses potentialités économiques et le développement des solidarités au service de ses habitants.

Une première actualisation

Approuvé dans sa version initiale en février 2008, le Projet de Territoire a fait l'objet d'une première actualisation guidée par deux ambitions : adapter les objectifs aux évolutions et intégrer la Wallonie picarde dans diverses stratégies de développement à l'échelle wallonne et européenne. Initié début 2013, ce processus d'actualisation s'est voulu largement participatif. Afin d'impliquer un maximum d'acteurs, différents ateliers thématiques, et plus tard une consultation des porteurs de projets, ont été organisés aux quatre coins du territoire. Ceux-ci ont rassemblé des membres du Conseil de développement de Wallonie picarde et de ses groupes de travail, des chefs de file et partenaires du Projet de Territoire, des acteurs potentiellement porteurs de projet, des représentants communaux, mais également des citoyens souhaitant faire entendre leur point de vue. Le choix de la Wallonie picarde de baser l'actualisation de son Projet de Territoire sur une démarche participative traduit sa volonté d'assurer une dissémination efficace de la démarche et une réelle appropriation par les

acteurs de terrain.

Une vision d'avenir partagée

Partant de l'exercice de prospective qui a précédé l'écriture de la première version du Projet de Territoire, enrichi par les résultats du processus participatif et les apports des différents groupes de travail du Conseil de développement, des objectifs prioritaires ont été définis pour chacun des axes stratégiques. Au nombre de 32, ces objectifs prioritaires constituent les lignes de force de l'action que la Wallonie picarde entend mener à l'horizon 2025. Pour donner corps à ces objectifs prioritaires, 212 projets ont été retenus par un comité stratégique émanant du Conseil de développement. Si certains font l'objet d'une fiche à part entière alors que d'autres sont intégrés dans des familles de projets, tous répondent aux critères suivants : avoir des effets tangibles attendus sur l'ensemble du territoire ou sur une partie significative de celui-ci, s'inscrire clairement dans la stratégie définie pour atteindre la vision à long terme du territoire, être menés par plusieurs acteurs du territoire inscrits dans une logique de partenariat ou de réseau, provoquer un effet de levier permettant de mobiliser ou de réorienter des moyens financiers et humains et enfin, afficher un caractère résolument innovant et porteur de réel changement pour la Wallonie picarde.



Focus

7 axes stratégiques

32 objectifs prioritaires

212 projets

Axe 1 : Gouvernance

Vers un nouveau mode de **pilotage du territoire**

Axe 2 : Solidarités

Construire un territoire **solidaire et citoyen**

Axe 3 : Economie et emploi

Dynamiser l'ensemble des **potentialités socio-économiques**

Axe 4 : Environnement

Faire de la Wallonie picarde **une région d'excellence sur le plan environnemental**

Axe 5 : Développement urbain et rural

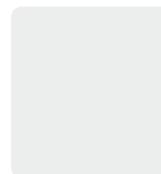
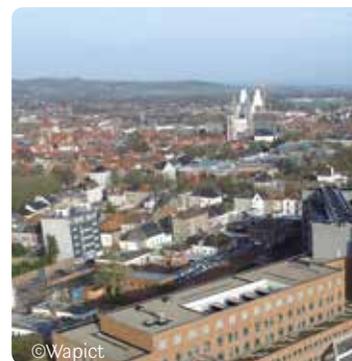
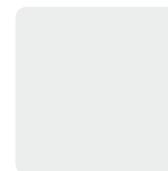
Conjuguer **attractivité des villes** et **préservation du cadre rural**

Axe 6 : Ouverture et rayonnement

Capter les opportunités de **développement avec nos voisins**

Axe 7 : Attractivité

Véhiculer les valeurs et l'image de qualité d'un territoire



Positionnement au cœur de l'Europe

La Wallonie picarde occupe une situation géographique centrale aux portes des grandes métropoles européennes et des principaux points d'accès aux réseaux de communication. Ce positionnement constitue un véritable atout dans le cadre d'un projet de développement comme le sien.

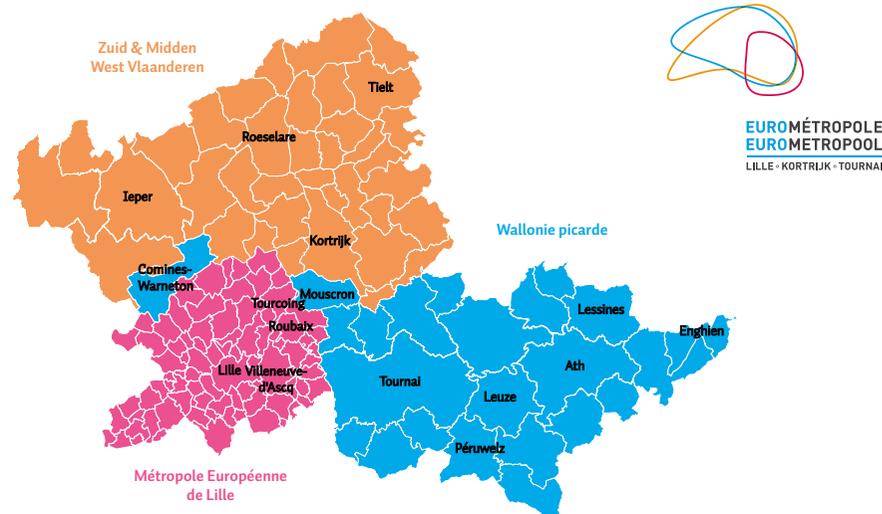
La Wallonie picarde constitue un poumon vert au cœur des grandes métropoles de l'Europe du Nord-Ouest (Lille, Bruxelles, Gent, Antwerpen, Amsterdam, London, etc.) auxquelles elle est directement connectée via les grands réseaux de communication qui la traversent : réseau fluvial, TGV, réseau autoroutier et proximité du réseau aérien.

Résidant à l'extrême ouest de la Wallonie, les 348 507 Wallons picards représentent près de 10 % de la population wallonne.

Souvent qualifiée d'écrin de verdure, la Wallonie picarde est peuplée de villages paisibles et compte deux parcs naturels, le [Parc naturel des Plaines de l'Escaut](#) et le [Parc naturel du Pays des Collines](#). Cette ruralité, constitutive de l'identité du territoire, fait l'objet de toutes les attentions visant à garantir son développement harmonieux et durable. Cela se traduit, notamment, par la mise en oeuvre d'aménagements spécifiques assurant la protection, la mise en valeur et la pérennisation de l'habitat rural et de projets en lien avec l'emploi, l'accès aux services et aux nouvelles

technologies ou encore le tourisme. La Wallonie picarde comporte également des villes attractives et accueillantes. Des villes à taille humaine regorgent d'un patrimoine historique, architectural et culturel exceptionnel. Pôles d'emploi, ce sont également des lieux de concentration du dynamisme économique.

La Wallonie picarde est un véritable bassin de vie qui a su saisir les opportunités qui se présentaient en s'inscrivant dans l'ambitieux projet de l'[Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai](#). Avec plus de deux millions d'habitants, 147 communes et un territoire de 3 550 km², l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai constitue la plus importante métropole transfrontalière européenne. Créé en janvier 2008, ce premier Groupement européen de Coopération territoriale (GECT) réunit 14 partenaires issus des trois versants français, wallon et flamand. Ses objectifs reposent sur la mise en place d'une nouvelle gouvernance transnationale et sur l'intensification des liens entre les principales agglomérations dans les domaines de l'emploi, des transports, de l'aménagement du territoire, de la culture, du tourisme, etc.



Focus

Poumon vert au cœur des grandes métropoles de l'Europe du Nord-Ouest, la Wallonie picarde se situe sur l'axe Bruxelles-Lille. Elle fait partie intégrante de l'[Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai](#).

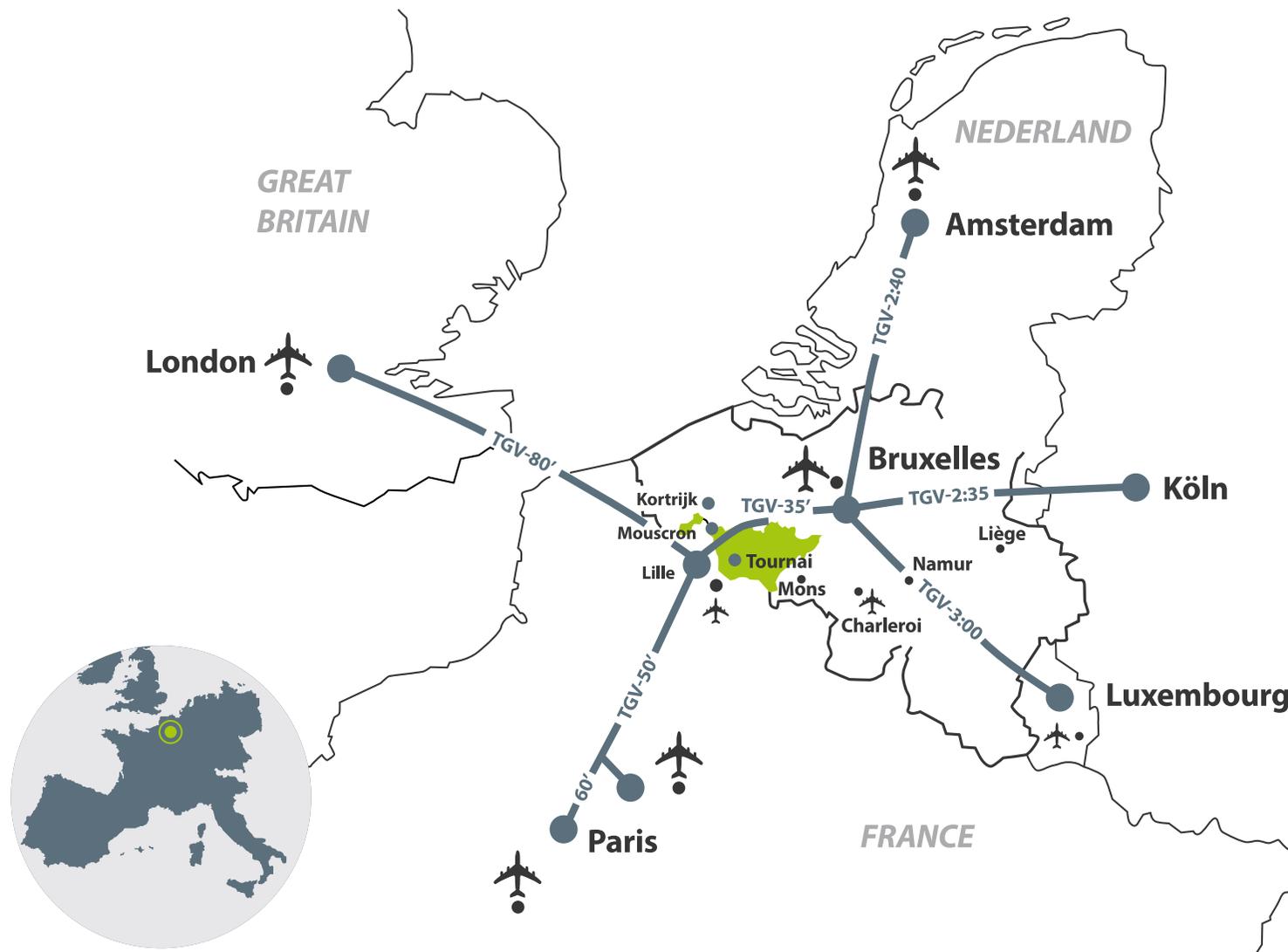
Elle est idéalement positionnée à la croisée des grands axes de transport européens.

Les missions prioritaires telles que définies par l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai sont :

- assurer la concertation et le dialogue ;
- favoriser le débat politique en rassemblant l'ensemble des institutions compétentes ;
- produire de la cohérence transfrontalière à l'échelle de l'ensemble du territoire ;
- faciliter, porter et réaliser des projets traduisant la stratégie de développement élaborée en commun ;
- faciliter la vie quotidienne des habitants de la métropole franco-belge.

• Wallonie picarde :
348 507 habitants
1 377 km²

• Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai :
2 100 876 habitants
3 550 km²



Positionnement au cœur de l'Europe

Source: IDETA



II. Population

L'évolution de la population, de la structure et taille des ménages, des dynamiques migratoires sont autant d'éléments déterminants pour le développement territorial en adéquation avec les besoins et réalités des habitants.

Avec 253 habitants au km², la densité de population du territoire de la Wallonie picarde est inférieure aux densités hainuyère et belge, et supérieure à la densité wallonne.

La population a connu une progression de 5,9 % en 10 ans (2005-2015). 33,8 % des ménages du territoire sont des personnes seules. Les familles monoparentales représentent 11,2 % des noyaux familiaux et 27,8 % des ménages avec enfants.

D'après les estimations (UCL-IWEPS), la population du territoire devrait progresser de 5,3 % à l'horizon 2021 et de 8,6 % à l'horizon 2026.

3 Densités [P.17](#)

4 Répartition par secteur
statistique [P.19](#)



Densités

Le territoire de la Wallonie picarde compte 348 507 habitants au 1^{er} janvier 2015. Ce territoire représente 26,1 % de la population du Hainaut, 9,7 % de la Wallonie et 3,1 % de la Belgique.

Il y a 10 ans, le territoire comptait 329 206 habitants, ce qui constitue une évolution positive de 5,9 %. A titre de comparaison, pour la même période, la population hainuyère progresse de 3,8 %. Cette évolution est de 5,7 % en Wallonie et de 7,3 % pour la Belgique.

La densité de population du territoire de la Wallonie picarde est de 253 habitants au km². Cette densité est inférieure aux densités hainuyère (353 hab./km²), belge (367 hab./km²) et flamande (477 hab./km²) mais supérieure à la densité wallonne (213 hab./km²).

Au niveau des communes de la région de la Wallonie picarde, Mouscron, avec ses 1 424 habitants au km², occupe la première place en matière de densité de population. Elle est suivie d'Enghien (331 hab./km²) et de Tournai (326 hab./km²). A l'opposé, les communes de Celles (83 hab./km²), Frasnes-lez-Anvaing (104 hab./km²) et Silly (123 hab./km²) affichent des densités de population beaucoup plus faibles. Il est à noter que c'est Tournai qui est la commune du territoire qui a la plus grande superficie mais également à l'échelle de la Wallonie.

Au cours de l'année 2014, six communes du territoire de la Wallonie picarde ont vu leur population diminuer, il s'agit de Pecq (-7), Flobecq (-31), Celles (-36), Ellezelles (-44),

Rumes (-57) et Tournai (-86). La plus forte évolution positive en termes de pourcentage concerne la commune de Mont-de-l'Enclus qui gagne 2,6 %. Globalement, la Wallonie picarde gagne 0,4 %. Le Hainaut progresse, quant à lui, de 0,2 %, la Wallonie de 0,4 % et la Belgique de 0,5 %. En Wallonie picarde, le mouvement naturel est négatif (- 364) mais le solde migratoire est positif, ce qui explique l'évolution positive de la population entre 2014 et 2015 (+1 326 personnes). L'évolution positive constante depuis les quinze dernières années témoigne de l'attractivité résidentielle liée à la proximité de Bruxelles pour les communes à l'est de la Wallonie picarde.

Evolution de la composition des ménages

En 2015, 33,8 % des ménages du territoire de la Wallonie picarde sont des personnes seules. Si on y ajoute les ménages composés de 2 personnes, ce pourcentage atteint 58,0 % (Hainaut : 57,2 %, Wallonie : 57,8 % et Belgique : 59,5 %).

Les familles nombreuses (5 personnes et plus) ne représentent que 6,5 % des ménages au sein du territoire. Il est légèrement inférieur à celui du Hainaut (6,6 %) et inférieur à celui de la Belgique (6,8 %) et à celui de la Wallonie (7 %).

En 2015, les couples sans enfant représentent 24,2 % de l'ensemble des ménages du territoire, les pères et mères célibataires 11,2 % et les couples avec enfants 29,2 %. Ces chiffres sont respectivement de 22,1, 13,4 et 27,5 % en Hainaut ; 22,6, 12,2 et 28,3 % en Wallonie ; 25,4, 9,9 et 28,8 % en Belgique. Les familles monoparentales représentent 27,8 % des ménages avec enfants (Hainaut 32,8 %, Wallonie 30,2 %, Belgique 25,5 % et

Flandre 21,3 %)

Population étrangère

La population étrangère représente une part de 11,4 % de la population totale (39 562 habitants). Cette part est supérieure à celles de la Wallonie (9,8 %) et de la Belgique (11,2 %) et quasi identique à celle du Hainaut (11,7 %).

En tant que territoire transfrontalier, les Français représentent 78,4 % de la population étrangère totale, viennent ensuite les Italiens avec 5,8 %.

Dynamiques migratoires

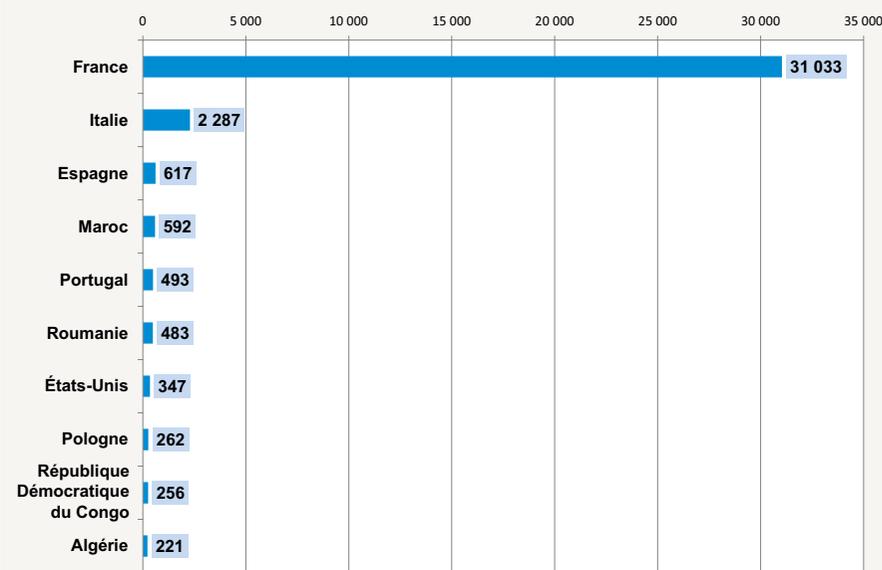
Pour les dynamiques migratoires, on constate

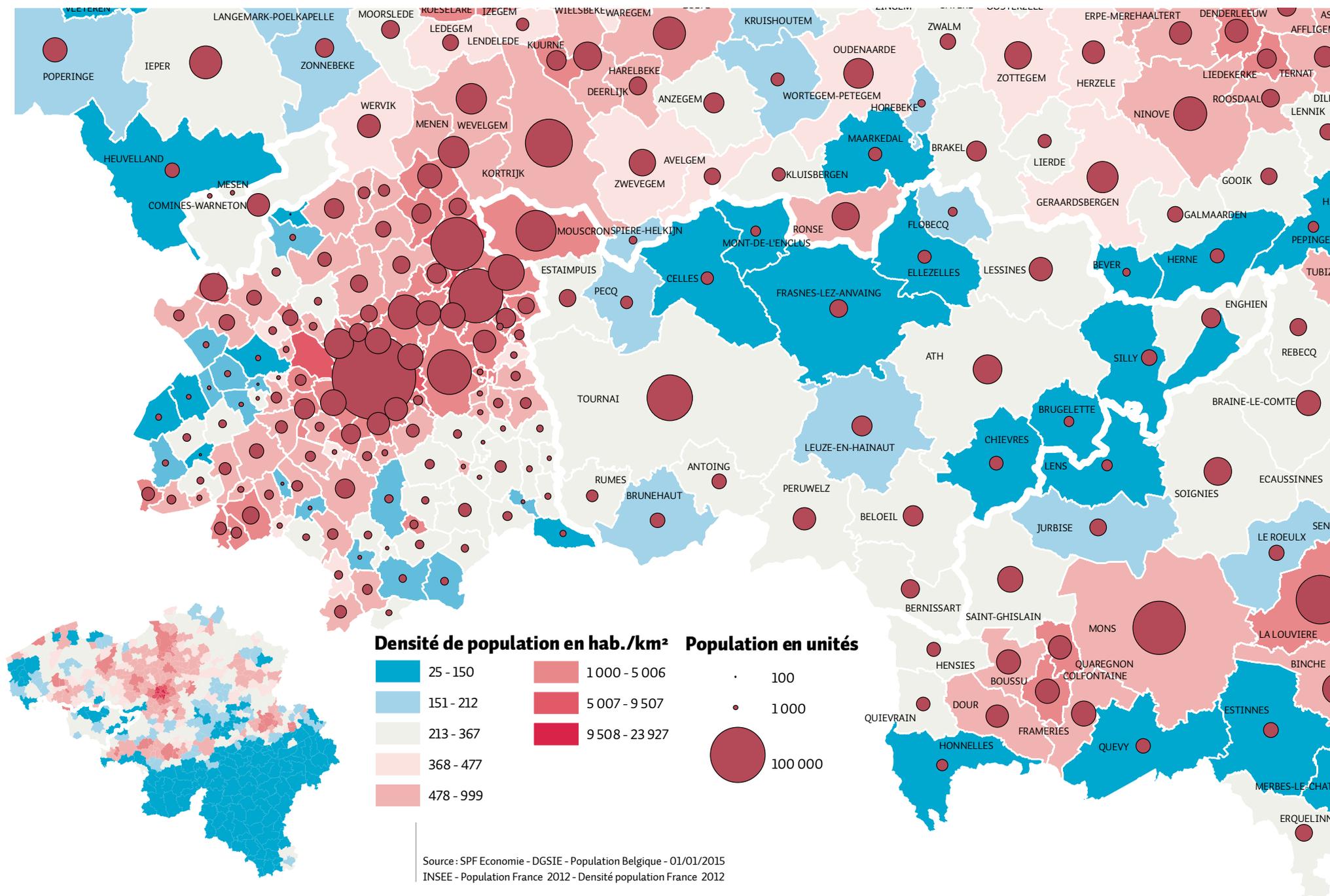
pour le territoire de la Wallonie picarde :

- solde naturel : fécondité très faible pour garantir le renouvellement naturel de la population et donnant, pour dix-sept communes du territoire, un solde naturel négatif. Phénomène compensé en partie par l'allongement de l'espérance de vie et la réduction de la mortalité parmi les personnes se situant dans les classes d'âge supérieures (-364 naissances entre 2014 et 2015) ;
- solde migratoire positif et plus important que les autres régions : immigration interrégionale et immigration internationale (+1 690 habitants entre 2014 et 2015).

Wallonie picarde - Principales nationalités étrangères - 2015

Source : SPF Economie - DGSIE





Secteurs statistiques

L'observation de la carte de la densité de population par secteur statistique (p. 19) (échelle infra-communale) renforce l'impression de noyaux urbanisés, alors qu'en Wallonie picarde la structure bâtie est présente partout.

Les secteurs statistiques les moins denses se trouvent naturellement dans les zones les plus agricoles.

Par comparaison, dans les communes flamandes voisines, il y a très peu de secteurs statistiques très peu denses.

Perspectives de population

D'après les estimations du Centre de Recherche en Démographie et Sociétés de l'UCL et de l'IWEPS sur les perspectives de population et des ménages pour les communes wallonnes, la population du territoire de la Wallonie picarde devrait progresser de 5,3 % à l'horizon 2021 (2015-2021) et de 8,6 % à l'horizon 2026 (2015-2026). Les chiffres de population aux horizons 2021 et 2026 montrent les disparités importantes qui existent en termes d'évolution entre les différentes communes du territoire. Certaines communes sont dans la moyenne de l'évolution de la population du territoire de la Wallonie picarde, d'autres se situent en dessous et des communes comme Estaimpuis, Brugelette, Pecq, Enghien et Mont-de-l'Enclus se situent largement au-dessus du pourcentage d'évolution de la Wallonie picarde.

Perspectives des ménages

Les chiffres de l'évolution du nombre de ménages au sein des communes du territoire de la Wallonie picarde suivent les mêmes tendances que ceux de l'évolution de la population.

A côté de l'évolution numérique des ménages,

il est à noter également que la structure même des ménages évolue : familles monoparentales, personnes isolées...

Cette évolution en taille et en nombre des ménages engendre toute une série d'implications économiques, sociales et environnementales sur le territoire de la Wallonie picarde.

Les différents aspects liés aux caractéristiques de la population (âge de la population, composition des ménages, noyaux familiaux...) de la Wallonie picarde et de son évolution numérique impliqueront toute une série d'enjeux auxquels il faudra faire face :

- vieillissement de la population : répondre aux besoins en termes de logements, de mobilité, de services, de soins...
- accroissement de la population plus fort dans certaines parties du territoire : gérer les pressions foncières et immobilières, répondre aux besoins en termes d'infrastructures, de services à la population...
- évolution de la structure et de la taille des ménages: adapter l'offre aux besoins de logements dans le respect d'un urbanisme et d'une gestion du territoire durables (densification des noyaux urbains), en biens et services, en mobilité...

Evolution

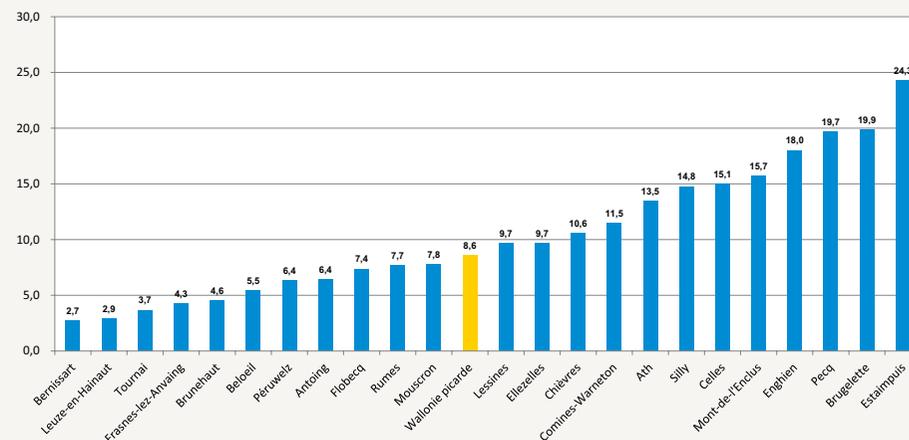
En quatre années (2011-2015), la population de la Wallonie picarde a évolué positivement de 1,8 % (+6 219 habitants). Cette évolution est moins importante que dans le pays, égale à celle de la Wallonie et supérieure à celle du Hainaut. La densité de population a augmenté de quatre habitants au km².

Il y a une légère augmentation de la proportion de personnes seules et des ménages de deux personnes.

La population étrangère a diminué de 17,4 % (-5 863 personnes).

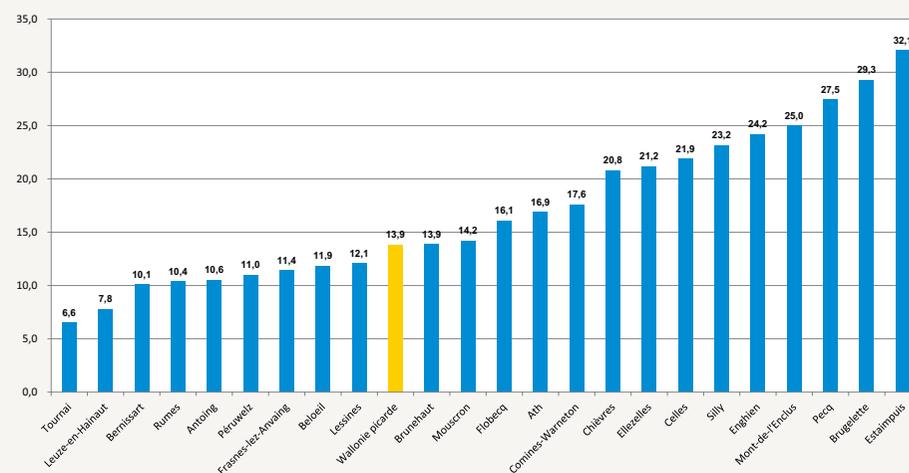
Population - Wallonie picarde - Evolution 2015-2026 (en %)

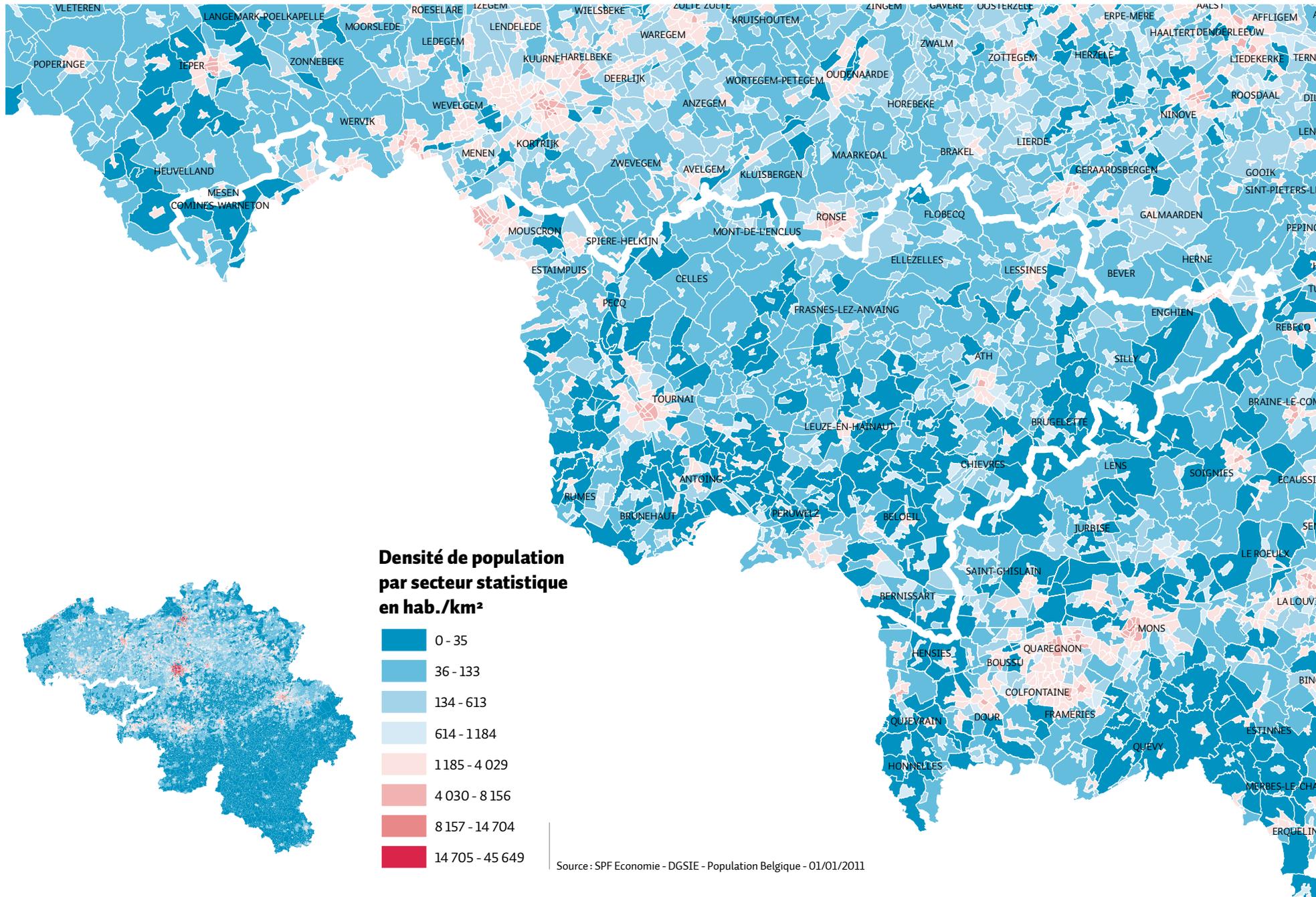
Source : Centre de Recherche en Démographie et Sociétés de l'UCL - IWEPS - Perspectives de population/ménages



Ménages - Wallonie picarde - Evolution 2011-2026 (en %)

Source : Centre de Recherche en Démographie et Sociétés de l'UCL - IWEPS - Perspectives de population/ménages





Source : SPF Economie - DGSIE - Population Belgique - 01/01/2011



III. Logement

La politique du logement et la maîtrise du foncier représentent des enjeux importants en matière d'aménagement du territoire durable mais également dans l'optique de préserver ce «poumon vert» qu'est la Wallonie picarde. La mixité du parc de logements et sa performance énergétique sont des questions essentielles de développement socio-économique, environnemental et territorial.

La progression du nombre de logements au sein du territoire de la Wallonie picarde est de 9,2 % en 10 ans (2005-2015).

Le parc des logements est caractérisé par des bâtiments anciens, 26 % d'entre eux ont été érigés avant 1900 et 56,5 % avant 1945. La part des ménages occupant un logement de type social oscille entre 0,41 et 11,9 % selon les communes.

Le prix de vente moyen des maisons d'habitation ordinaires est de 142 613 €. Il a augmenté de 65,7 % en 10 ans (2004-2014) et de 9,8 % sur les 5 dernières années (2009-2014).

608 terrains à bâtir d'une superficie moyenne de 1 699,9 m² ont été vendus en 2014 sur le territoire. Le prix moyen au m² est de 56,1 €.

5 Evolution du nombre de logements [P.23](#)

6 Immobilier [P.25](#)

7 Foncier [P.27](#)



Evolution du nombre de logements

En 2015, la Wallonie picarde compte 160 956 logements, soit une augmentation de 10,2 % (+14 929 unités) depuis 2005. Cette évolution positive est supérieure à celle observée en Hainaut (+8,5 %), en Wallonie (+9,9 %) et en Belgique (+9,5 %).

Evolution du nombre de logements et âge des bâtiments

Entre 2005 et 2015, au niveau des entités communales, Enghien et Tournai enregistrent la plus grande progression de logements avec +17,1 %, elles sont suivies d'assez loin par les communes de Ath (+14,9 %) et de Flobecq (+13,7 %). Comines (+6,2 %) et Estaimpuis (+6,4 %) sont des communes enregistrant la plus faible évolution du nombre de leurs logements. A l'opposé, on trouve une commune enregistrant une diminution du nombre de logements, Lessines (-4,1 %).

La situation du parc des logements (en 2015) en Wallonie picarde est caractérisée par des bâtiments anciens. Cette caractéristique est observable pour l'ensemble de la Wallonie.

Parmi les bâtiments du territoire de la Wallonie picarde, 26,0 % ont été érigés avant 1900 et 56,5 % avant 1945.

Ces pourcentages sont respectivement de 33,0 % et 57,0 % en Hainaut, 28,3 % et 49,5 % en Wallonie, et 16,0 % et 37,7 % en Belgique.

Au niveau communal, on assiste à des disparités

au niveau de l'âge du bâti (en 2015). C'est dans la commune de Brugelette que l'on compte le plus fort pourcentage de bâtiments construits avant 1900 (55,8 %) et avant 1945 (65,5%).

En ce qui concerne les bâtiments érigés après 1981, le territoire de la Wallonie picarde en compte 18,2 %, le Hainaut 14,9 %, la Wallonie 19,5 % et la Belgique 24,9 %.

Quelques communes du territoire ont une part de logements plus récents supérieure à celle de Wallonie picarde mais également à celles des autres régions du pays. C'est le cas pour la commune de Silly dont 29,1 % des bâtiments ont été construits après 1981 mais également pour Enghien (28,1 %) et Mont-de-l'Enclus (25,5 %). Ce sont également des communes dont les prix moyens des habitations sont supérieurs à la moyenne du territoire de Wallonie picarde.

C'est à Beloeil que l'on recense le moins de bâtiments récents (13,8 %).

Superficie et confort

En Wallonie picarde, la part des bâtiments dont la superficie bâtie au sol est supérieure à 104 m² est majoritaire (46,4 %). En termes de confort, on recense en 2014 que près de 46,8 % des bâtiments sont équipés de chauffage central ou de conditionnement d'air, 61,8 % d'entre eux comportent au moins une salle de bain et 46,8 % au moins un garage, parking ou emplacement couvert.

Tout laisse à penser que, progressivement, on assistera à une diminution de la superficie bâtie et ce, pour diverses raisons :

- coûts élevés de l'immobilier et du foncier ;
- diminution du nombre d'habitants par ménage ;

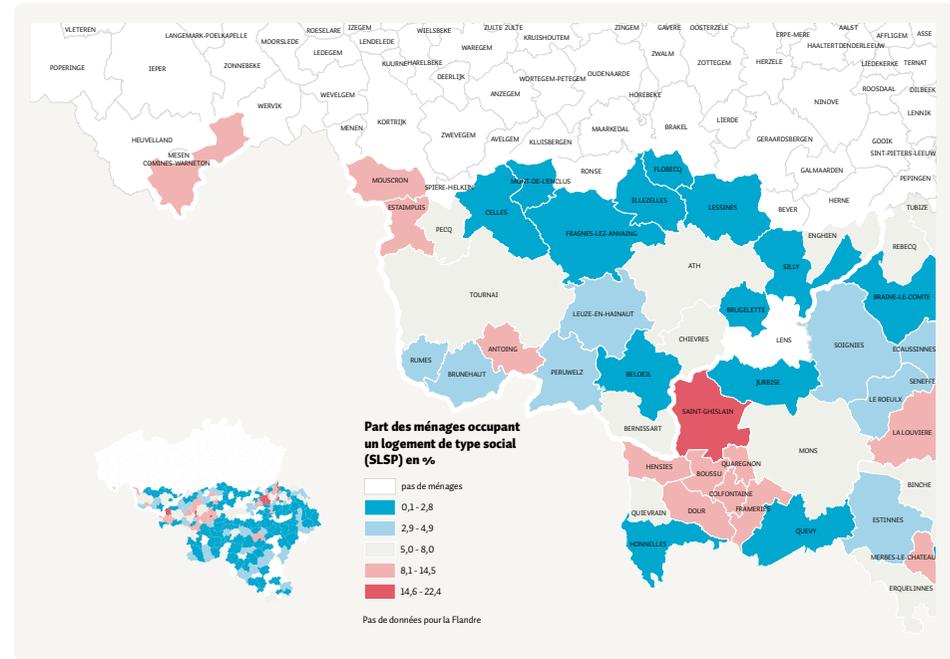
- hausse de la construction d'appartements...

Logements publics

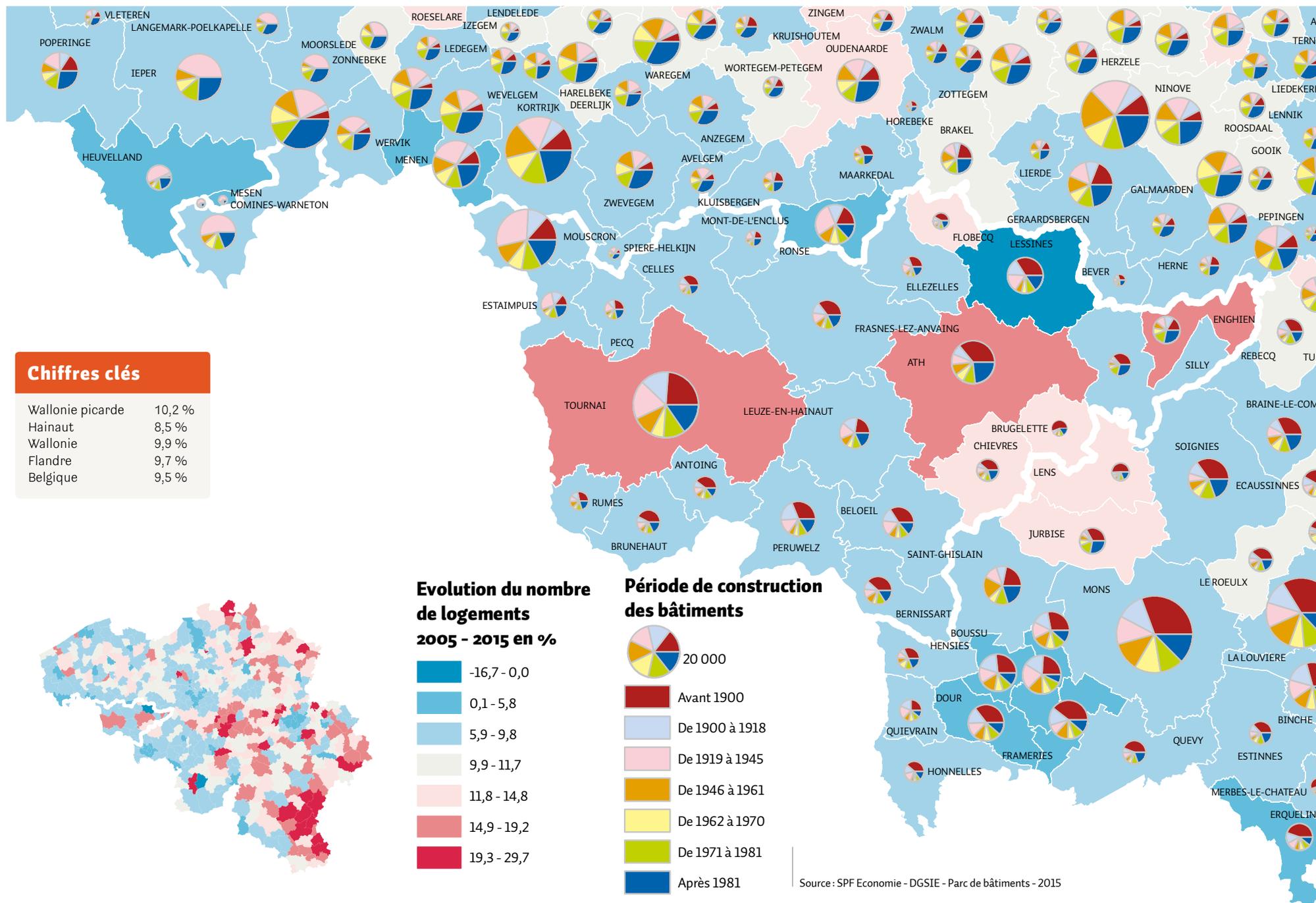
A l'échelle de la Wallonie, la mise en place de différentes politiques d'investissement en matière de logements publics a permis la rénovation d'un certain nombre d'entre eux. Il subsiste néanmoins une offre en logements insuffisante pour les ménages à faibles revenus. Il y aurait, en Wallonie, un temps d'attente moyen de quatre à cinq ans (SWL, 2009 in CPDT 2011).

Dans certaines parties du territoire de la Wallonie picarde, il y a une concentration de logements publics et dans d'autres, une offre insuffisante.

Les plus faibles taux oscillent entre 0,41 et 1,99 %. Beloeil, Mont-de-l'Enclus, Brugelette, Frasnes-lez-Anvaing et Lessines affichent les taux les plus faibles. Pour les communes où la part des ménages occupant un logement de type social est plus importante, cela varie entre 9,34 et 11,96 %. Antoing, suivie de Mouscron, Estaimpuis et Comines, a la part des ménages occupant un logement public la plus importante.



Source : Cytise (DEMO-UCL) - SPF Economie - DGSIE - SWL - 01/01/2014



Immobilier

Sur le territoire de la Wallonie picarde, 2 590 maisons d'habitation ordinaires ont été vendues en 2014. Ce chiffre est de 520 pour les villas et 489 pour les appartements. En dix ans, le nombre de ventes de maisons d'habitation ordinaires a diminué de 26,5 % (2004-2014) alors que celui des villas progressait de 136,4 % et celui des appartements de 71 %.

Si l'on compare les chiffres sur les cinq dernières années (2009-2014), le nombre de ventes de maisons d'habitation ordinaires est toujours en diminution (-1,1 %). Le nombre de ventes d'appartements augmente (+23,8 %) ainsi que celui des villas (+10,2 %).

Le prix de vente moyen des maisons d'habitation ordinaires est de 142 613 € en 2014, 252 922 € pour les villas et 155 142 € pour les appartements. Ces prix sont supérieurs aux prix moyens du Hainaut mais inférieurs aux prix wallons et belges.

En dix années (2004-2014), le prix moyen des maisons d'habitation ordinaires a augmenté de 65,7 %, celui des villas de 15,3 % et celui des appartements de 84,6 %.

Sur les cinq dernières années, les pourcentages respectifs sont de 9,8 %, 11,3 % et 8,2 %.

Il existe de grandes différences entre le prix de vente moyen des biens immobiliers au sein du territoire de la Wallonie picarde.

Une maison d'habitation ordinaire se vend 111 114 € à Péruwelz et 205 494 € dans la commune d'Enghien. Pour les villas, cela peut osciller entre 185 000 € à Chièvres et 357 484 € à Enghien.

Au niveau des appartements, signalons d'abord que l'on enregistre des ventes d'appartements dans 7 communes sur les 23 qui composent la Wallonie picarde. La disparité la plus importante se situe entre le prix moyen à Péruwelz (120 053 €) et celui relevé à Enghien (174 043 €).

Enghien figure parmi les communes dont les prix de l'immobilier sont les plus élevés (au niveau du Hainaut) et sont au dessus de la moyenne wallonne. Cette situation s'explique par la demande croissante provenant de Bruxelles, du Brabant wallon et de la Flandre.

Pression immobilière

En 2013, au sein de la région de la Wallonie picarde, il fallait 5,1 fois le revenu imposable annuel d'un ménage pour acquérir une maison d'habitation ordinaire, 5,7 fois pour un appartement et 9,4 fois pour une villa. En Hainaut ces chiffres étaient de 4,7 ; 5,4 ; et 8,8 fois, en Wallonie 5,2 ; 5,9 et 9,2 fois, enfin en Belgique 6,5 ; 6,8 et 10,8 fois.

Au niveau des communes qui composent le territoire de la Wallonie picarde, la pression immobilière pour les maisons d'habitation ordinaires est la plus élevée à Flobecq (7,2) et la moins élevée à Leuze-en-Hainaut (4,2). En ce qui concerne les villas, c'est à Mouscron qu'elle est la plus élevée (11,9) et à Brugelette la moins élevée (6,6). Enfin pour les appartements, Mouscron connaît la pression la plus forte (8,0) et Péruwelz la moins forte (4,2).

Evolution du nombre de logements

Le territoire de la Wallonie picarde a connu une augmentation du nombre de ses logements de 4,6 % (+ 7 149 logements) entre 2010 et 2015.

Cette progression est plus rapide que dans le Hainaut, égale à celle du pays et moins rapide qu'en Wallonie.

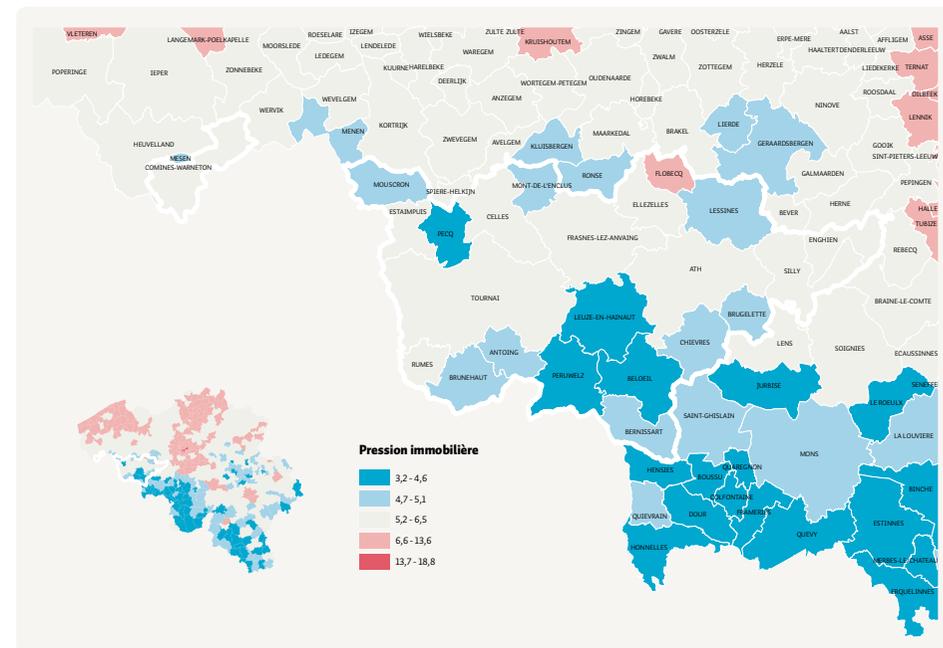
On assiste à un léger rajeunissement de l'âge des bâtiments.

Evolution du prix du logement

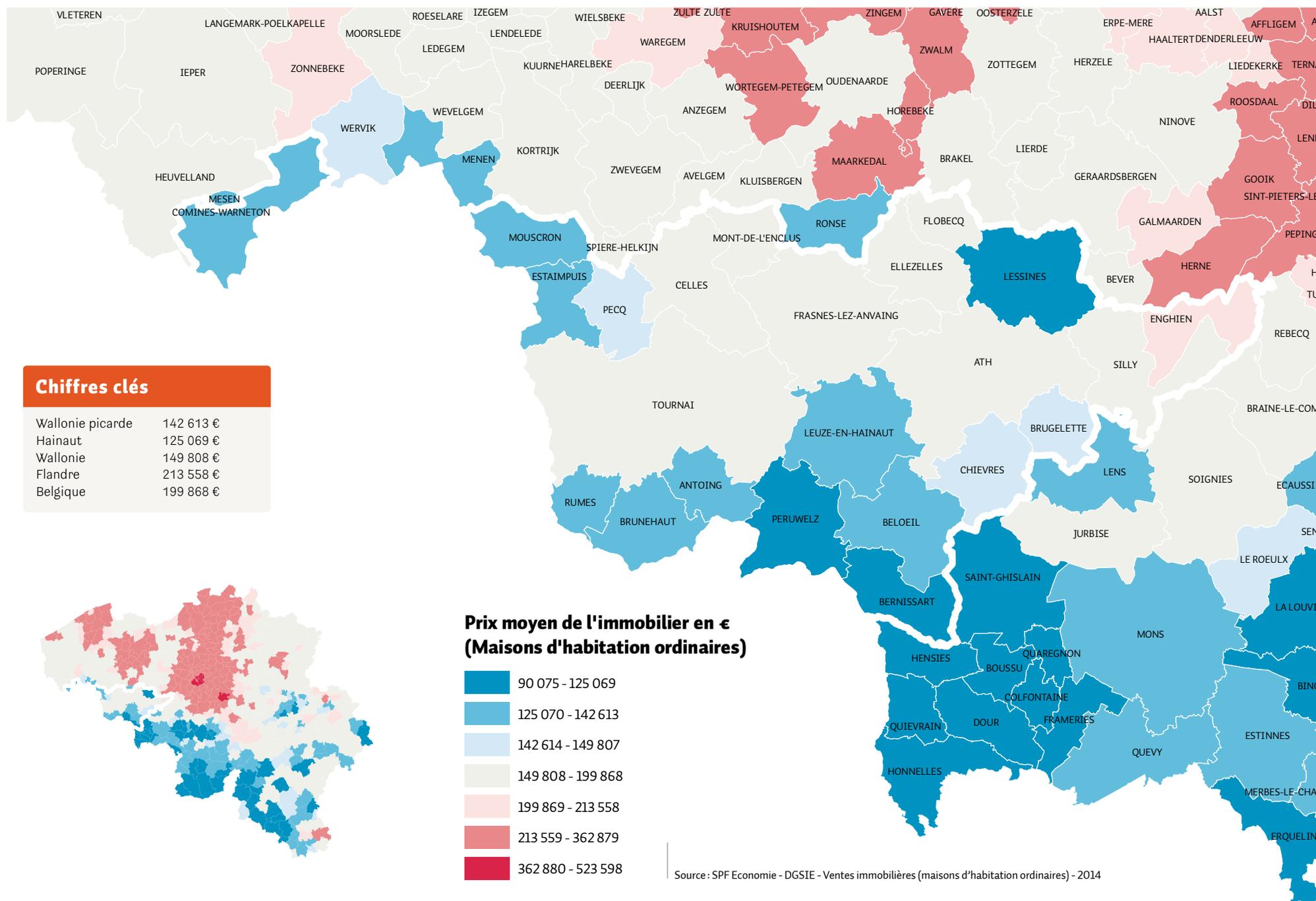
Entre 2010 et 2014, on assiste à une diminution du nombre de ventes de maisons d'habitation ordinaires (- 8,5 %) et de villas (- 7,3 %). Il y a une progression des ventes d'appartements (+ 20,1 %).

Au niveau des prix de vente, il y a une augmentation générale des prix de vente des maisons ordinaires (+ 6 %), des villas (+ 4,9 %) et des appartements (+ 5,6 %).

La pression immobilière est en diminution pour les maisons d'habitation ordinaires et en augmentation pour les autres types de biens entre 2009 et 2013.



Source : SPF Economie - DGSIE - Ventes immobilières (maisons d'habitation ordinaires) - 2013 - Statistique fiscale des revenus - Exerc. 2014 - Rev. 2013 - Calcul: ratio entre le prix moyen d'une maison d'habitation ordinaire et le revenu moyen par déclaration



Foncier

En 2014, 608 terrains à bâtir d'une superficie moyenne de 1 699,9 m² au prix moyen de 56,1 euros/m² ont été vendus sur le territoire de la Wallonie picarde. Le prix moyen au m² permet de comparer spatialement les prix pour des terrains de même taille et ainsi, de mettre en évidence les zones à forte pression foncière.

Le prix moyen du foncier dans la région de la Wallonie picarde est supérieur aux prix moyens du Hainaut (51,7 €/m²) et de la Wallonie (50,7 €/m²) et inférieur au prix de vente moyen en Belgique (117,1 €/m²).

Par rapport à 2004, le prix moyen d'un terrain a augmenté de 100 % au sein du territoire de la Wallonie picarde, 93,9 % en Hainaut, 82,6 % en Wallonie et 86,3 % en Belgique. Au cours des cinq dernières années, cette augmentation a été de 16,0 % sur le territoire de la Wallonie picarde, 19,9 % en Hainaut, 13,3 % en Wallonie et 23,7 % en Belgique.

Le prix moyen du foncier des communes du territoire de la Wallonie picarde varie de 89 €/m² à Mouscron à 24 €/m² à Brûgelette. Onze communes du territoire affichent un prix moyen supérieur à la moyenne wallonne.

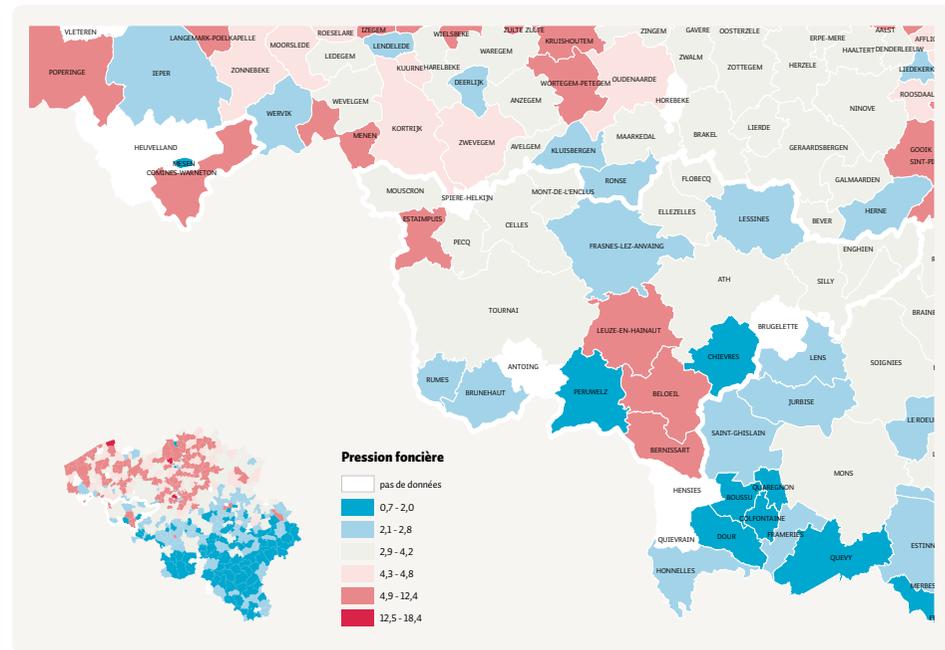
Pression foncière

En 2013, il fallait 3,6 fois le revenu imposable annuel d'un ménage pour acheter un terrain

dans la région de la Wallonie picarde. Ce rapport était de 3,0 fois en Hainaut, 2,9 fois en Wallonie et 4,2 fois en Belgique. Au sein du territoire, certaines communes sont soumises à une plus forte pression foncière. Cette pression foncière était de 8,5 fois à Comines et de 1,5 fois à Péruwelz.

En termes de perspectives, il est important de mener une politique foncière proactive afin d'éviter qu'une partie de la population locale moins aisée soit rejetée là où le prix du foncier est élevé par rapport au revenu.

Tout comme l'immobilier, l'offre en terrains doit tenir compte des enjeux liés au développement territorial durable : une gestion parcimonieuse du sol en luttant contre la dispersion de l'habitat, une limitation de la consommation excessive pour la fonction logement et une rénovation du bâti ancien et énergivore de certains quartiers.

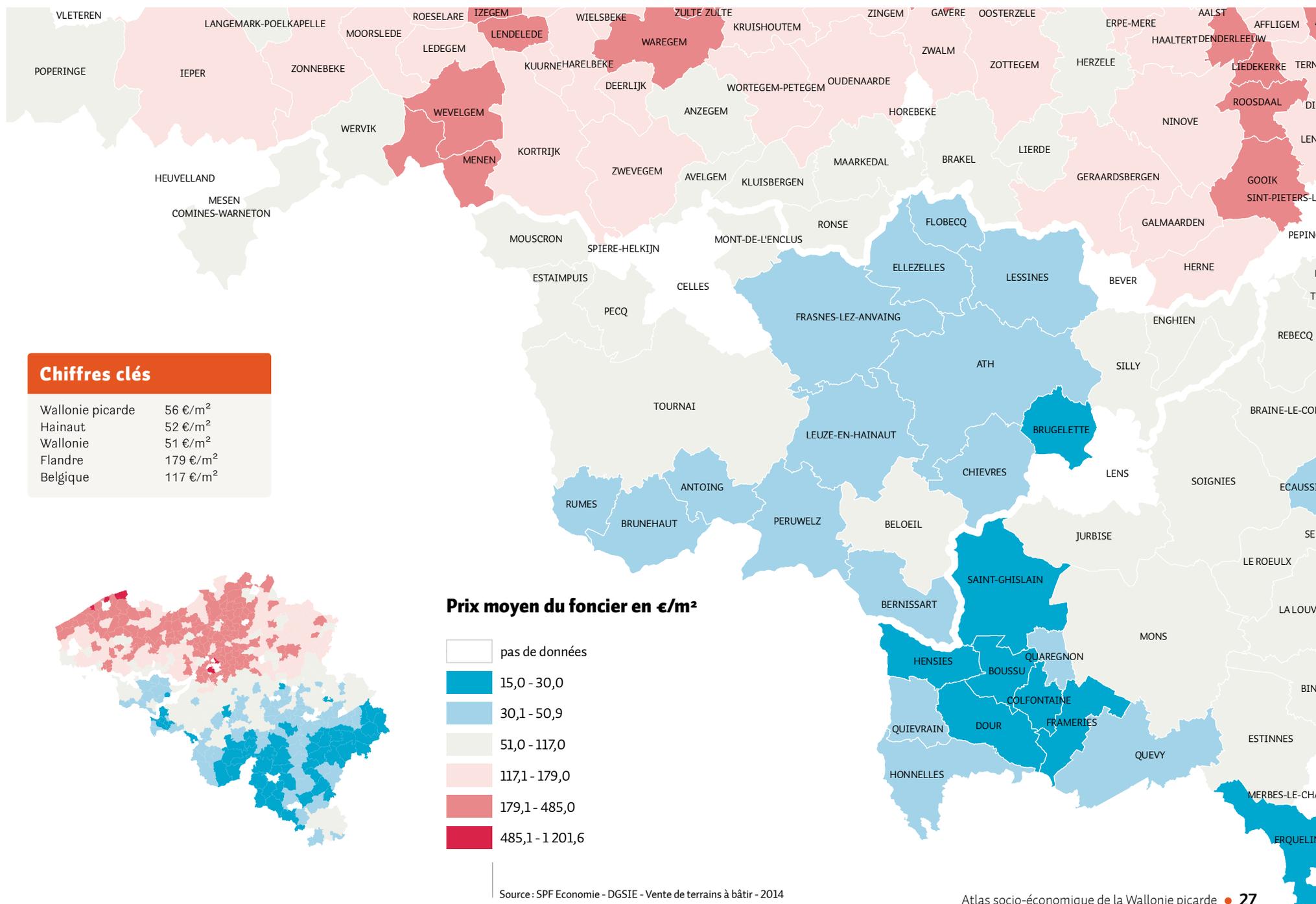


Source : SPF Economie - DGSIE Vente de terrains à bâtir - 2013 Statistique fiscale des revenus Exerc. 2014 - Rev. 2013
Calcul : ratio entre le prix moyen terrain à bâtir et le revenu moyen par déclaration

Evolution

Le territoire de la Wallonie picarde a connu une forte diminution du nombre de ventes de terrains (-15,0 %), par contre la superficie moyenne de ces terrains a augmenté (+10,2 %) entre 2010 et 2014. Le prix moyen au m² a augmenté de 5,6 %.





Chiffres clés

Wallonie picarde	56 €/m ²
Hainaut	52 €/m ²
Wallonie	51 €/m ²
Flandre	179 €/m ²
Belgique	117 €/m ²

Prix moyen du foncier en €/m²

- pas de données
- 15,0 - 30,0
- 30,1 - 50,9
- 51,0 - 117,0
- 117,1 - 179,0
- 179,1 - 485,0
- 485,1 - 1 201,6

Source : SPF Economie - DGSIE - Vente de terrains à bâtir - 2014



IV. Services à la population

Pour assurer le bien-être de la population, la Wallonie picarde mise sur le développement qualitatif des soins de santé, d'infrastructures d'accueil pour la petite enfance et les personnes âgées.

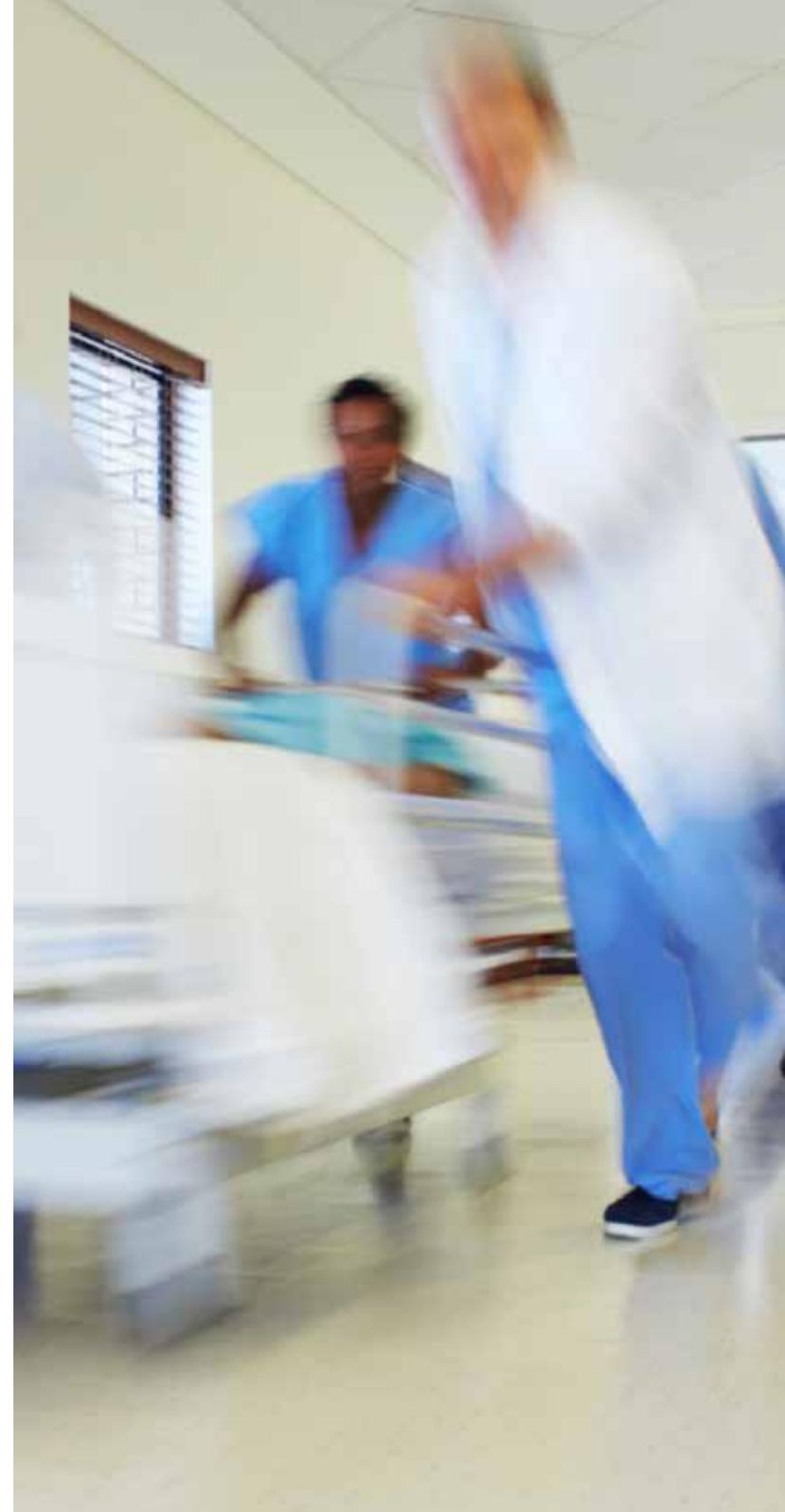
Actuellement le territoire de la Wallonie picarde recense 1 médecin généraliste pour 690 habitants. Le taux de couverture pour l'accueil de la petite enfance est de 38,5 %, celui des maisons de repos pour les personnes âgées de 75 ans et plus est de 20,9 %.

Si la Wallonie picarde ne se distingue pas fondamentalement des autres territoires, l'accessibilité des services à la population reste un des points d'attention (évolution démographique, vieillissement de la population...).

8 Offre médicale [P.31](#)

9 Petite enfance [P.33](#)

10 Personnes âgées [P.35](#)



Offre médicale

Avant de parler des chiffres concernant l'offre médicale, il convient de signaler que les limites communales et donc territoriales ne sont pas toujours un obstacle dans le choix d'un médecin. En fonction des moyens financiers, des capacités de mobilité, de la situation socio-économique et culturelle, les comportements peuvent diverger fortement.

Fin 2014, le territoire de la Wallonie picarde recense 1 médecin généraliste en droit de prêter pour 690 habitants. Ce ratio est de 1 pour 708 habitants en Hainaut, 1 pour 590 en Wallonie et 1 pour 604 en Belgique.

C'est à Pecq que l'on compte le moins de généralistes (1 pour 1 397 habitants), tandis que la commune d'Enghien compte 1 médecin pour 434 habitants.

En termes de répartition par âge, les médecins de plus de 65 ans (ayant une activité réduite) représentent, en 2014, 17,6 %. Si on y ajoute

les médecins âgés de 50 à 64 ans, ce pourcentage atteint 67,9 %.

Hôpitaux du territoire de la Wallonie picarde

La Wallonie picarde compte sur son territoire plusieurs institutions de renom. Le Centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi) est composé de 795 lits et de plus de 2 500 membres du personnel et collaborateurs. La mise en service totale, dès le 25 avril 2016, des 50 000 m² d'espaces construits et rénovés du site Union ira de pair avec une reconfiguration des activités du CHwapi. Le site Dorcas sera définitivement fermé et ses activités seront transférées vers les sites Notre-Dame et Union. Le site Union assurera la prise en charge des activités liées aux Urgences, à la Maternité et à la Pédiatrie. Le site Notre-Dame sera, quant à lui, consacré aux pathologies médicales et chirurgicales dont l'hospitalisation est programmée. A quelques

exceptions près, le site IMC gardera, dans l'état actuel, sa physionomie globale. Le Centre hospitalier de Mouscron dispose de 355 lits et près de 1 300 personnes y travaillent. L'hôpital Epicura compte 2 596 travailleurs sur l'ensemble de ses implantations. Deux sites se trouvent en Wallonie picarde, Ath et Beloeil qui comptent respectivement 621 et 72 travailleurs.

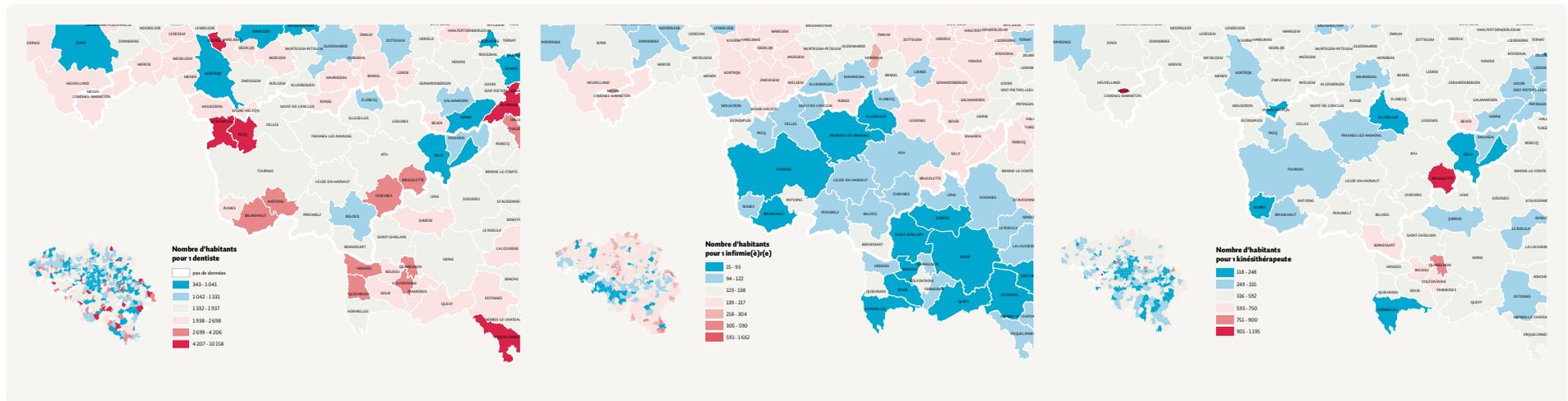
On recense par ailleurs en Wallonie picarde 766 lits psychiatriques répartis sur quatre institutions (Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers » à Tournai, les hôpitaux

psychiatriques Saint-Charles à Brunehaut et Saint-Jean de Dieu à Leuze et la clinique neuropsychiatrique de Bonsecours).

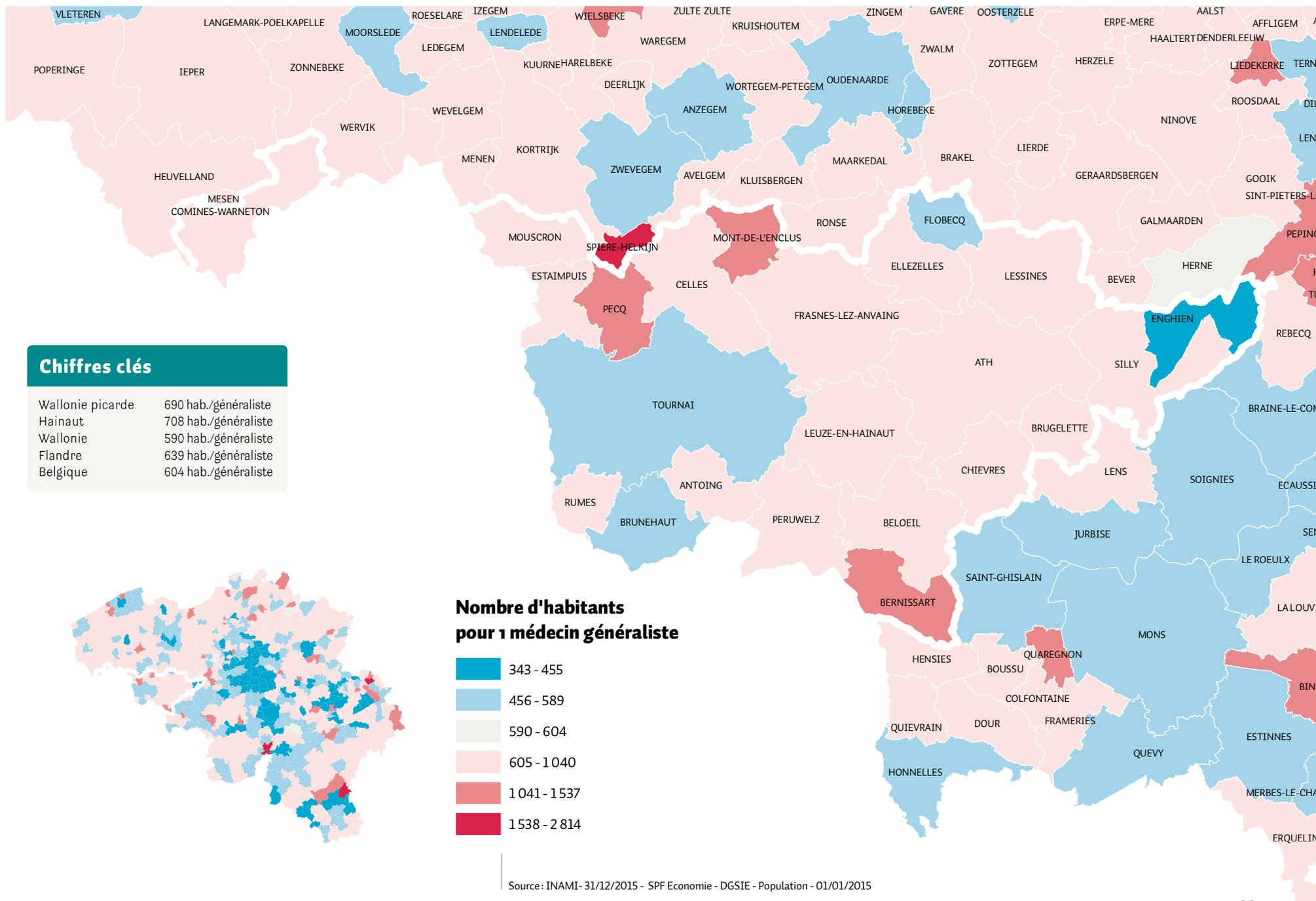
Evolution

Le nombre de médecins généralistes a légèrement diminué (-0,4 %) au sein du territoire de la Wallonie picarde entre décembre 2010 et décembre 2014 (-2 médecins généralistes).

Entité hospitalière	Type d'hôpital	Nombre de lits
CENTRE HOSPITALIER DE WALLONIE PICARDE - CHwapi	Hôpital général	795
CENTRE HOSPITALIER DE MOUSCRON	Hôpital général	355
CENTRE HOSPITALIER EPICURA	Hôpital général	236
CENTRE HOSPITALIER PSYCHIATRIQUE «LES MARRONNIERS»	Hôpital psychiatrique	436
HOPITAL PSYCHIATRIQUE ST.-JEAN DE DIEU	Hôpital psychiatrique	180
CLINIQUE NEUROPSYCHIATRIQUE BONSECOURS	Hôpital psychiatrique	90
HOPITAL PSYCHIATRIQUE ST.-CHARLES	Hôpital psychiatrique	60
		2 152



Source: INAMI - 31/12/2015 - SPF Economie - DGSIE - Population - 01/01/2015



Chiffres clés

Wallonie picarde	690 hab./généraliste
Hainaut	708 hab./généraliste
Wallonie	590 hab./généraliste
Flandre	639 hab./généraliste
Belgique	604 hab./généraliste

Nombre d'habitants pour 1 médecin généraliste

- 343 - 455
- 456 - 589
- 590 - 604
- 605 - 1040
- 1041 - 1537
- 1538 - 2814

Source: INAMI- 31/12/2015 - SPF Economie - DGSIE - Population - 01/01/2015

Petite enfance

Le territoire de la Wallonie picarde compte 3 249 places d'accueil pour 9 163 enfants âgés de 0 à 2,5 ans. Cela représente, pour l'année 2014, un taux de couverture de 35,5 %. Ce taux est supérieur aux moyennes hainuyère (27,0 %) et wallonne (32,5 %), mais légèrement inférieur à la moyenne belge (36,6 %).

Au niveau communal, on constate de grandes disparités entre les taux les plus faibles enregistrés à Antoing (11,3 %) et Pecq (12,7 %), et les plus élevés comptabilisés à Silly (58,0 %) et Ath (49,1 %).



Evolution

Entre décembre 2010 et décembre 2014, le nombre de places d'accueil a augmenté au sein du territoire de la Wallonie picarde (+164 places) pour un nombre d'enfants en diminution (-333). Le taux de couverture augmente donc de 3 %. Cette augmentation est constatée également en Hainaut, en Wallonie et en Belgique.

IDEТА - IEG et la petite enfance

Quatre maisons d'enfants gérées par l'asbl [Bébé Boulot](#) ont vu le jour depuis 2010, ce qui représente 116 places d'accueil en Wallonie picarde. Une initiative de l'agence intercommunale IDEТА, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Wallonie picarde et des représentants des organisations syndicales, en réponse à la demande exprimée par de nombreuses entreprises de Wallonie picarde. Des crèches durables (bâtiments basse énergie, langes lavables, réduction de l'empreinte écologique...) ont vu le jour au cœur des parcs

d'activités économiques.

La maison d'enfants « Les P'tits Moulins » accueille 35 enfants de 0 à 3 ans dans le centre d'innovation Negundo, dans le parc d'activités économiques Tournai Ouest ; nichée au cœur du parc d'activités économiques d'Ath-Chislenghien, la maison d'enfants « Les Bergeronnettes » comporte 30 lits ; la maison d'enfants « Les Fourmis » vient renforcer l'offre de service du parc d'activité économiques de la Sucrerie, à Frasnes-lez-Anvaing en proposant 27 lits et « Les Lucioles » sont implantées dans le parc scientifique Qualitis,

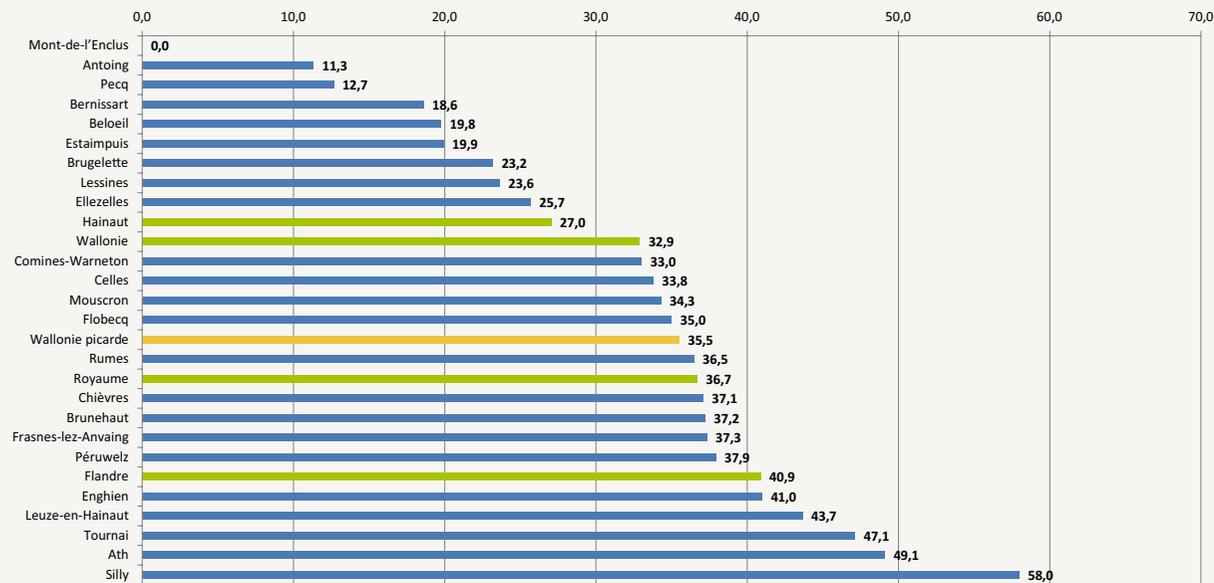
à Enghien, avec une capacité de 24 lits.

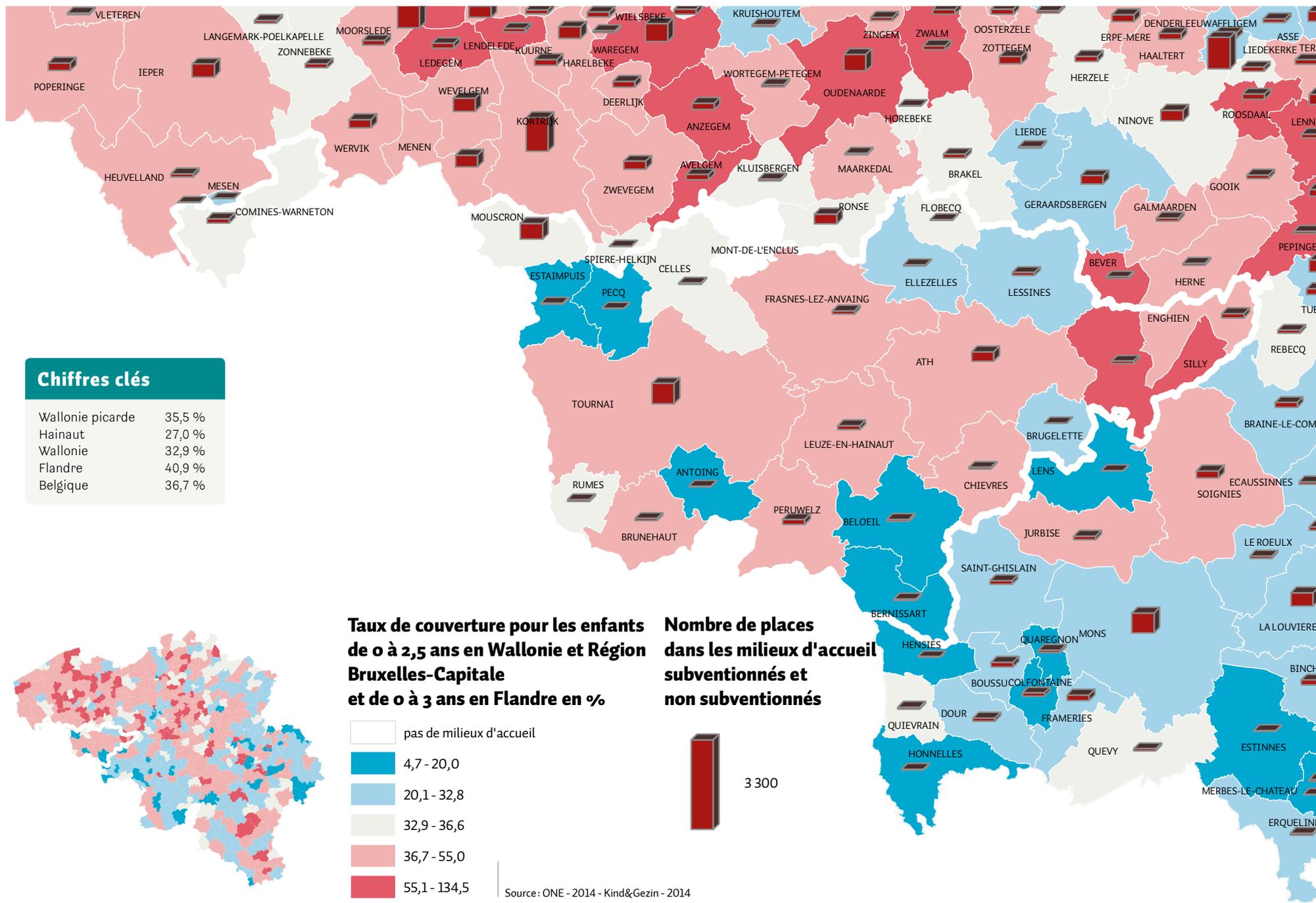
En ce qui concerne l'intercommunale IEG, en décembre 2007, dans la zone d'activités économiques Saint-Achaire à Mouscron, la crèche « Les Babynous » voyait le jour avec une capacité de 25 places.

Le 27 septembre 2010 était inaugurée la crèche « Les Papillons » (en activité depuis le 1^{er} septembre). Elle se situe sur l'ancien site douanier du Risquons-Tout (ZAE Risquons-Tout, Mouscron), elle compte 25 places.

Wallonie picarde - Taux de couverture de la petite enfance - 2014 (en %)

Source : ONE - 2014 Kind&Gezin - 2014





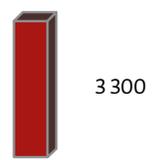
Chiffres clés

Wallonie picarde	35,5 %
Hainaut	27,0 %
Wallonie	32,9 %
Flandre	40,9 %
Belgique	36,7 %

Taux de couverture pour les enfants de 0 à 2,5 ans en Wallonie et Région Bruxelles-Capitale et de 0 à 3 ans en Flandre en %

- pas de milieux d'accueil
- 4,7 - 20,0
- 20,1 - 32,8
- 32,9 - 36,6
- 36,7 - 55,0
- 55,1 - 134,5

Nombre de places dans les milieux d'accueil subventionnés et non subventionnés



Source: ONE - 2014 - Kind&Gezin - 2014

Personnes âgées

Maisons de repos

Au sein de la région de la Wallonie picarde, on recense 6 536 lits en maisons de repos et de soins en 2015. Ce nombre ramené à la population âgée de 75 ans et plus représente un taux de couverture de 20,9 %. Ce taux est de 17,4 % en Hainaut, 15,7 % en Wallonie et 13,5 % en Belgique.

A l'exception des communes de Brugelette et de Rumes, l'ensemble du territoire de la Wallonie picarde est couvert par des maisons de repos.

Ici aussi on remarque de grandes différences entre les entités composant le territoire. Beloeil n'affiche qu'un taux de couverture de 8 % alors que celui de la commune d'Estaimpuis culmine à 45,5 %.

Il faut également préciser que, en termes de maisons de repos, les besoins ne sont pas toujours remplis là où existe la demande. En effet, les pensionnaires des maisons de repos ne viennent pas nécessairement de la commune ou de l'arrondissement où se situe l'établissement. La part des pensionnaires venant de l'extérieur de la Wallonie peut être importante pour les communes limitrophes à d'autres régions et pays (cf. Comines, Mouscron, Estaimpuis, Tournai, Péruwelz...).

Viellissement de la population

Parmi la population de la Wallonie picarde, les hommes sont plus nombreux que les femmes jusqu'à l'âge de 54 ans. Par après, ce sont les femmes et plus particulièrement pour les tranches 80 à 84 ans (+ 2 821) et 85 à 89 ans (+ 2 544). Près de 1 % des femmes de la Wallonie picarde sont âgées de 90 ans et plus. La population âgée de moins de 20 ans

représente 23,4 % et celle de 65 ans et plus, 18,1 %. Les moins de 20 ans sont plus nombreux en Hainaut et en Wallonie qu'en Wallonie picarde, qu'en Flandre et que dans le pays. Plus d'un habitant sur quatre des communes de Brunehaut (25,5 %), Chièvres (25,2 %), Brugelette (25,1 %) et Mont-de-l'Enclus (25 %) est âgé de moins de 20 ans. C'est à Rumes (22,4 %), Leuze-en-Hainaut (22,4 %) et à Tournai (21 %) que cette proportion est la plus faible. C'est la commune de Comines (20,3 %) qui compte le plus d'habitants âgés de 65 ans et plus, et la commune de Brugelette (14,2 %) qui en compte le moins. La proportion des 65 ans et plus en Wallonie picarde est supérieure à celles du Hainaut (17,6 %) et de la Wallonie (17,5 %), mais est égale à celle de la Belgique (18,1 %) et inférieure à celle de la Flandre (19,3 %).

Ce constat pose un sérieux problème de société. En effet, en 2015, le ratio entre la population âgée de 65 ans et plus par rapport à celle âgée de 0 à 14 ans est estimé à 104,6 % en Wallonie picarde.

Le vieillissement de la population est dû à la fois, à l'arrivée massive dans le troisième âge de la génération du baby-boom et à l'allongement de l'espérance de vie. Le vieillissement de la population nécessite de trouver des solutions adaptées en termes de logements (et pas uniquement en maison de repos) : en effet, bien souvent le manque de logements adaptés à une population vieillissante engendre la sous-occupation des logements des personnes âgées et la nécessité de développer de nouveaux logements pour les familles, avec pour corollaire un parc de logements surdimensionnés par rapport aux réels besoins des ménages. Des solutions en termes de services

devront également être développées : loisirs (le fait d'être en meilleure santé, allongement de l'espérance de vie), mobilité et accessibilité aux transports...

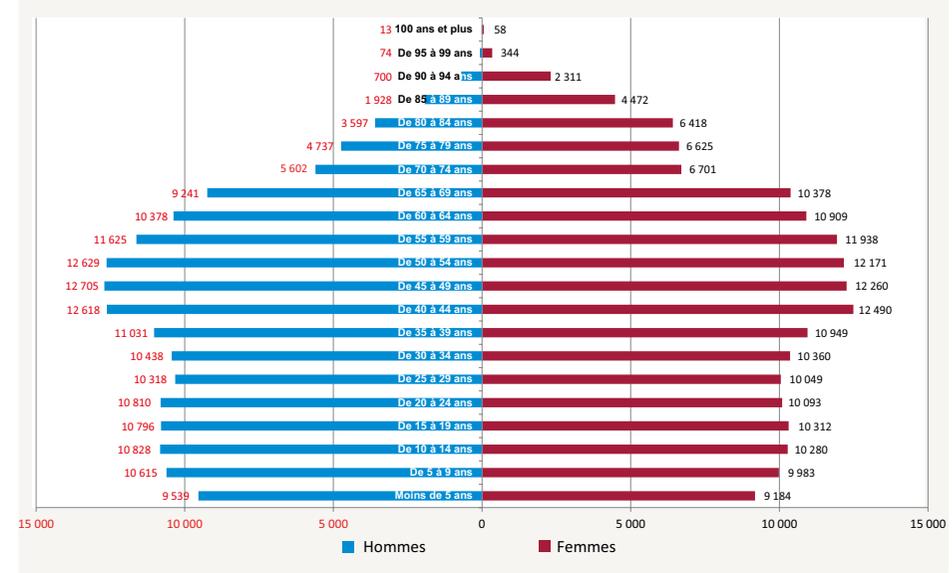
Evolution

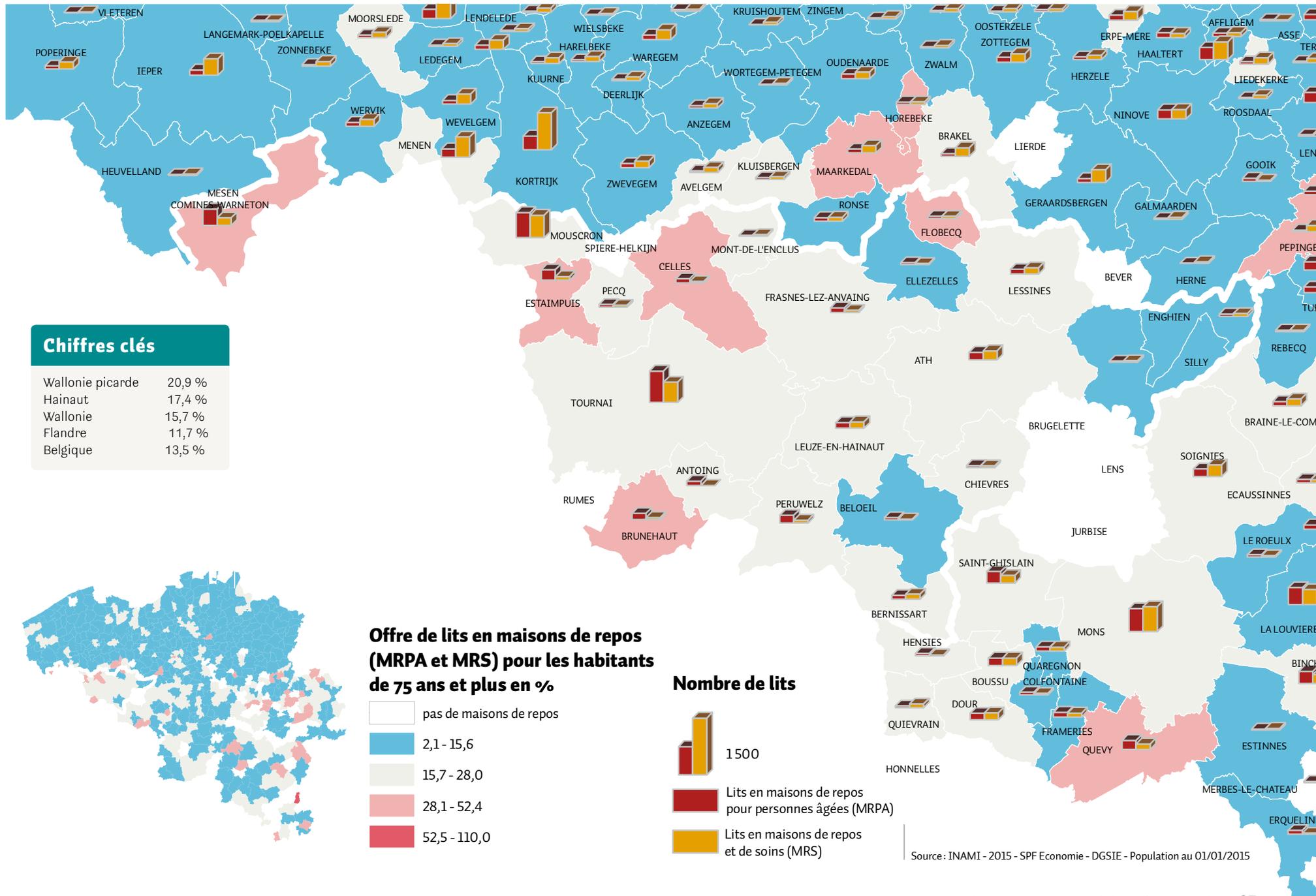
Malgré qu'il y ait eu une augmentation de lits en maisons de repos et de soins (+111 lits) au sein du territoire de la Wallonie picarde, le taux de couverture a diminué de 0,3 points entre 2011 et 2014 étant donné l'augmentation de la population âgée de 75 ans et plus.



Wallonie picarde- Pyramide des âges - 2015

Source: SPF Economie - DGSIE

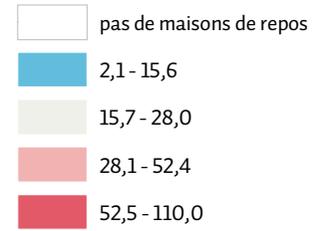




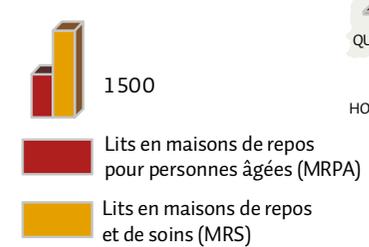
Chiffres clés

Wallonie picarde	20,9 %
Hainaut	17,4 %
Wallonie	15,7 %
Flandre	11,7 %
Belgique	13,5 %

Offre de lits en maisons de repos (MRPA et MRS) pour les habitants de 75 ans et plus en %



Nombre de lits



Source: INAMI - 2015 - SPF Economie - DGSIE - Population au 01/01/2015



Atlas socio-économique de la Wallonie picarde

V. Formation

La Wallonie picarde dispose d'une offre d'enseignement et de formation diversifiée avec plusieurs établissements d'enseignement secondaire et supérieur.

Le niveau de qualification joue un rôle non négligeable dans l'accès au marché du travail, mais également pour l'épanouissement personnel de tout individu. La Wallonie picarde ne se distingue pas fondamentalement du reste de la Wallonie mais compte une part encore importante de personnes ne disposant que du diplôme de l'enseignement primaire. 14,3 % de la population ne dispose que d'un diplôme de l'enseignement primaire.

21,8 % de la population dispose d'un diplôme de l'enseignement supérieur (universitaire et non universitaire).

En matière de formation, le territoire propose une offre étendue de formation des travailleurs, notamment via la Maison de la formation de Wallonie picarde, et de formation des demandeurs d'emploi.

Le territoire doit s'adapter aux nouveaux besoins en compétences, tout en visant une perspective de développement social.

11 Diplômés de l'enseignement
supérieur [P.39](#)



Diplômés de l'enseignement supérieur

Enseignement primaire

En 2011, 14,3 % de la population du territoire de la Wallonie picarde ne dispose que d'un diplôme de l'enseignement primaire, ce taux est de 14,1 % en Hainaut, 12,5 % en Wallonie et 12,8 % en Belgique. Au niveau communal, ce taux monte à 19,5 % à Mouscron alors qu'à Silly, il est de 9,3 %.

Enseignement secondaire

Parmi la population du territoire de la Wallonie picarde, 48,6 % de la population ne dispose que d'un diplôme de l'enseignement secondaire en 2011, ce taux est de 50,9 % en Hainaut, 49,4 % en Wallonie et 46,1 % en Belgique. Au niveau communal, ce taux monte à 56,5 % à Lessines alors qu'à Estaimpuis, il est de 42,9 %.

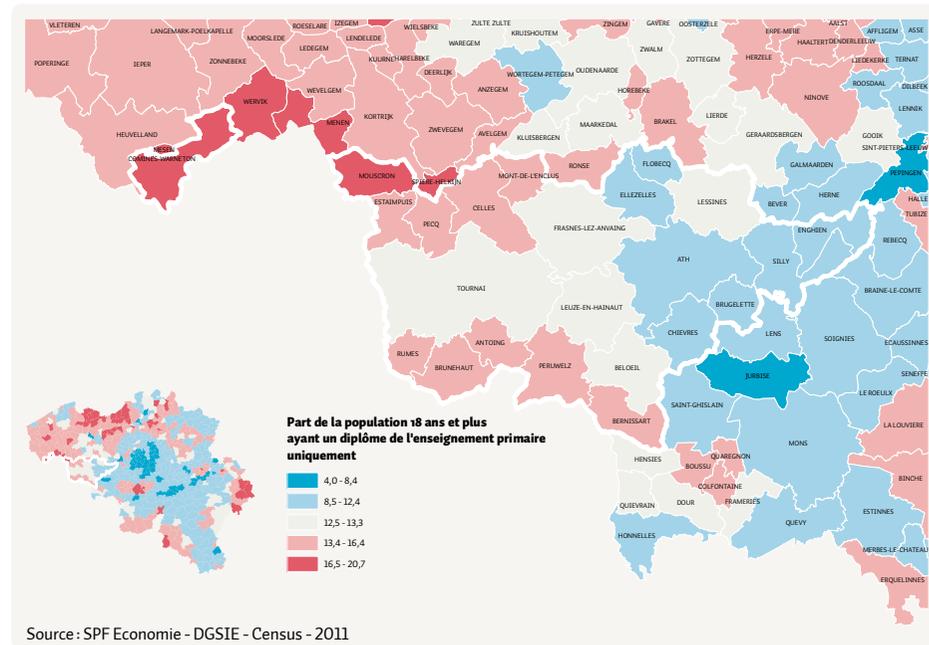
Enseignement supérieur

Toujours en 2011, 21,8 % de la population du territoire de la Wallonie picarde dispose d'un diplôme de l'enseignement supérieur (universitaire et non universitaire), ce taux est de 20,1 % en Hainaut, 23,9 % en Wallonie et 25,1 % en Belgique. Au niveau communal, ce taux monte à 32,5 % à Silly alors qu'à Comines, il est de 13,4 %.

Evolution

En dix années (2001-2011), le niveau d'instruction de la population (secondaire et supérieur) a augmenté. Le pourcentage pour le niveau primaire reste néanmoins préoccupant.

La Wallonie picarde est voisine de plusieurs pôles universitaires facilement accessibles: Mons, Bruxelles, Lille et Courtrai.



L'offre d'enseignement et de formation en Wallonie picarde

Enseignement et Formation en alternance

En Wallonie picarde, on dénombre 29 établissements des deuxième et troisième degrés de l'Enseignement secondaire technique de qualification et professionnel dont 13 hébergent un Centre d'Education et de Formation en Alternance (CEFA) (Fédération Wallonie-Bruxelles, 2016).

La Wallonie picarde possède également un Institut de Formation en Alternance pour les petites et moyennes entreprises (IFAPME) situé à Tournai (IFAPME, 2016).

Formation professionnelle

Deux centres de compétences organisés par le FOREM formation ont vu le jour afin de répondre aux besoins en formation de secteurs spécifiques à la Wallonie picarde : Transport et Logistique à Estaimpuis et Secteurs verts à Ath

(Le Forem, 2016)¹.

En lien avec les filières identifiées comme structurantes (voir p. 58), la Wallonie picarde s'est également dotée de quatre Centres de Technologies avancées (CTA)² :

- Métiers du Bois et de l'Eco-construction à Comines;
- Maintenance en équipements énergétiques à Ath ;
- Mécanique des moteurs à Leuze-en-Hainaut ;
- Agro-alimentaire industriel et cuisine de collectivité à Tournai (Fédération Wallonie-Bruxelles, 2016).

Etudiants, demandeurs d'emploi, travailleurs, les centres de technologies avancées s'adressent à différents publics qui y trouvent un cursus adapté à leurs besoins.

Enseignement supérieur

La Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale et d'urbanisme quittera bientôt la chapelle de l'Institut Saint-

Luc à Ramegnies-Chin pour investir une toute nouvelle faculté, quartier Saint-Jean dans le centre-ville de Tournai.³

Depuis le décret paysage de 2013, l'enseignement supérieur est réorganisé en cinq pôles géographiques⁴. Au sein du pôle hainuyer et plus particulièrement en Wallonie picarde, on distingue trois réseaux de Hautes Ecoles :

- La [Haute Ecole de la Communauté française en Hainaut](#) (HEH) située à Tournai ;
- La [Haute Ecole provinciale du Hainaut – Condorcet](#) implantée à Tournai, Mouscron, Ath, Irchonwelz et Maffle ;
- La [Haute Ecole Louvain en Hainaut](#) (HELHa) implantée à Tournai, Mouscron et Leuze-en-Hainaut.

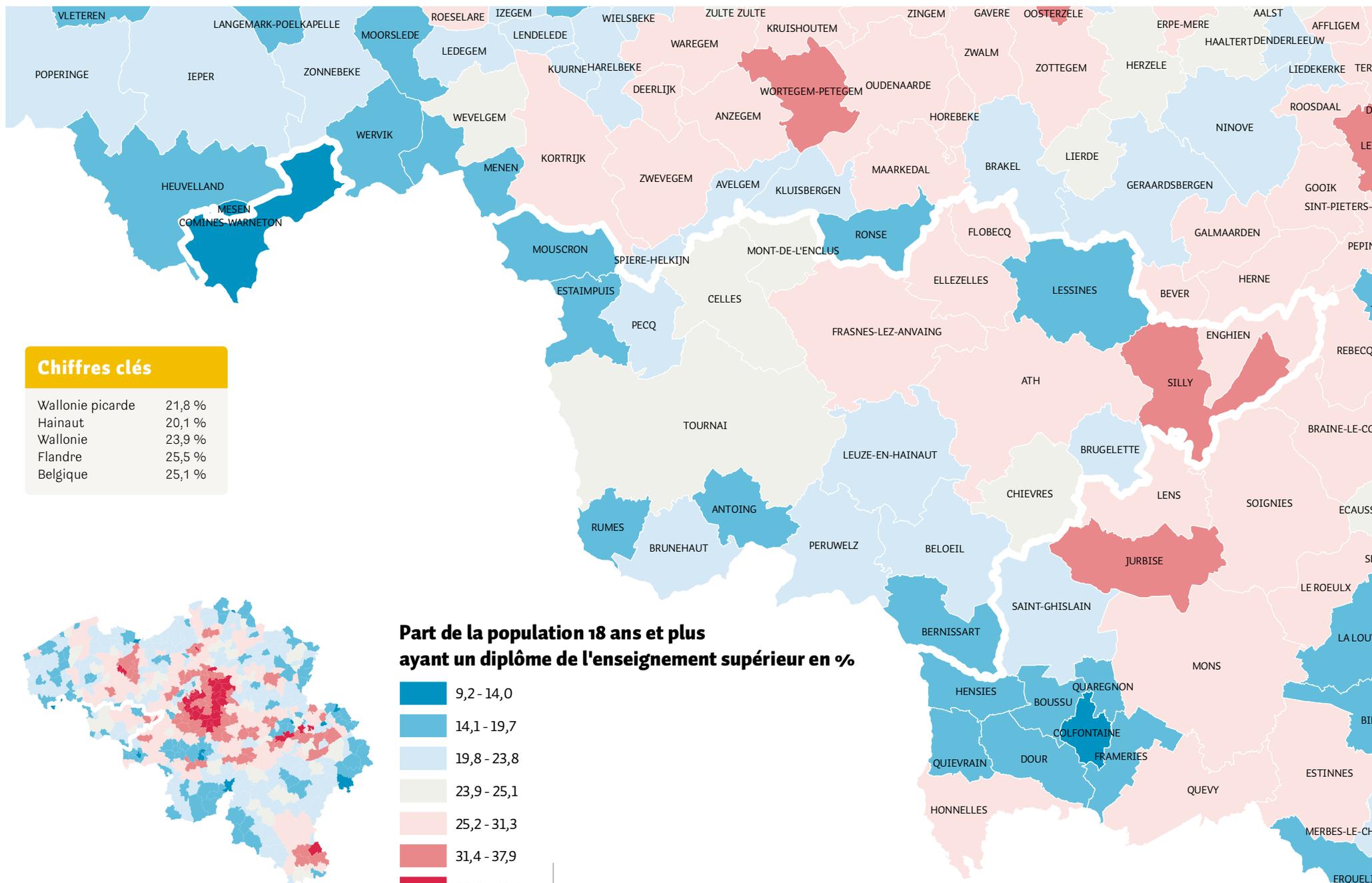
L'enseignement artistique est aussi représenté en Wallonie picarde au sein de l'[Académie des Beaux-Arts de Tournai](#) et de l'[Ecole supérieure des Arts de l'Institut Saint-Luc](#) à Tournai.

Eurometropolitan e-Campus

Spécificité de la Wallonie picarde en matière de formation, l'[Eurometropolitan e-Campus](#) est une plateforme dédiée aux métiers de l'Internet. Situé au cœur de l'Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai, au sein du centre Negundo à Tournai Ouest, l'e-Campus regroupe les Universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que les Hautes Ecoles de la Province du Hainaut et le Forem (Eurometropolitan e-Campus, 2015)⁵.

Le-Campus offre un panel de formations spécifiques (cybersécurité, e-entrepreneurship, formation qualifiante de communicant Web) ou de formations en collaboration avec d'autres écoles, comme le bachelier en e-business avec la HE Condorcet ou la formation en Arts numériques proposée conjointement avec l'Académie des Beaux-Arts de Tournai.

¹<https://www.leforem.be/centres-de-competence.html> / ²http://www.enseignement.be/index.php?page=27505&act=search&check=&unite=910&geo_type=1&geo_prov=5&geo_cp=&geo_loc=&geo_mots=&reseau=111%2C126%2C123%2C122%2C121%2C131%2C132 / ³<http://www.tournai.be/en-direct/college-communal-du-5-juin-2015.html?format=pdf> / ⁴http://www.galilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=39681&referant=I02 / ⁵<http://www.ee-campus.be/index.php/a-propos>



Chiffres clés

Wallonie picarde	21,8 %
Hainaut	20,1 %
Wallonie	23,9 %
Flandre	25,5 %
Belgique	25,1 %

Part de la population 18 ans et plus ayant un diplôme de l'enseignement supérieur en %

- 9,2 - 14,0
- 14,1 - 19,7
- 19,8 - 23,8
- 23,9 - 25,1
- 25,2 - 31,3
- 31,4 - 37,9
- 38,0 - 49,9

Source: SPF Economie - DGSIE - Census - 2011



Atlas socio-économique de la Wallonie picarde

VI. Emploi

La Wallonie picarde compte 99 527 travailleurs salariés et 29 572 travailleurs indépendants sur son territoire. 78,8 % des salariés travaillent dans le secteur tertiaire, 20,9 % dans le secondaire et 0,3 % dans le primaire.

Le taux d'emploi est de 58,6 % et le taux d'activité est de 64,7 %.

12 Salariés [P.43](#)

13 Indépendants [P.45](#)

14 Chômage [P.47](#)

15 Mobilité des travailleurs
résidents [P.49](#)



Salariés

Emploi au lieu de travail

La Wallonie picarde occupe 101 616 salariés en décembre 2013. Parmi ces salariés, 75,9 % travaillent dans le secteur tertiaire, 23,8 % dans le secondaire et 0,3 % dans le primaire. On retrouve parmi ces salariés 13,2 % de fonctionnaires, 43,6 % d'employés et 43,2 % d'ouvriers.

Le secteur d'activité employant le plus de personnes est celui de l'enseignement (12 080 personnes soit 11,9 %) suivi de l'administration publique (8 801 personnes soit

8,7 %), et des activités médico-sociales et sociales avec hébergement (8 629 soit 8,5 %).

La majorité des travailleurs sont occupés dans la commune de Tournai (30 373 ; 29,9%), viennent ensuite Mouscron (20 276 ; 20,0 %) et Ath (11 297 ; 11,1 %).

Emploi au lieu de résidence

En décembre 2014, la Wallonie picarde compte 99 527 travailleurs salariés domiciliés sur son territoire. Ceux-ci travaillent pour 78,8 % dans le secteur tertiaire, 20,9 % dans le secondaire et 0,3 % dans le primaire. 16,1 % d'entre eux

ont des fonctionnaires, 46,1 % des employés et 37,8 % des ouvriers.

Le premier secteur employant le plus de personnes salariées du territoire de la Wallonie picarde est celui de l'enseignement (13 058 ; 13,1 %). Il est suivi par les activités dans le secteur de la santé humaine (7 522 ; 7,6 %) et dans celui du commerce de détail (7 332 ; 7,4 %).

C'est dans la commune de Tournai que l'on compte la majorité de travailleurs salariés résidents (19 262 ; 19,4 %), viennent ensuite Mouscron (14 418 ; 14,5 %) et Ath (8 984 ; 9,0 %).

Taux d'emploi

En 2013, le taux d'emploi de la Wallonie picarde est de 58,6 %. Il est supérieur à celui du Hainaut (53,6 %) et de la Wallonie (56,6 %) et inférieur à celui de la Belgique (61,1 %). Son évolution depuis 2003 (+0,8 %) est inférieure à celle du Hainaut (+2,3 %), de la Wallonie (+1,5 %) et de la Belgique (+1,6 %).

Au niveau communal, c'est à Mont-de-l'Enclus que l'on recense le taux d'emploi le plus élevé (69,0 %) et à Comines le plus faible (53,9 %).

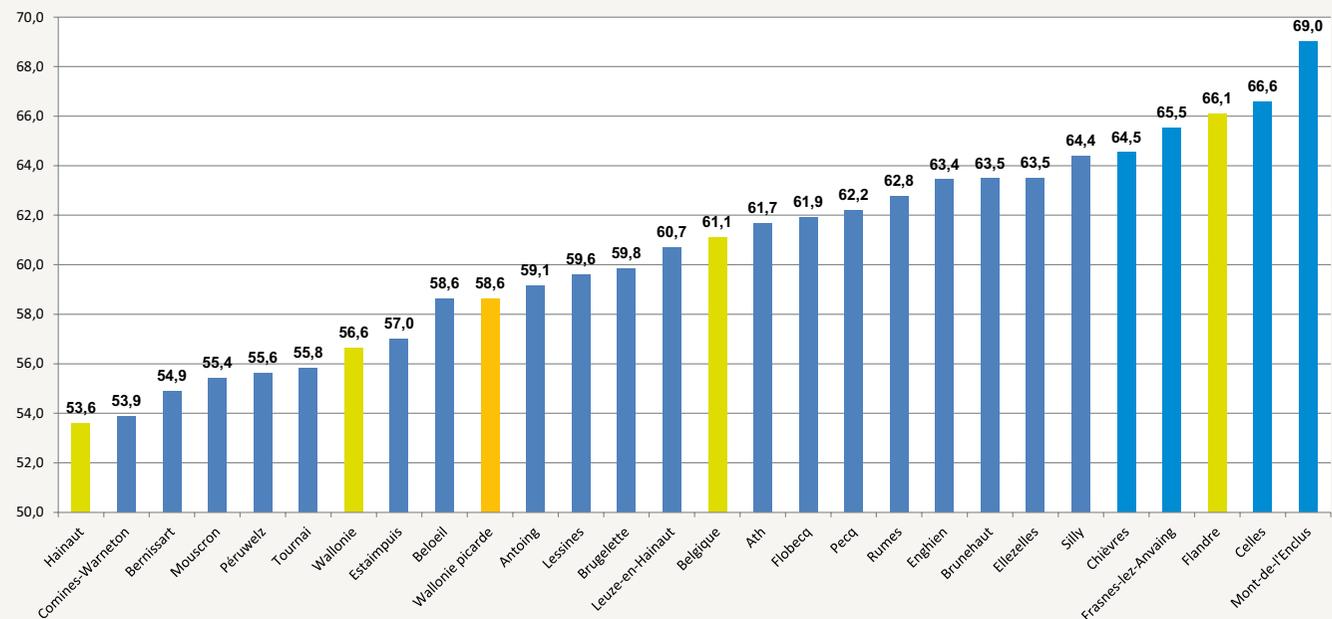
Evolution

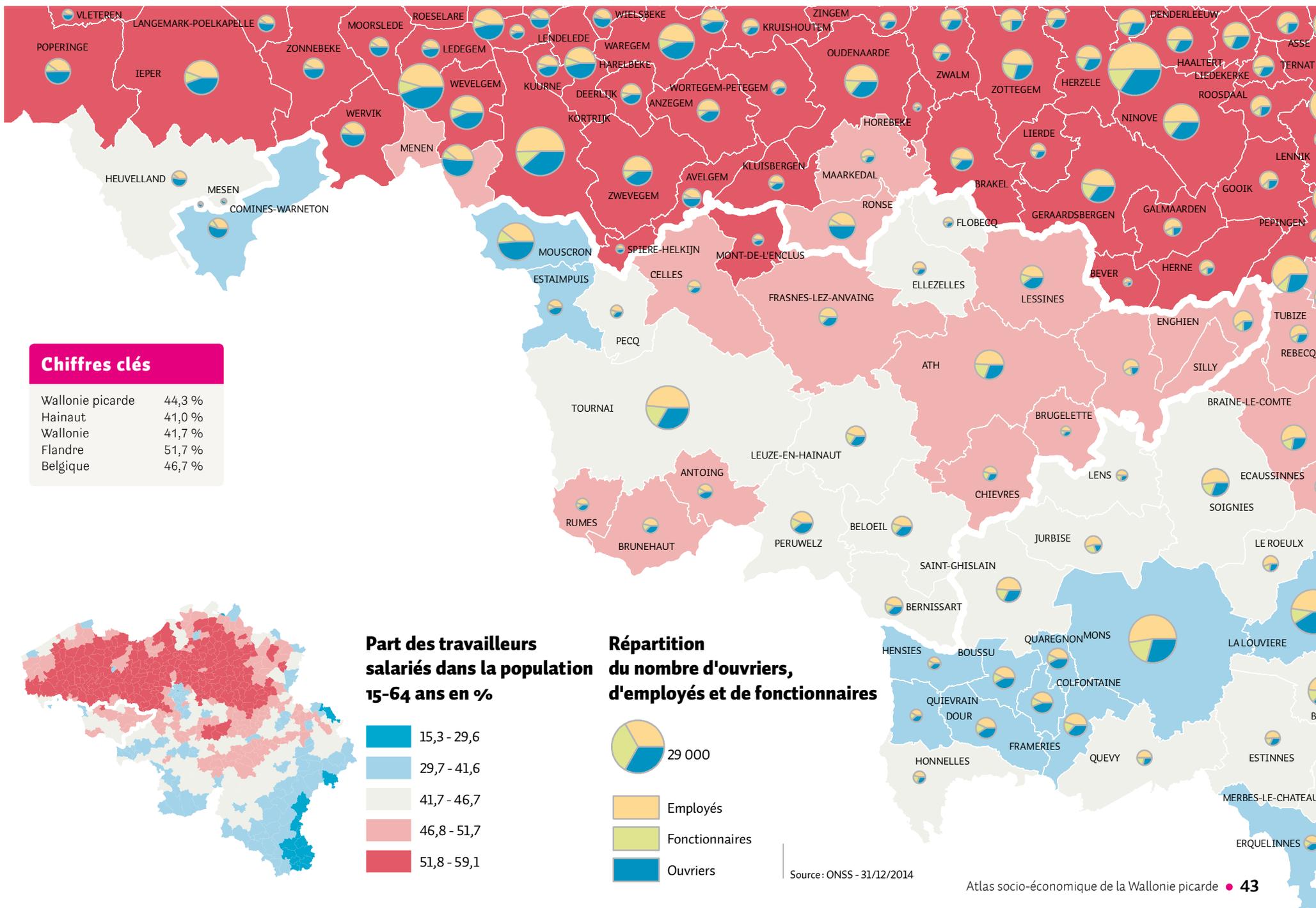
La Wallonie picarde a vu le nombre de salariés occupés sur le territoire augmenter de 1 249 unités, soit un gain de 1,2 % entre 2010 et 2013. La part du secteur secondaire passe de 23,4 % à 23,8 %. Les secteurs des activités liées à la santé humaine et au commerce de détail remplacent l'administration publique et les activités médico-sociales aux deuxième et troisième places.

Au niveau des salariés résidents, entre 2010 et 2014, le territoire de la Wallonie picarde gagne 1 519 travailleurs, ce qui représente 1,6 %. La part des ouvriers augmente de 1,0 %, celle des employés de 2,2 % et celle des fonctionnaires de 1,2 %. Le secteur tertiaire "récupère" les 1,5 % perdus par le secteur secondaire. Le taux d'emploi de la Wallonie picarde gagne 0,1 point entre 2009 et 2013.

Wallonie picarde - Taux d'emploi - 2013

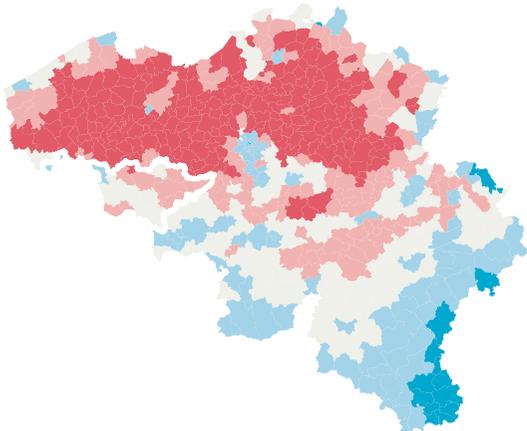
Source : Steunpunt, Algemeen welzijnswerk - Taux d'emploi: emploi ONSS + travailleurs indépendants / population en âge de travailler (de 15 à 64 ans)



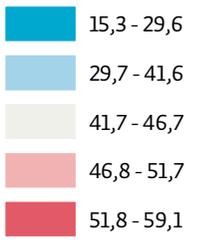


Chiffres clés

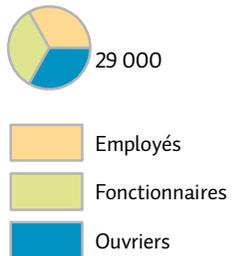
Wallonie picarde	44,3 %
Hainaut	41,0 %
Wallonie	41,7 %
Flandre	51,7 %
Belgique	46,7 %



Part des travailleurs salariés dans la population 15-64 ans en %



Répartition du nombre d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires



Source: ONSS - 31/12/2014

Indépendants

Travailleurs indépendants

En décembre 2014, 26 833 travailleurs indépendants sont actifs au sein du territoire de la Wallonie picarde. Cela représente 29,8 % des indépendants hainuyers, 9,5 % des indépendants wallons et 2,7 % des indépendants belges.

Ils exercent leurs activités dans le secteur tertiaire pour 68,7 %, dans le secondaire pour 18,7 % et dans le primaire pour 12,6 %.

Au sein du secteur tertiaire, la part des indépendants exerçant une profession dans le commerce est importante (49,0 %).

Un cinquième des travailleurs indépendants résident dans la commune de Tournai (5 372 ; 20,0 %), ils résident ensuite à Mouscron (3 350 ; 12,5 %) et à Ath (2 234 ; 8,3 %).

Evolution

Entre 2010 et 2014, le nombre d'indépendants a augmenté de 1 139 travailleurs, soit une évolution positive de 4,5 %. Le secteur tertiaire a vu son nombre de travailleurs augmenter de 829 unités grâce aux professions libérales (+960 unités) compensant la baisse du commerce (-223 unités). Le secteur primaire perd 19 travailleurs alors que le secondaire gagne 324 unités.

Le taux d'activité a augmenté de 2,8 points au sein de la région de la Wallonie picarde entre 2009 et 2013.

Taux d'activité

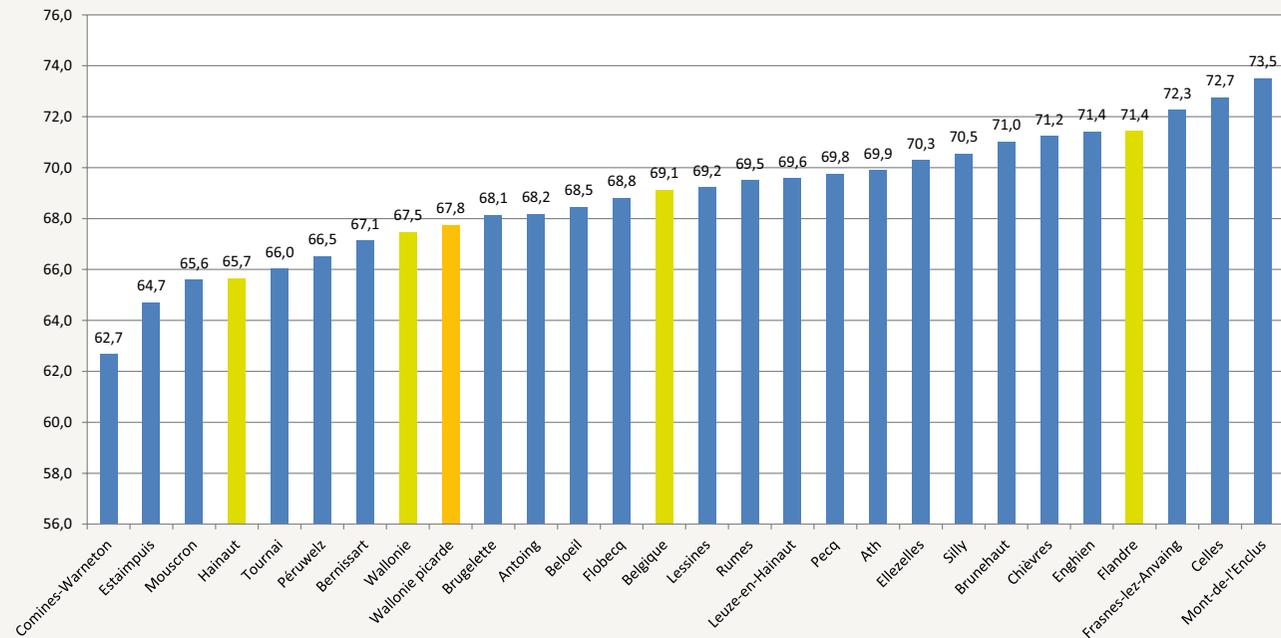
En 2013, le taux d'activité de la région de la Wallonie picarde est de 67,8 %. Ce taux est supérieur à celui du Hainaut (65,7 %) et de la Wallonie (67,5 %) et inférieur à celui de la Belgique (69,1 %). Son évolution depuis 2003 (-0,8 %) est négative alors que celle des autres régions est positive : Hainaut (+0,5 %), Wallonie (+0,7 %) et Belgique (+1,6 %).

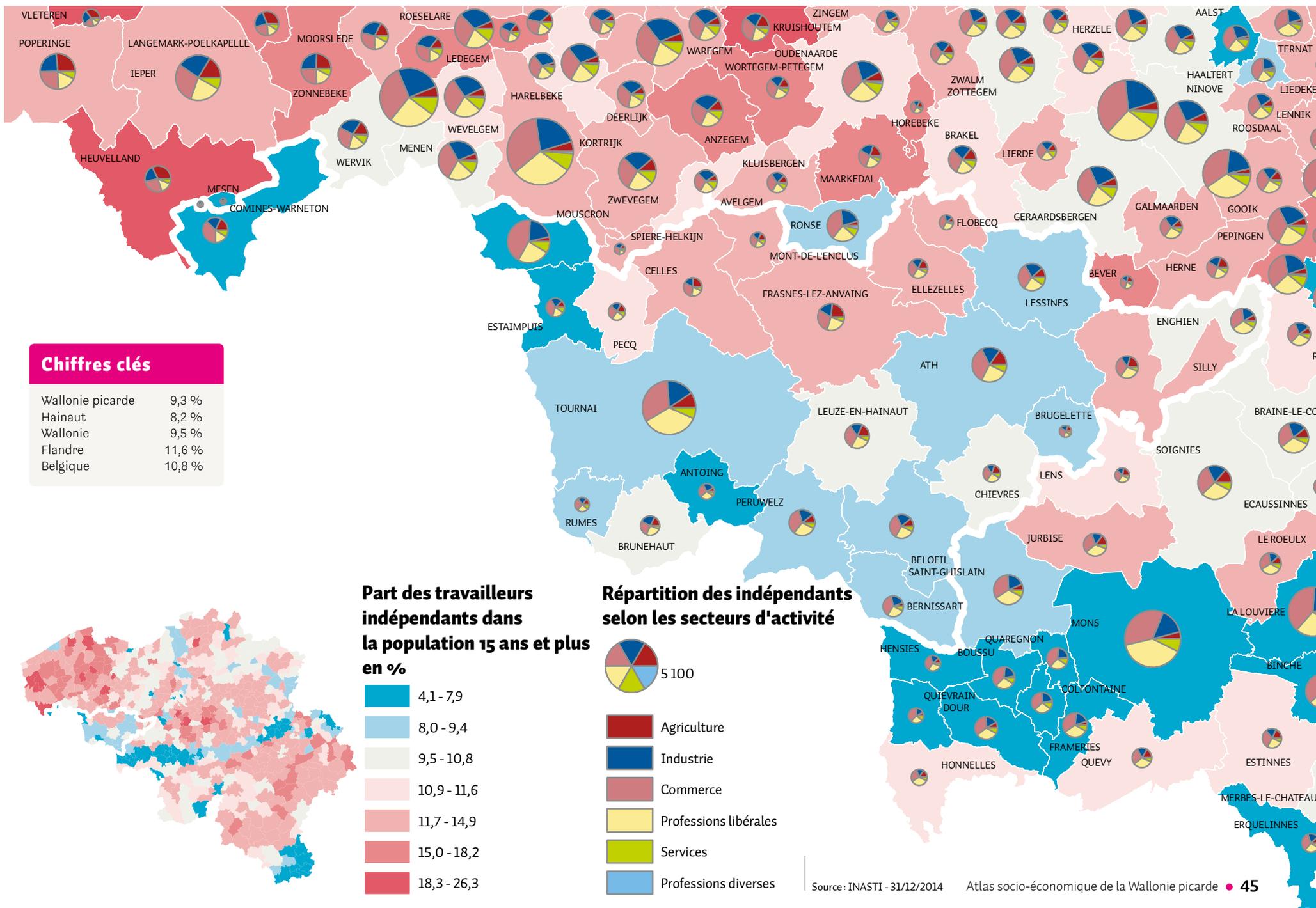
Au niveau communal, c'est à Mont-de-l'Enclus que l'on recense le taux d'activité le plus élevé (73,5 %) et à Comines le plus faible (62,7 %).



Wallonie picarde - Taux d'activités - 2013

Source : Steunpunt, Algemeen welzijnswerk - Taux d'activités: emploi ONSS + travailleurs indépendants + chômeurs complets indemnisés / population en âge de travailler (de 15 à 64 ans)

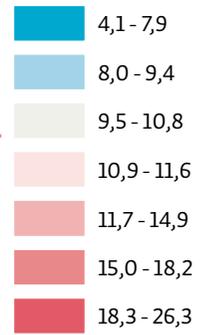




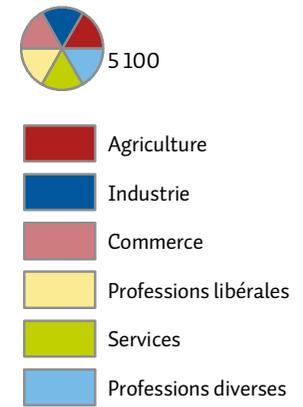
Chiffres clés

Wallonie picarde	9,3 %
Hainaut	8,2 %
Wallonie	9,5 %
Flandre	11,6 %
Belgique	10,8 %

Part des travailleurs indépendants dans la population 15 ans et plus en %



Répartition des indépendants selon les secteurs d'activité



Chômage

Taux

En juin 2015, le taux de chômage de la Wallonie picarde est de 13,3 %. Il reste inférieur à celui du Hainaut (15,7 %) et de la Wallonie (13,4 %) et plus élevé que celui de la Belgique (9,5 %). Ces taux doivent être interprétés avec précaution étant donné le changement de politique intervenu en janvier 2015. Le taux de chômage de la Wallonie picarde était de 15,1 % en juin 2014.

L'observation de la carte témoigne des disparités importantes qui existent entre les communes en ce qui concerne le taux de chômage.

Demandeurs d'emploi inoccupés (D.E.I.)

Age

Les demandeurs d'emploi inoccupés âgés de moins de 25 ans représentent 23,0 % du total des D.E.I. du territoire en novembre 2015. Cette proportion est supérieure à celle du Hainaut (21,4 %) et de la Wallonie (20,9 %). C'est à Leuze-en-Hainaut que les D.E.I. de moins de 25 ans sont les plus nombreux (29,4 %) et à Bernissart, Mouscron et Mont-de-l'Enclus les moins nombreux (20,2 %).

Parmi les D.E.I., les plus de 50 ans représentent une part de 26,7 % (ces pourcentages sont de 24,8 % en Hainaut et de 25,5 % en Wallonie). C'est à Comines que les D.E.I. âgés sont les plus

nombreux (34,8 %) et à Beloeil les moins nombreux (22,9 %).

Etudes

82,0 % des D.E.I. du territoire sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire comme titre plus élevé. Ce pourcentage est de 84,7 % en Hainaut, 81,5 % en Wallonie. C'est à Mouscron que ce pourcentage est le plus élevé (88,4 %) et à Mont-de-l'Enclus qu'il est le moins élevé (72,7 %).

Durée

Les D.E.I. de longue durée (2 ans et plus) représentent 39,3 % des D.E.I. de la région. Ce taux est inférieur à celui du Hainaut (40,7 %) mais légèrement supérieur à celui de la Wallonie

(39,2 %). Bernissart affiche un taux élevé puisqu'il atteint 44,0 % tandis que la commune de Mont-de-l'Enclus affiche un taux de 34,3 %.

Evolution

Entre 2011 et 2015, le territoire de la Wallonie picarde a connu une légère diminution du pourcentage des D.E.I. de moins de 25 ans (de 23,2 % à 23,0 %). Des pourcentages qui restent toutefois élevés parmi les jeunes.

La part des D.E.I. de 50 ans et plus a augmenté (de 24,9 à 26,7 %).

La part des D.E.I. de longue durée (plus de 2 ans) est passée de 38,9 en novembre 2011 à 39,3 % en novembre 2015.

Mobilité des travailleurs

Etat des lieux socio-économique 2014 Bassin de Wallonie picarde (extrait)

« Parmi les résidents du territoire exerçant un emploi en Belgique en 2012, seuls 64,0 % sont occupés en Wallonie picarde ; les autres le sont à Bruxelles (13,2%), ailleurs en Wallonie (11,4%) ou en Flandre (11,4%).

La Wallonie picarde se distingue des autres territoires de la Wallonie par la part importante de personnes occupées en Flandre. Ces personnes viennent essentiellement des communes situées à la frontière linguistique.

Bruxelles constitue également un pôle d'emploi relativement équivalent à celui observé dans le bassin de Hainaut Centre (14,3 %), mais bien moins important que celui du bassin du Brabant wallon (35,5 %).

En Wallonie, la principale destination de travail des résidents du territoire est le bassin voisin de Hainaut Centre, avec 7,0 % de résidents qui y sont occupés.

Il s'agit de personnes habitant les communes de l'est et du sud du territoire.

La Wallonie picarde s'avère être aussi un pôle d'emploi relativement attractif pour des résidents extérieurs. Si 70,8 % des postes du territoire sont occupés par des résidents de Wallonie picarde, pas moins de 12,1 % de ceux-ci sont occupés par des résidents de France, 7,7% par des résidents de Flandre et 5,9 % par des résidents du bassin de Hainaut Centre.

Ces flux sont d'autant plus considérables qu'ils ne sont pas réciproques. En effet, on comptait, en 2012, selon l'INAMI, 36 750 résidents de France occupés en Belgique contre 6 700 résidents belges occupés en France.

Dans quels secteurs travaillent les résidents du territoire occupés en dehors de la région ?

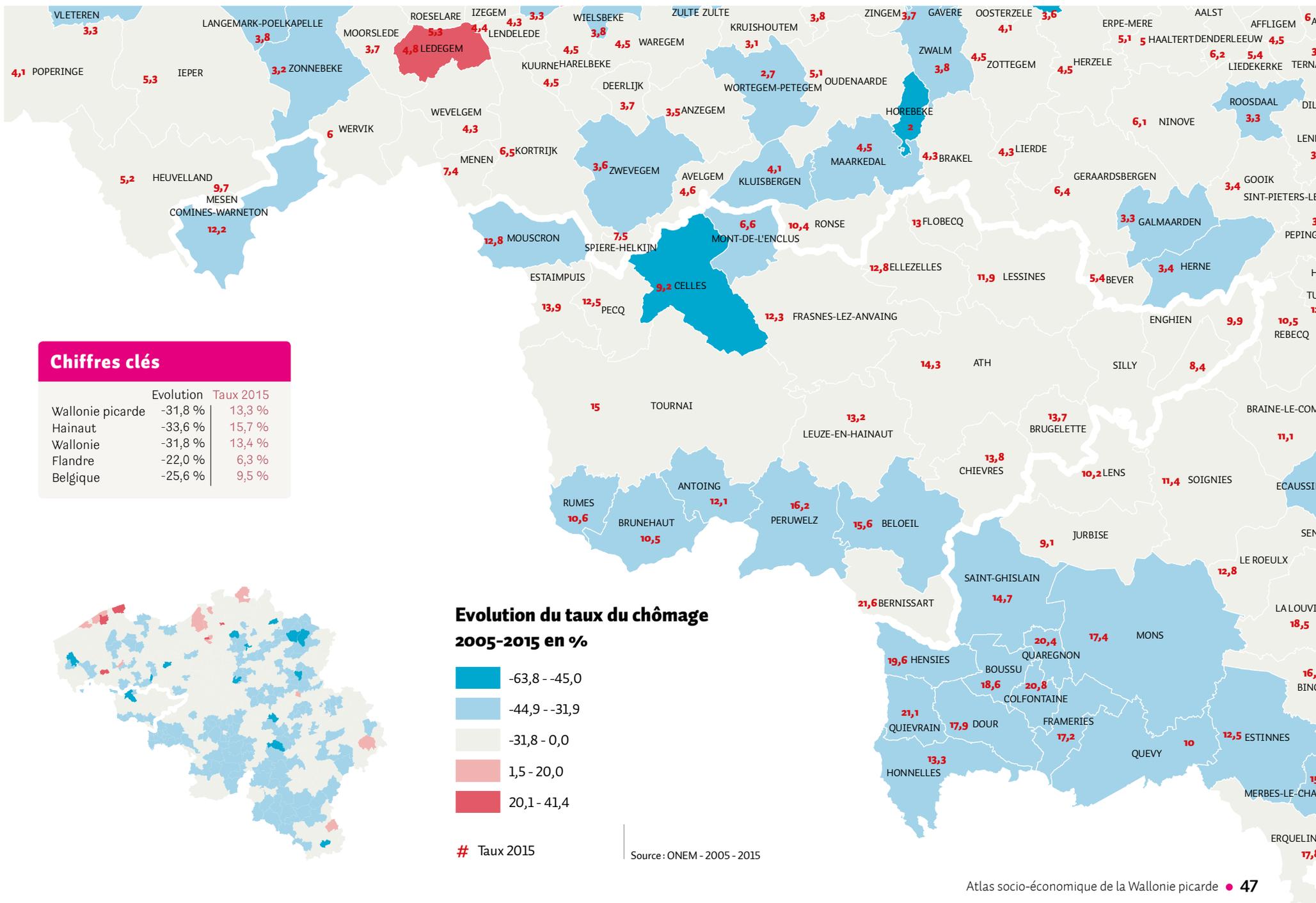
Les secteurs d'occupation des résidents de Wallonie picarde diffèrent selon leur lieu de travail. Par exemple, ceux qui travaillent en région bruxelloise, sont occupés essentiellement dans les secteurs des services où sont implantés de nombreux sièges d'administration et d'institutions financières.

Par contre, en Flandre, les travailleurs sont principalement occupés dans le secteur secondaire ou dans des activités de services qui en sont relativement dépendantes, comme le transport ou la fourniture de personnel.

Enfin, dans le bassin de Hainaut Centre, les résidents du bassin de Wallonie picarde se retrouvent essentiellement dans l'enseignement, dans la santé humaine et l'action sociale, dans l'industrie manufacturière, dans l'administration publique.

Dans quels secteurs travaillent les résidents extérieurs au territoire ?

Les principaux secteurs employant des travailleurs « extérieurs » sont l'industrie manufacturière, le commerce, les activités des services administratifs et de soutien, la santé humaine et l'action sociale. L'accessibilité géographique, la correspondance entre les emplois locaux et le profil des travailleurs frontaliers, ainsi que des niveaux de salaires plus élevés continuent à rendre la Belgique attractive pour des travailleurs habitant en France. Outre ces quatre secteurs, les travailleurs venant du bassin de Hainaut Centre sont également nombreux à occuper un emploi dans l'enseignement. Ceux venant de Flandre sont nombreux à travailler dans la construction et le secteur du transport et de l'entreposage. »



Chiffres clés

	Evolution	Taux 2015
Wallonie picarde	-31,8 %	13,3 %
Hainaut	-33,6 %	15,7 %
Wallonie	-31,8 %	13,4 %
Flandre	-22,0 %	6,3 %
Belgique	-25,6 %	9,5 %

**Evolution du taux du chômage
2005-2015 en %**

- 63,8 - -45,0
- 44,9 - -31,9
- 31,8 - 0,0
- 1,5 - 20,0
- 20,1 - 41,4

Taux 2015

Source: ONEM - 2005 - 2015

Mobilité des travailleurs résidents

Mobilité des travailleurs résidents

A l'exception de quelques communes, la part des travailleurs (domiciliés au sein de la région de la Wallonie picarde) sortant de leur commune de résidence est très importante.

Tournai fait partie des communes dont la part de travailleurs résidents sortant de la commune est la plus faible. Ce constat vaut également pour Mouscron et, de manière moins forte, pour Comines.

Les communes plus rurales de Wallonie picarde voient leurs travailleurs résidents sortir de la commune de manière importante pour exercer leur emploi (Silly vers Ath, Lessines, Enghien et Mont-de-l'Enclus vers la Flandre).

Mobilité des travailleurs occupés

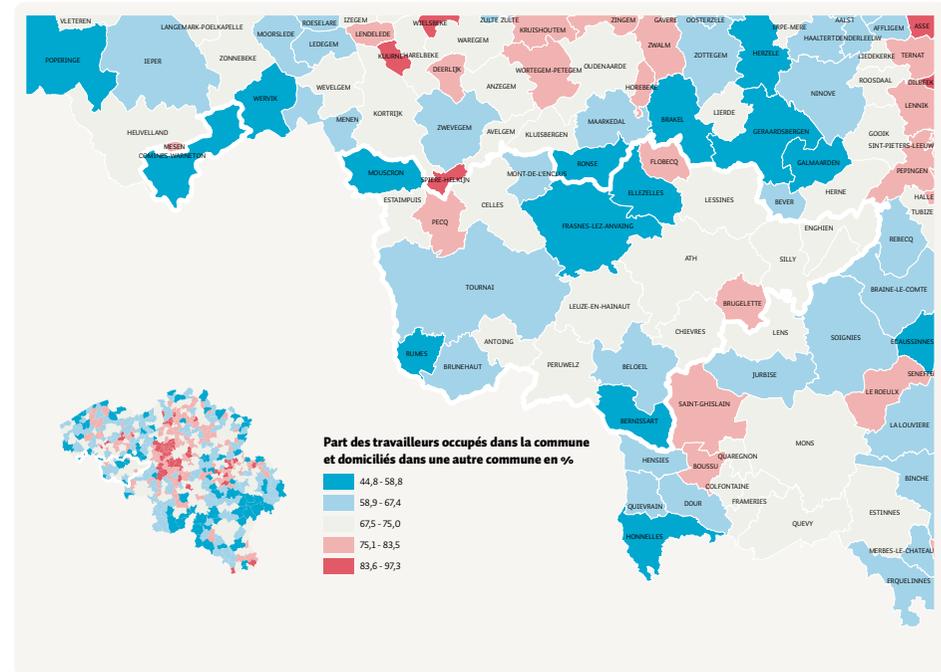
Trois communes de la région de la Wallonie picarde attirent plus de 75 % de travailleurs extérieurs : Brugeslette, Flobecq et Pecq.

La question de la mobilité, qu'elle soit au niveau des déplacements domicile-lieu de travail ou plus globale, doit pouvoir reposer sur des analyses fines des comportements et des besoins des différents usagers et sur les évolutions possibles de ces comportements et besoins. Elle doit également être mise en relation avec les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de l'énergie, de l'économie et du social afin qu'elle ne constitue pas un obstacle dans l'accès aux services et à l'emploi.

Evolution

67,5 % des travailleurs résidant au sein d'une commune de la région de la Wallonie picarde sortent de leur commune de résidence pour travailler (67,0 % en 2010).

62,5 % des travailleurs occupés dans une commune de la région de la Wallonie picarde sont domiciliés dans une autre commune (61,5 % en 2010).



Source : Steunpunt WSE - 2013

Les besoins en main d'œuvre de part et d'autre de la frontière...

Enquête BMO transfrontalière Nord-Pas-de-Calais / Belgique 2012

«L'enquête Besoins en Main-d'œuvre en Belgique frontalière ne recense pas seulement les projets de recrutements émis par les établissements mais permet également de faire un état des lieux des Français travaillant dans les établissements interrogés de l'autre côté de la frontière. Ainsi, 13 % des établissements de la zone frontalière belge comptent au moins un salarié français dans leur effectif. Ce pourcentage est fortement tiré vers le haut par la part des établissements employant au moins un travailleur français en Wallonie picarde : 31,0 % contre 8,0 % en Flandre frontalière. Les salariés français travaillant en Belgique arrivent de la région Nord-Pas-de-Calais majoritairement, mais aussi de Picardie, de Champagne-Ardenne et de Lorraine.

Au total, 21 300 Français travaillent dans la zone frontalière, ainsi près d'un salarié de cette zone sur dix est de nationalité française. La part des travailleurs français dans les effectifs totaux des établissements est plus élevée en Wallonie frontalière qu'en Flandre frontalière, les échanges y étant facilités par la langue commune.

Les flux de travailleurs de la Belgique vers la France sont beaucoup moins importants que ceux de la France vers la Belgique. En 2010, 6 100 belges travaillaient en France. Parmi eux, les trois quarts habitaient la province du Hainaut et 13,0 % la Flandre occidentale.

Dans les régions belges, les salariés wallons sont plus nombreux à être occupés dans une autre région (17,0 %) que les flamands (12,0 %). Bruxelles-Capitale reste tout de même la plus attractive, tant pour les habitants de Wallonie que ceux de la Flandre : 133 900 Wallons et 241 200 Flamands y travaillent.

Que cela soit en Flandre ou en Wallonie, l'emploi de salariés français reste plus marqué dans l'industrie manufacturière où il concerne près d'un établissement sur cinq. En revanche, le secteur des Services arrive en deuxième position en Wallonie picarde contre la dernière position en Flandre belge. Cette différence est expliquée à la fois par les caractéristiques du marché dans chacun de ces deux territoires, mais aussi par la présence d'une barrière linguistique étant donné que le contact clientèle est assez présent dans le secteur des services. Sur toute la zone belge frontalière, dans les quatre autres secteurs (la Construction, le Commerce, l'Industrie agroalimentaire, l'Agriculture et les Services), un établissement sur dix emploie des travailleurs français.

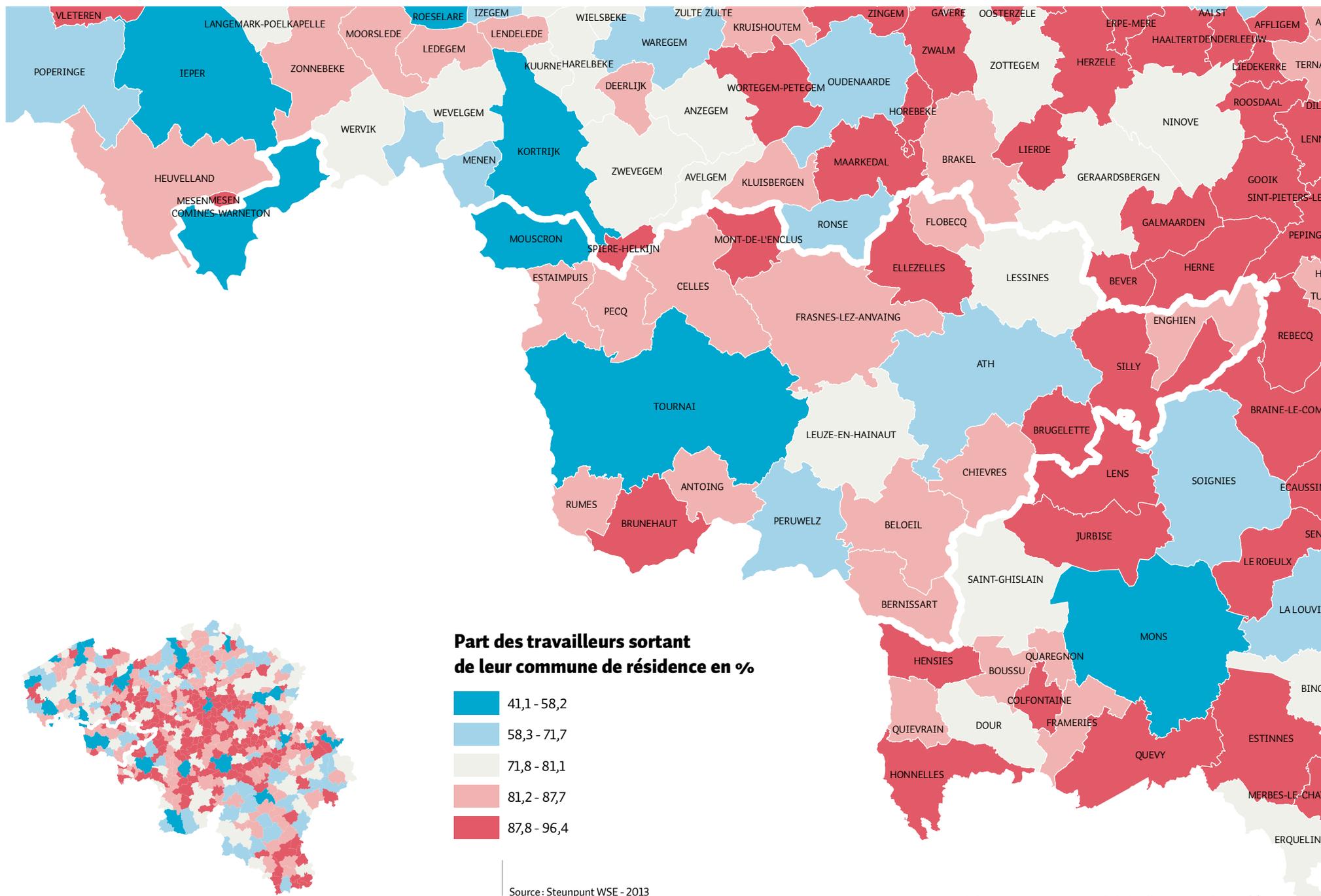
En Belgique frontalière, parmi les établissements de plus de 100 personnes, l'emploi de travailleurs français concerne deux établissements sur trois. Toutefois, dans les établissements de 200 salariés et plus employant des travailleurs français, ces derniers ne représentent que 9,0 % des effectifs, contre 53,0 % dans les entreprises de moins de 5 salariés.

En 2012, 1 700 établissements de la Wallonie picarde envisagent de recruter, ce qui représente un taux d'établissement recruteur de 23,0 %, nettement supérieur à celui du Nord-Pas-de-Calais.

Les dix métiers avec les plus fortes difficultés de recrutement regroupent 44 % des projets de recrutement difficiles de la zone pour seulement un quart des projets totaux.

En Wallonie picarde, la presque totalité des projets pour des vendeurs en ameublement, équipements de bricolage présente des difficultés de recrutement.

Les trois secteurs proposant le plus de projets de recrutement en Wallonie picarde sont la santé et l'action sociale, le commerce de détail et l'industrie agroalimentaire. Ces trois secteurs regroupent 36,0 % des besoins de la zone contre 26,0 % au niveau du Nord-Pas-de-Calais et de la Flandre.»



Source : Steunpunt WSE - 2013



16,375	128,392
25,911	180,071
530	3,654
6,881	61,772
163,049	
83,440	
2,435	
8,857	
1,022	
102	

VII. Revenus

L'analyse des revenus à l'échelle d'un territoire permet de mettre en évidence les inégalités qui pourraient exister et par conséquent, d'anticiper les tensions pouvant naître de ces inégalités. Les ségrégations spatiales émanant des inégalités de revenus peuvent constituer un obstacle au développement plus global et harmonieux du territoire de la Wallonie picarde.

Le revenu moyen par déclaration du territoire de la Wallonie picarde est de 28 116 €. Entre 2009 et 2013, il augmente de 3 113 € (12,5 %).

16 Revenu moyen par
déclaration [P.53](#)



Revenu moyen par déclaration

Revenu moyen par déclaration

Le revenu moyen par déclaration de la région de la Wallonie picarde est de 28 116 € en 2013. Il est supérieur à celui du Hainaut (+1 392 €), mais inférieur à celui de la Wallonie (-678 €) et à celui de la Belgique (-2 524 €). Au niveau communal, ce ne sont pas moins de quatre communes (Silly, Enghien, Mont-de-l'Enclus et Chièvres) qui affichent un revenu moyen par déclaration supérieur à celui du pays. Deux de ces quatre communes (Silly et Enghien) ont un revenu supérieur à celui de la Flandre.

Entre l'entité au revenu le plus élevé (Silly) et celle qui affiche le revenu le plus faible (Comines), la différence atteint 10 064 €.

Tranches de revenus

En termes de déclarations des revenus de 2013, si 12,6 % des ménages du territoire de la Wallonie picarde rentrent une déclaration supérieure à 50 000 €, 13,9 % renseignent moins de 10 000 €. Ici aussi c'est à Silly que le pourcentage de déclarations supérieures à 50 000 € est le plus élevé (22,3 %), Comines

Evolution

Entre 2009 et 2013, le revenu moyen par déclaration augmente de 3 113 € (12,5 %) au sein du territoire de la Wallonie picarde. Néanmoins, l'écart avec les autres régions du pays augmente.

On assiste à une augmentation du nombre de déclarations de plus de 50 000 € (+ 29,6 %) et une diminution de celles inférieures à 10 000 € (- 16,9 %).

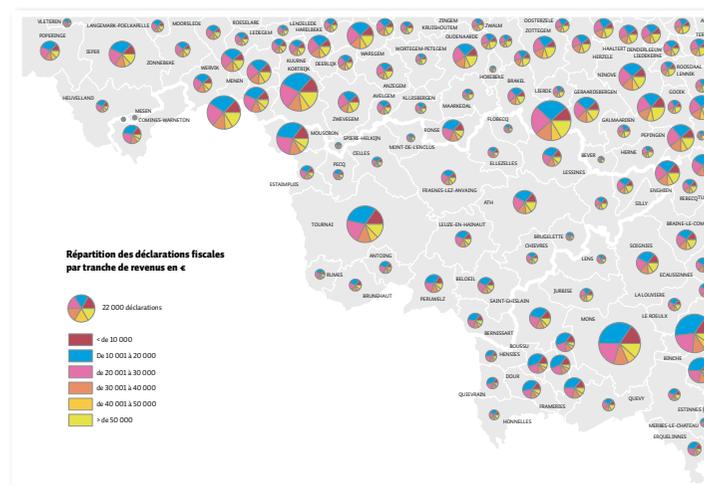
ne totalisant que 8,4 % de ces mêmes déclarations. C'est à Tournai que l'on trouve le plus grand pourcentage de déclarations inférieures à 10 000 € (15,1 %).

Revenu d'Intégration sociale (RIS)

Entre 2009 et 2014, le nombre de bénéficiaires du RIS (5 815 en 2014) a augmenté de plus de 6 % au sein du territoire ; cette augmentation est de 8,9 % en Hainaut, 8,4 % en Wallonie et 3,8 % en Belgique. C'est à Brunehaut que l'augmentation est la plus importante (+59,2 % soit 29 unités) alors qu'à Comines, on enregistre une baisse de 40,6 % (-159 unités). C'est à Tournai que l'on trouve le plus grand nombre de bénéficiaires du RIS (1 898).

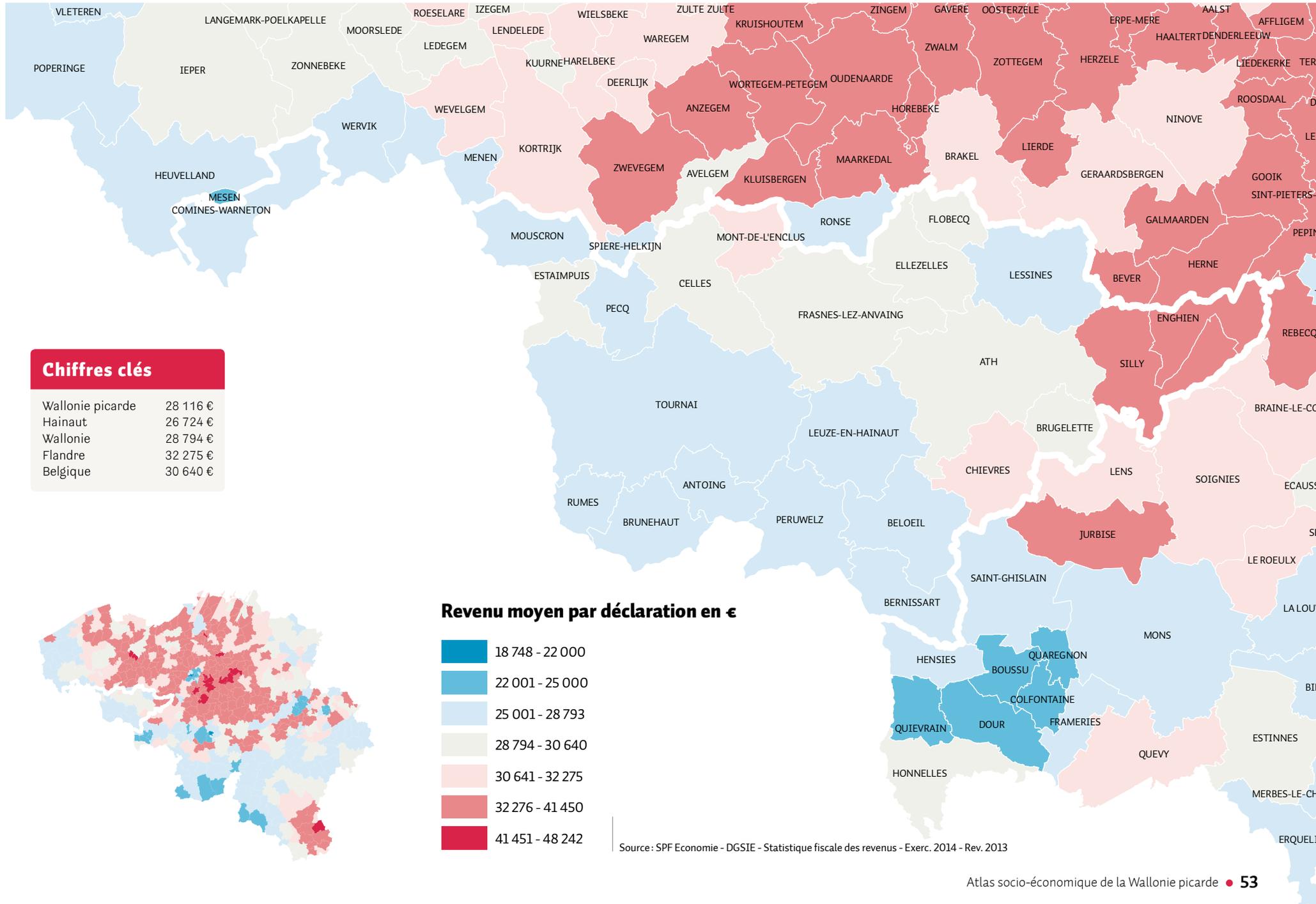
Il est à noter que la forte progression du nombre de bénéficiaires a eu lieu entre 2008 et 2009. L'augmentation a été de 13,8 % pour la Wallonie picarde, 13,9 % pour le Hainaut, 9,3 % pour la Wallonie et 8,9 % pour la Belgique.

Source : SPF Economie - DGSIE - Statistique fiscale des revenus - Exerc. 2014 - Rev. 2013



	Nombre de bénéficiaires du Revenu d'intégration sociale (RIS)															Evolution 2009-2014	Evolution 1999-2014	Part RIS sur pop. 18-64 ans
	1999	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014			
Antoing	87	96	94	105	95	80	103	100	98	118	129	117	112	127	99	-16,1	13,8	2,1
Ath	392	304	343	356	326	309	357	414	464	460	489	488	509	516	484	5,2	23,5	2,8
Beloeil	172	165	114	90	116	122	116	128	148	188	192	198	178	175	180	-4,3	4,7	2,1
Bernissart	241	184	162	165	148	159	150	160	171	179	173	203	215	216	195	8,9	-19,1	2,6
Brugelle	31	17	26	30	33	46	46	50	37	38	32	38	37	28	28	-26,3	-9,7	1,2
Brunehaut	47	54	60	50	42	44	46	46	51	49	52	53	59	75	78	59,2	66,0	1,6
Celles	39	31	36	27	23	27	29	28	34	37	42	36	37	34	40	8,1	2,6	1,2
Chièvres	66	63	60	45	47	47	59	48	43	49	48	52	55	55	54	10,2	-18,2	1,3
Comines-Warneton	274	240	237	251	258	281	327	351	352	392	349	297	273	256	233	-40,6	-15,0	2,2
Ellezelles	52	42	45	45	46	44	48	53	44	51	63	64	62	69	66	29,4	26,9	1,8
Enghien	140	133	145	113	119	105	93	107	103	120	105	101	115	118	106	-11,7	-24,3	1,3
Estaimpuis	43	37	49	49	33	32	21	25	37	52	56	52	62	61	50	-3,8	16,3	0,8
Flobecq	21	19	18	29	25	25	23	22	15	28	32	37	39	43	31	10,7	47,6	1,5
Frasnes-lez-Anvaing	52	51	53	43	47	62	65	55	64	63	88	92	95	95	74	17,5	42,3	1,1
Lessines	243	177	177	199	212	217	222	222	245	292	296	321	305	320	296	1,4	21,8	2,6
Leuze-en-Hainaut	207	173	177	155	168	188	193	197	201	174	190	201	187	192	189	8,6	-8,7	2,3
Mont-de-l'Enclus	11	6	6	6	11	11	12	8	9	15	21	17	17	16	14	-6,7	27,3	0,6
Mouscron	879	781	824	883	857	815	875	972	1 031	1 222	1 236	1 239	1 255	1 275	1 233	0,9	40,3	3,7
Pecq	29	21	37	31	25	27	43	45	46	56	54	56	61	65	56	0,0	93,1	1,7
Péruwelz	437	372	328	312	310	274	334	379	375	415	455	509	483	453	352	-15,2	-19,5	3,3
Rumes	23	20	20	18	24	25	24	33	36	35	35	36	40	31	35	0,0	52,2	1,1
Silly	21	16	19	16	11	19	18	15	19	21	22	24	21	23	24	14,3	14,3	0,5
Tournai	1 333	1 025	1 026	989	1 002	986	1 020	1 141	1 182	1 414	1 651	1 716	1 766	1 858	1 898	34,2	42,4	4,4
Wallonie picarde	4 840	4 027	4 056	4 007	3 978	3 945	4 224	4 599	4 805	5 468	5 810	5 947	5 983	6 101	5 815	6,3	20,1	2,7
Hainaut	25 419	21 546	22 400	22 197	21 857	21 849	22 729	24 277	25 801	29 376	30 860	31 900	32 404	33 118	31 991	8,9	25,9	3,9
Wallonie	61 104	52 606	56 074	56 356	57 035	57 833	60 409	62 311	65 174	71 227	74 515	75 228	76 445	79 045	77 212	8,4	26,4	3,5
Flandre	48 487	40 963	44 239	45 472	44 200	44 018	44 440	44 468	45 856	50 141	51 319	48 461	47 093	49 138	46 307	-7,6	-4,5	1,2
Belgique	132 175	113 821	125 975	130 415	132 473	134 779	139 121	142 875	148 552	161 843	167 928	165 604	166 303	172 958	167 972	3,8	27,1	2,4

Source : <http://www.mi-is.be/fr/etudes-publications-et-chiffres/revenu-dintegration-sociale-ris>



Chiffres clés

Wallonie picarde	28 116 €
Hainaut	26 724 €
Wallonie	28 794 €
Flandre	32 275 €
Belgique	30 640 €

Revenu moyen par déclaration en €

18 748 - 22 000
22 001 - 25 000
25 001 - 28 793
28 794 - 30 640
30 641 - 32 275
32 276 - 41 450
41 451 - 48 242

Source: SPF Economie - DGSIE - Statistique fiscale des revenus - Exerc. 2014 - Rev. 2013



VIII.

Atlas socio-économique de la Wallonie picarde

Tissu économique

Les 7 907 entreprises du territoire de la Wallonie picarde occupent 101 616 travailleurs. Les TPE et PME (moins de 50 personnes) représentent 94,7 % des établissements et occupent 46,5 % des travailleurs. Le taux de création d'entreprises dans le territoire est de 9,1 %.

Le territoire est doté de 37 parcs d'activités économiques représentant une superficie de plus de 1 700 ha.

Le tourisme représente un atout économique reposant sur une offre diversifiée. 217 964 nuitées ont été enregistrées en 2015.

1 966 exploitations agricoles sont présentes sur le territoire. La superficie moyenne par exploitation est de 44 ha.

- 17** Economie locale [P.57](#)

- 18** Agriculture [P.59](#)

- 19** Tourisme et loisirs [P.61](#)

- 20** Le Baromètre WAPINVEST [P.63](#)



Economie locale

Economie locale

La région de la Wallonie picarde compte 7 907 établissements assujettis à l'ONSS (29,7 % des établissements du Hainaut, 9,8 % de la Wallonie et 2,9 % du pays) en décembre 2013. Parmi ces entreprises, 78,3 % appartiennent au secteur tertiaire, 20,2 % au secteur secondaire et 1,5 % au secteur primaire. Dans le secteur secondaire, c'est la construction qui compte le plus d'établissements (56,3 %) suivie par l'industrie alimentaire (12,4 %). Dans le tertiaire, c'est le commerce

de détail qui arrive en tête avec 18,6 % des établissements suivi par la restauration (10,6 %).

Ces 7 907 établissements occupent 101 616 travailleurs. Si l'on prend en compte les TPE et PME (- de 50 personnes), on constate que 94,7 % des établissements occupent 46,5 % des travailleurs ; si l'on tient en compte la définition européenne de PME (- de 200 personnes), ces pourcentages sont respectivement de 99,4 % pour les établissements et de 81,7 % des travailleurs. Les établissements de plus de 1 000 personnes occupent eux 2,5 % des travailleurs.

Le taux de création d'entreprises dans le territoire en 2014 est de 9,1 % alors que le taux de cessation lui est de 6,9%. Le taux de création est moins élevé que celui du Hainaut (10,4 %), de la Wallonie (10,2 %), de la Flandre (10,0 %) et de la Belgique (10,6 %). Par contre, le taux de cessation est le plus faible des zones géographiques étudiées.

En effectuant le calcul : « taux de création – taux de cessation », on en arrive à un chiffre de 2,2 pour le territoire de la Wallonie picarde, 2 pour le Hainaut, 2,2 pour la Wallonie, 2,7 pour la Flandre et 3 pour le pays.

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Wallonie picarde (arrondissements de Ath, Mouscron et Tournai) est de 7 796,9 millions d'€ en 2013. Cela représente 25,1 % du Hainaut, 8,3 % de la Wallonie et 2,0 % du pays. Entre 2009 et 2013, le PIB du territoire a évolué positivement de 12,1 % (Hainaut : + 12,4 % ; Wallonie + 11,6 % et Belgique + 13,0 %).

Les parcs d'activités économiques d'IDETA et IEG

Au service de 20 communes de la Wallonie picarde, l'Agence de développement territorial IDETA gère quelque 800 ha de parcs d'activités économiques qui comptent un peu plus de 600 entreprises, représentant plus de 12 000 emplois. A l'horizon 2025, 650 ha et quelque 8 000 emplois supplémentaires verront le jour.

Présente sur trois communes de Wallonie picarde, l'intercommunale IEG gère 940 ha, investis par 528 entreprises représentant 10 650 emplois, soit 15 emplois à l'ha occupé. 137 ha sont en projet, ce qui représente 2 000 emplois supplémentaires d'ici 2025.

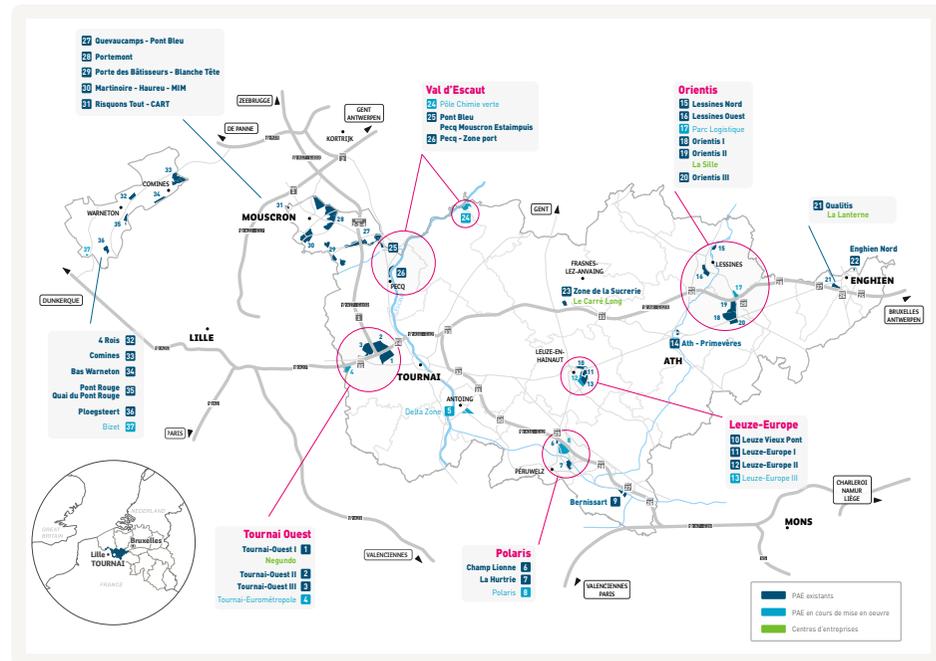
Evolution

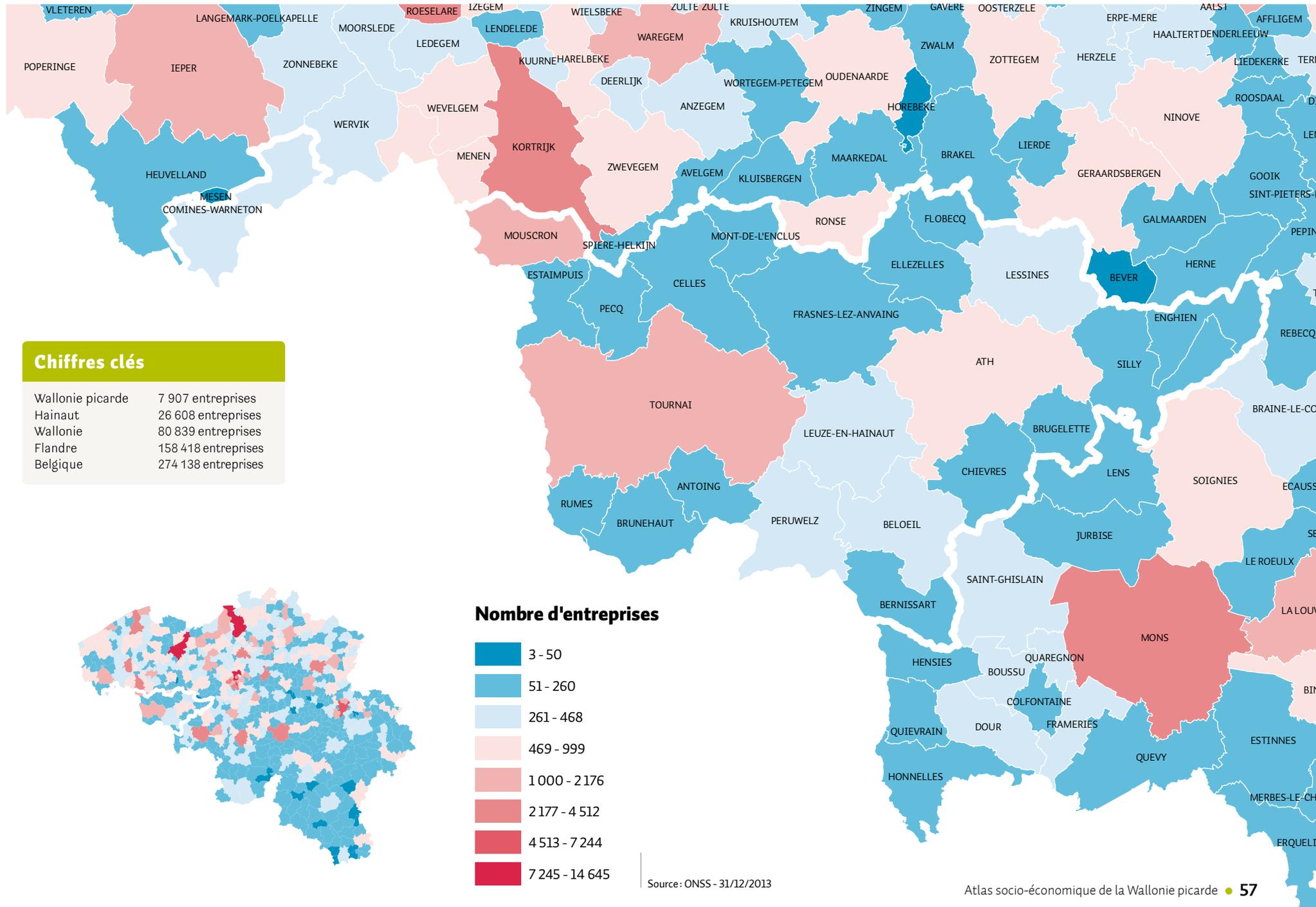
Entre 2010 et 2013, la Wallonie picarde enregistre une perte de 100 établissements soit 1,3 % (les 0,2 points perdus par le tertiaire sont récupérés par le secteur secondaire).

Le nombre de PME est en légère baisse (- 0,1 %) ainsi que le nombre de travailleurs qui y sont occupés (- 0,6 %). Les grosses entreprises occupent la même part de travailleurs. Ce sont les entreprises occupant entre 50 et 199 personnes qui sont en progression entre 2010 et 2013 (+ 0,1 % pour les établissements et + 0,6 pour les travailleurs)

Le taux de création est légèrement supérieur à celui de 2012. La situation concernant le taux de cessation reste identique.

Entre 2009 et 2013, le PIB est en augmentation de 838,9 millions d'€, soit une augmentation de 12,1 %.





Chiffres clés

Wallonie picarde	7 907 entreprises
Hainaut	26 608 entreprises
Wallonie	80 839 entreprises
Flandre	158 418 entreprises
Belgique	274 138 entreprises

Nombre d'entreprises

- 3 - 50
- 51 - 260
- 261 - 468
- 469 - 999
- 1 000 - 2 176
- 2 177 - 4 512
- 4 513 - 7 244
- 7 245 - 14 645

Source: ONSS - 31/12/2013

Economie locale

L'Agence de stimulation économique de la Wallonie picarde Entreprendre.Wapi

L'Agence de stimulation économique de la Wallonie picarde Entreprendre.Wapi a été mise en place en 2016. Elle rassemble quatre partenaires : les Agences de développement IDETA et IEC, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Wallonie picarde et l'organisme de financement WAPINVEST.

Six secteurs stratégiques ont été identifiés en Wallonie picarde : l'agro-alimentaire, la logistique, l'industrie créative, le textile et matériaux nouveaux, les NTIC/e-business et les secteurs verts. Les secteurs agro-alimentaire et logistique étant les plus gros pourvoyeurs d'emplois.

La Wallonie picarde compte en effet 74 entreprises d'au moins 3 personnes actives dans le secteur agro-alimentaire ; Mouscron étant la 3^e commune belge avec le plus de travailleurs dans le secteur agro-alimentaire.

Les brasseries

Au sein de ce secteur, la production brassicole apparaît comme un des fleurons de la Wallonie picarde avec pas moins de 15 brasseries, soit un dixième des brasseries belges.



Les brasseries de Wallonie picarde sont principalement artisanales ou des micro-brasseries dont la production annuelle est inférieure à 100 000 hectolitres par brasserie.

Les pépinières de Lesdain

Autre fleuron de la Wallonie picarde : les pépinières. Le village de Lesdain, capitale wallonne des pépinières, comporte pas moins de 240 hectares de production, soit la moitié de la superficie totale des pépinières wallonnes (hors sapins de Noël). Dans le cadre du développement des secteurs verts, le groupement de producteurs de Wallonie picarde Végétabilis permet de proposer 10 000 références et de couvrir ainsi l'ensemble des besoins en plantes, en s'adressant à un seul interlocuteur.

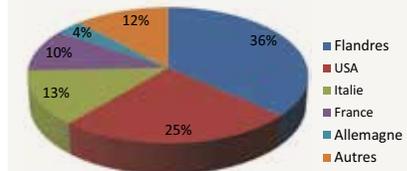


Dans le cadre de l'animation économique et de l'accompagnement individuel des entreprises, Entreprendre.Wapi aborde trois axes : la création, le développement et la transmission, et deux thématiques spécifiques, la transition énergétique et l'intelligence stratégique, avec un objectif général de création d'emplois. Par ailleurs, quatre axes transfrontaliers structurent le travail de l'Agence : le design, l'accompagnement à l'exportation transfrontalière, la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) ainsi que « Coffee » (le Coworking).

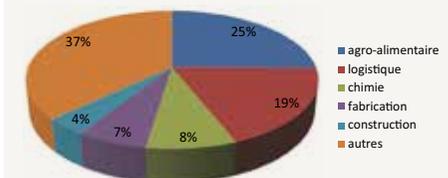
Investissements étrangers en Wallonie picarde

Au cours de la période 2000-2015, la Wallonie a capté 1 252 dossiers d'investissements étrangers pour un total de 25 970 emplois directs annoncés par les entreprises et plus de 10,6 milliards d'euros investis. La Wallonie picarde a tiré son épingle du jeu en captant un nombre conséquent de dossiers d'investissements étrangers. Pour la zone géographique couverte par l'agence de développement territorial IDETA, au cours de cette même période, pas moins de 173 dossiers ont été bouclés avec succès, représentant un montant total d'investissements de 1 299 408 978 € et une création nette d'emplois de 3 997 ETP. Concernant la zone couverte par l'agence IEC pour la même période, le montant total d'investissements étrangers est de 745 569 850€ au travers de 108 dossiers, créant ainsi 2 263 emplois directs. IDETA détient 13% de parts de marché wallon, IEC 8%. (AWEX-OFI).

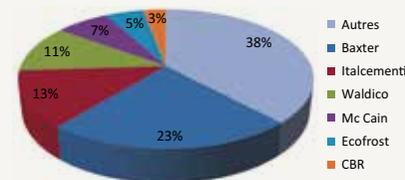
Origine géographique en termes de montants d'investissement



Tendances sectorielles - consolidation en termes de création nette d'emplois directs



Investissements entreprises



Tendances sectorielles - consolidation par rapport aux montants d'investissement



Agriculture

Classement des entreprises selon le personnel occupé (Entreprises les plus pourvoyeuses d'emplois)	Localisation	Effectif moyen du personnel
BAXTER	LESSINES	2.184
MCBRIDE	ESTAIMPUIS	984
VALEO VISION BELGIQUE	ATH	927
WALDICO	ATH	761
LUTOSA	LEUZE-EN-HAINAUT	690
BAXALTA BELGIUM MANUFACTURING	LESSINES	500
COMPAGNIE DES CEMENTS BELGES, C.C.B.	GAURAIN-RAMECROIX	420
COFIDIS	ORCQ	388
FOCKEY TRUCK	LEUZE-EN-HAINAUT	377
KONVERT INTERIM WALLONIE	TOURNAI	362
CL WARNETON	WARNETON	338
CERATEC ELECTROTECHNICS	BIZET	330
L'ESPERANDERIE	BON-SECOURS	330
IPALLE	FROYENNES	312
SAINT BRICE	ORCQ	311
GEFCO BENELUX	ATH	308
DAMART T.S.D.	DOTTIGNIES	274
ACTISSIA BELGIQUE	ATH	250
COSUCRA-GROUPE WARCOING	WARCOING	245
DACHSER BELGIUM	LUINGNE	245
PAIRI DAIZA	CAMBRON-CASTEAU	244
LE RUCHER	LEUZE-EN-HAINAUT	241
MYDIBEL	MOUSCRON	234
ROGER & ROGER	LUINGNE	216
LE TRAIT D'UNION	MOUSCRON	216

Parmi les entreprises les plus pourvoyeuses d'emplois (+ de 1 000 personnes) au sein de la Wallonie picarde, nous retrouvons également le CHwapi, le Centre hospitalier de Mouscron et les administrations communales de Tournai et Mouscron.

En 2014, le territoire de la Wallonie picarde compte 1 966 exploitations agricoles pour une superficie agricole de 86 500 hectares. Ce qui donne une superficie moyenne par exploitation de 44 hectares.

En termes de cultures, les céréales représentent en 2014, 33,1 % de la superficie agricole utilisée et les fourrages 18,2 %. La superficie toujours couverte d'herbe représente à elle seule 21,6 %.

141 493 bovins sont élevés sur le territoire de la Wallonie picarde, on dénombre 96 195 porcs et 879 992 volailles.

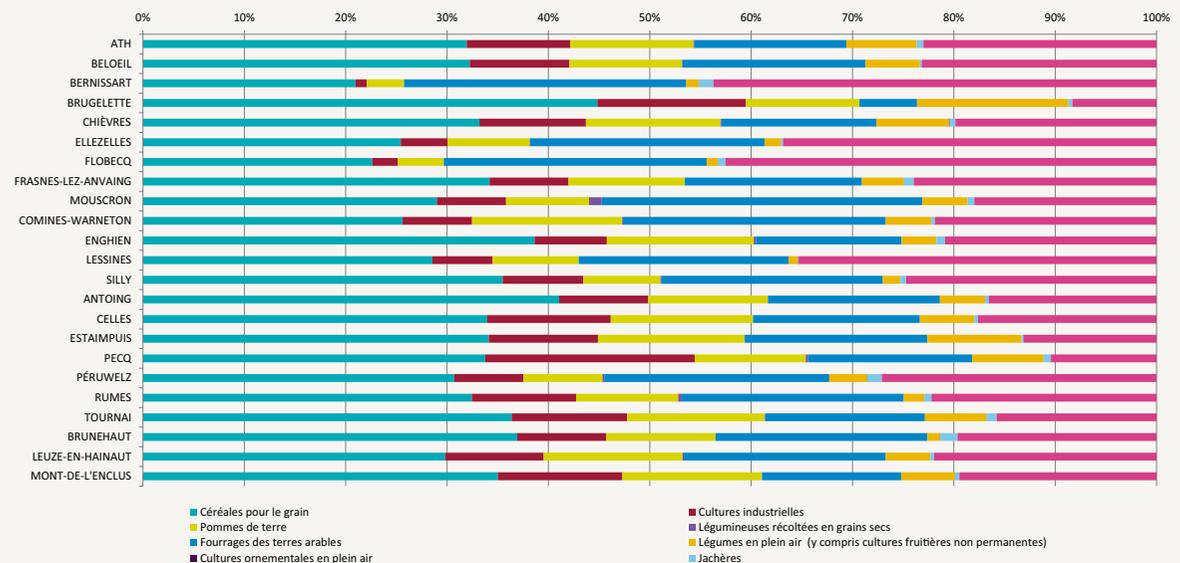
De nombreuses initiatives novatrices voient le jour en Wallonie picarde : un réseau de fermes novatrices s'est mis en place, collectif d'agriculteurs qui, conscients de leur responsabilité sociale, ont décidé ensemble de questionner leurs pratiques. Des coopératives, des démarches citoyennes et associatives promouvant une agricul-

ture locale pour une alimentation durable émergent également sur le territoire. Le marché fermier «Croque et Troque» à Ellezelles ou la CoopérATHive marché de producteurs locaux à Ath en sont des exemples.



Principales cultures en Wallonie picarde

Source : SPF Economie - DGSIE - Résultats de l'enquête agricole - 2014



Tourisme et loisirs

Plus grand réseau cyclable de Wallonie, patrimoine Unesco, villes et villages de caractère, brasseries artisanales, la Wallonie picarde présente de nombreux attraits au sein d'un environnement préservé et naturel.

Le développement et la promotion touristique de la Wallonie picarde sont structurés par la Maison du Tourisme de la Wallonie picarde (www.visitwapi.be). L'offre touristique y repose notamment sur :

- 200 km de circuits équestres
- 200 km de circuits VTT
- 700 km de circuits pédestres
- 1 600 km de randonnées vélo
- 2 Parcs naturels : du Pays des Collines et des Plaines de l'Escaut

Tourisme d'un jour

En 2015, la fréquentation d'un jour des attractions touristiques a atteint 2 500 000 visiteurs dont 1 767 000 visiteurs pour Pairi Daiza (+24,0 %), considéré comme la plus grande attraction de Belgique. Les deux Parcs naturels ont également augmenté leur attractivité avec le développement des attraits naturels et gastronomiques, mais aussi et surtout de leurs réseaux de randonnées et suggestions de balades. Tournai, en tant que ville d'art et d'histoire, et le patrimoine Unesco (la Cathédrale et le Beffroi de Tournai, la Ducasse d'Ath – patrimoine immatériel, l'Hôpital Notre-Dame à la

Rose à Lessines – candidat à l'Unesco) participent encore à l'augmentation du tourisme d'un jour. La Maison du Tourisme a également développé des offres de séjours en Wallonie picarde ou encore un guide de 75 idées de sorties pédagogiques en Wallonie picarde et dans le nord de la France.

Nuitées en 2015

On enregistre 217 964 nuitées (hors campings) en 2015 en Wallonie picarde. Le nombre de nuitées est en augmentation au sein des gîtes (+27,0 %) et chambres d'hôtes (+14,0 %). La baisse significative de nuitées (-50,0 %) des autres types d'hébergements s'explique par le fait que certains d'entre eux ont obtenu la reconnaissance officielle de la Région wallonne.

L'offre en gîtes et chambres d'hôtes est en progression constante dans les communes du Pays des Collines, notamment à Ellezelles et Frasnes-lez-Anvaing.

La catégorie « Campings » n'a pas été retenue sur la carte des nuitées afin d'éliminer un biais lié au camping résidentiel. Cela concerne essentiellement les communes de Bernissart, Boleoil, Flobecq et Péruwelz. Le camping résidentiel de Brugelette n'est plus en activité suite au rachat du terrain par Pairi Daiza.

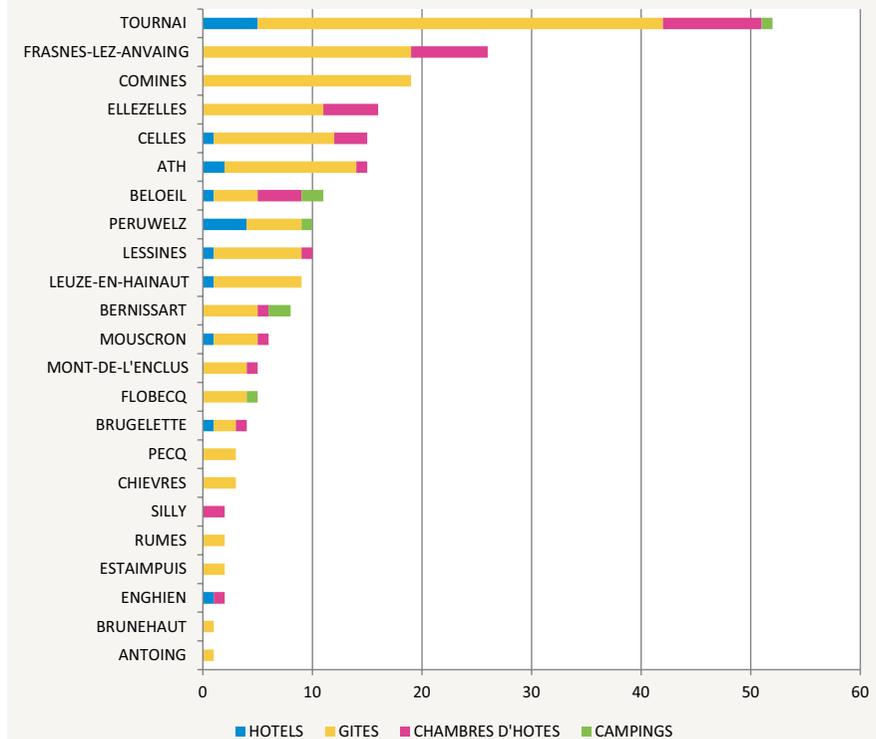
Tournai compte 12 240 nuitées dans son camping sur le site du centre de loisirs « L'Orient », soit 12,60 % des nuitées totales.

Patrimoine naturel

En 2015, l'essor touristique de la Wallonie picarde s'appuie principalement sur ses richesses naturelles en tant que territoire rural de balade¹. Le maillage du territoire avec

Equipements touristiques en Wallonie picarde - 2015

Source : Maison du Tourisme de la Wallonie picarde



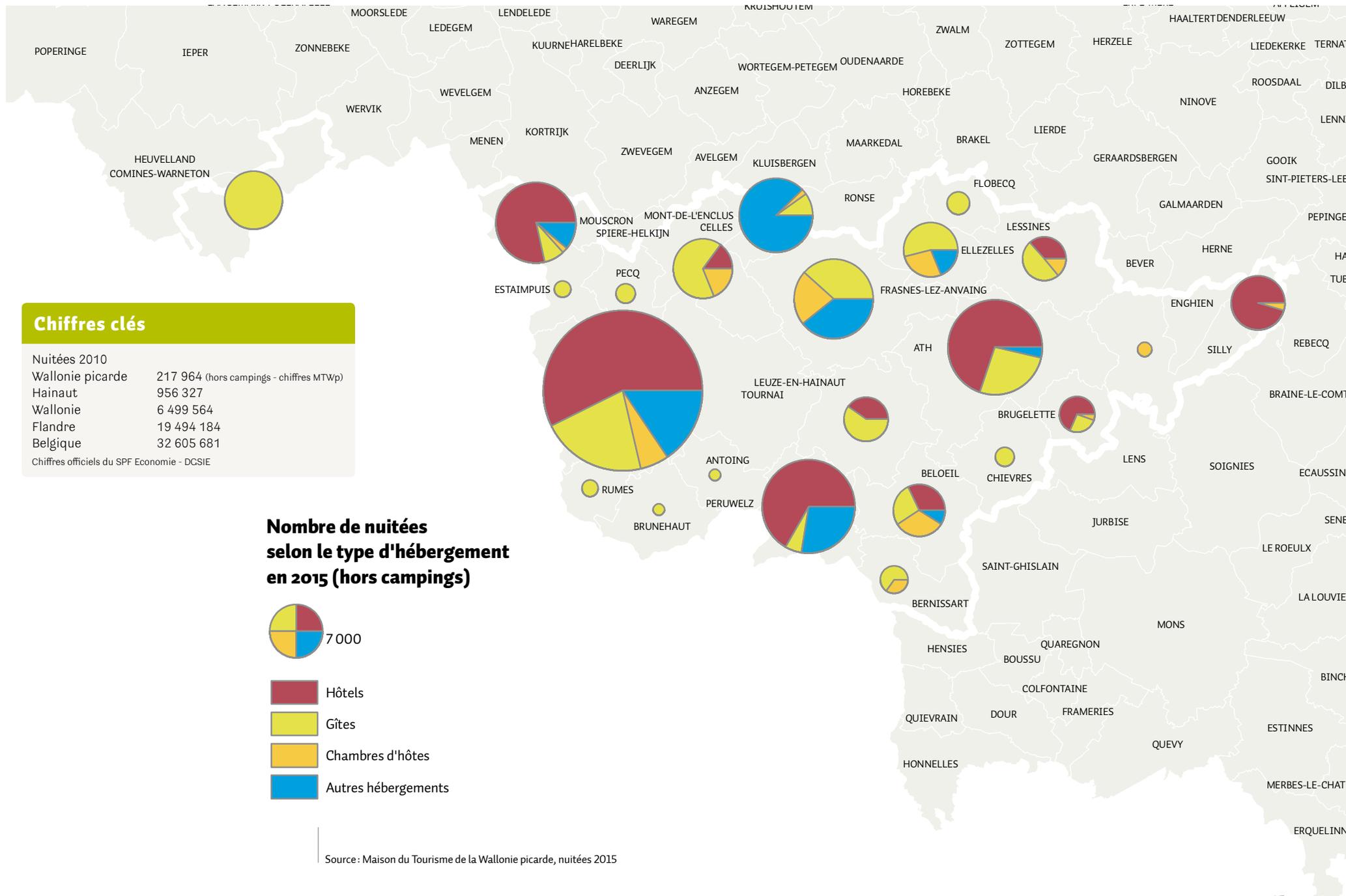
1 600 km d'itinéraires points-nœuds le positionne comme le plus grand réseau cyclable de Wallonie. Le réseau se greffe au réseau flamand, aux voies vertes françaises, intègre l'Eurovélo 5 et les 150 km de RAVeL. Il est connecté aux sites d'intérêt paysager et touristique. En 2015, une septantaine d'établissements sont déjà labellisés Bienvenue Vélo.

Bière et gastronomie

Gastronomie et terroir font également la richesse du territoire : tables proposant les produits du terroir ; producteurs locaux : bières – la Wallonie picarde est le terreau d'une centaine de bières artisanales², chocolats, fromages... Des incontournables, à déguster avec modération.

¹ www.wapinature.be

² Voir page 58 « Economie locale ».



Chiffres clés

Nuitées 2010	
Wallonie picarde	217 964 (hors campings - chiffres MTWp)
Hainaut	956 327
Wallonie	6 499 564
Flandre	19 494 184
Belgique	32 605 681

Chiffres officiels du SPF Economie - DGSIE

Nombre de nuitées selon le type d'hébergement en 2015 (hors campings)



- Hôtels
- Gîtes
- Chambres d'hôtes
- Autres hébergements

Source : Maison du Tourisme de la Wallonie picarde, nuitées 2015

Le Baromètre WAPINVEST

Le Baromètre WAPINVEST, baromètre économique de l'activité des PME en Wallonie picarde, est une initiative réalisée par WAPINVEST, en collaboration avec l'UCL-MONS.

Cette collaboration entreprise-université met en avant plusieurs indicateurs-clés du contexte économique dans lequel évoluent les entreprises de notre belle région. La participation de chefs d'entreprises issus du tissu économique a ainsi permis de matérialiser le ressenti de ceux-ci concernant des sujets récurrents ainsi que leur sentiment vis-à-vis de sujets à caractère plus ponctuel.

Le travail réalisé depuis la première édition rappelle toute l'importance de disposer de cette information traitée suivant des règles statistiques éprouvées et reflétant indiscutablement la perception des patrons de PME de Wallonie picarde sur les différents thèmes abordés. Depuis juin 2012, cinq éditions ont déjà vu le jour et ont été diffusées auprès de quelque 1 000 entreprises au travers de la Wallonie picarde.

Les résultats du Baromètre WAPINVEST sont analysés :

- (1) Suivant la typologie des entreprises, en distinguant le secteur d'activité (production et services), la taille (TPE/PE/ME) et la zone géographique (Ath, Tournai, Mouscron), tout en interrogeant les dirigeants sur les aspects internes et externes à l'entreprise ;
- (2) Suivant 10 thèmes distincts que sont la

gestion journalière et interne de l'entreprise, la formation et l'emploi, les partenaires financiers, l'innovation, les réglementations, l'écologie, les aides des pouvoirs publics, le numérique, les réseaux et les infrastructures.

Une analyse SWOT des résultats obtenus jusqu'à présent a été réalisée par l'UCL-MONS et permet de restituer de manière globale le travail réalisé depuis ces 4 dernières années.

L'écologie

Dans l'approche par thème, les tendances observées pour le thème de l'écologie sont les suivantes :

Sens de la question

Les aspects environnementaux sont également à prendre en compte pour favoriser le développement économique d'une entreprise. La protection de l'environnement, l'utilisation durable de l'énergie mais aussi les conseils en innovation non technologique sont les thèmes les plus fréquemment abordés. Mais quelle est réellement l'implication des dirigeants d'entreprises de Wallonie picarde dans cette dynamique de développement durable ?

Conclusions en bref

- En 2012, les dirigeants d'entreprises se disaient plus engagés au niveau des économies internes d'énergie, telles que l'éclairage, la gestion des déchets, l'isolation, etc.) qu'au niveau des impacts environnementaux. L'impact sur les coûts internes y est évidemment lié.
- On constate un réel déficit d'informations

justifiant les économies possibles par la mise en place de mesures favorisant le développement durable. C'est le cas de plus d'une PME sur deux. S'ajoute à cela pour plus de 25,0 % des PME une méfiance vis-à-vis de ces actions.

- En 2014, on ne constate toujours pas de progrès sensible dans l'implication des PME aux problèmes environnementaux.
- Tout juste peut-on observer ces dernières années une amélioration sensible dans les actions de sensibilisation du personnel à ces questions.
- Pourtant, les rares entreprises ayant fait le pas vers plus d'investissements en économies durables en sont majoritairement satisfaites.

La formation et l'emploi

Dans l'approche par thème, les tendances observées pour le thème de la formation et de l'emploi sont les suivantes :

La provenance et la formation de la main-d'œuvre

Sens de la question

Le recrutement de main-d'œuvre spécialisée est un problème récurrent pour les entreprises. La concurrence, l'évolution constante des différentes technologies et les exigences du marché entraînent la nécessité d'un développement continu des compétences des membres du personnel. Disposer d'une main-d'œuvre spécialisée ayant bien assimilé l'ensemble des processus de travail et connaissant les enjeux et les objectifs de l'entreprise

est un atout indéniable.

Conclusions en bref

- Les PME trouvent la main-d'œuvre nécessaire en Wallonie picarde mais les PME n'hésitent pas à aller recruter dans les autres régions de la Wallonie et en France lorsque le besoin s'en fait ressentir. Les raisons de ce recrutement hors Wallonie picarde résident visiblement dans la qualification plus élevée des candidats provenant de l'étranger, surtout pour les fonctions techniques.
- Peu de dirigeants se disent intéressés par la diversité culturelle ou par les incitants fiscaux dans le recrutement de travailleurs étrangers.
- La formation se fait principalement au sein de l'entreprise, mais il y a une forte demande de collaboration avec l'enseignement technique, professionnel et supérieur. Un certain scepticisme transparaît dans le chef des patrons au sujet de la correspondance entre les programmes de l'enseignement technique et professionnel en Communauté française et les exigences de l'entreprise.
- L'accueil de stagiaires, la participation à un projet de formation en alternance, ou encore la présentation de l'activité à des étudiants sont des pistes majoritairement choisies par les dirigeants afin de permettre une meilleure collaboration.

La formation en alternance

Sens de la question

En réponse à ce besoin de main-d'œuvre spécialisée, des dispositifs de formation en alternance ont été mis en place. Il s'agit d'une formation professionnelle qui combine une formation pratique en milieu de travail et une formation auprès d'un opérateur de formation en alternance portant sur des matières générales et professionnelles, qui est à différencier des dispositifs d'aides à l'emploi (PFI, PTP, Plan Activa...), des stages scolaires, etc. Dans quelle mesure ces dispositifs sont-ils connus du grand public et dans quelle mesure sont-ils utilisés ?

Conclusions en bref

- Dans le passé, un tiers des PME ont utilisé la formation en alternance et en sont satisfaites. Mais la moitié d'entre elles ne veulent pas renouveler l'expérience. Ceci mène à penser que les dispositifs existants ne répondent pas correctement aux attentes des dirigeants, puisque malgré tout plus de la moitié des PME souhaitent encore avoir recours à cette formation dans l'avenir.
- Le manque d'information sur le sujet, l'absence de besoins d'embauche à court terme et la lourdeur administrative sont les principales sources de rejet de la formation en alternance.

La méthodologie utilisée ainsi que les résultats des cinq premiers baromètres sont disponibles sur le [site Internet de WAPINVEST](#).

Analyse SWOT des PME en Wallonie picarde

	POSITIF	NÉGATIF
INTERNE	FORCES <ul style="list-style-type: none"> • Des stratégies d'investissement à court terme dans un contexte à forte compétitivité • Un engagement certain dans l'économie d'énergie • Une utilisation efficace du e-commerce (lorsque cette pratique est utilisée par l'entreprise) • Des ME tournées vers l'innovation • Un désir des entreprises de collaborer avec des organismes de formation 	FAIBLESSES <ul style="list-style-type: none"> • Des difficultés de financement (surtout pour les TPE) • Manque d'expertise des dirigeants d'entreprise dans les domaines de la gestion (surtout pour les TPE et PE) • Peu d'innovations en matière de produits/services, R&D (surtout pour les PE et TPE) • Peu de collaborations avec les organismes spécialisés dans la gestion de l'innovation (ex. : instituts de recherche) • Des absences de courte durée qui handicapent l'entreprise et risquent d'augmenter à l'avenir • Des dirigeants d'entreprise peu engagés dans la vie socio-économique de leur région
EXTERNE	<ul style="list-style-type: none"> • Des aides en matière de formation et d'emploi utilisées • L'Eurométropole, projet porteur même si pas encore assez connu • Proximité de pôles d'activité complémentaires (clusters) • Des débouchés commerciaux de proximité pour les TPE • Accessibilité à la formation remarquable dans différentes disciplines (écoles techniques, hautes écoles, etc.) • Qualité de vie dans la région appréciable et un optimisme vis-à-vis de l'évolution de la région. OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> • Des aides trop complexes à obtenir (surtout pour les TPE) • Une tarification des matières premières fluctuante • Des cahiers de commandes fluctuants et des litiges avec les clients • Une formation peu adaptée aux réalités de l'entreprise • Des infrastructures routières à améliorer (surtout dans la région d'Ath et de Tournai) • Un manque de connaissances des réglementations et des nouvelles mesures (surtout pour les TPE) • La nécessité pour les ME d'étendre leur zone de chalandise MENACES



IX.

Focus énergie

« Wallonie picarde Energie positive », telle est la démarche dans laquelle s'est engagée la région avec ses treize communes signataires de la Convention des Maires et une coordination territoriale du processus de transition énergétique.

Trois axes de travail transversaux ont été identifiés : l'efficacité énergétique des bâtiments, la transition énergétique en matière de mobilité et le développement des énergies renouvelables.

Mais l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas, la sensibilisation aux économies d'énergie représente donc un axe de travail important pour faire évoluer les comportements...

21 Wallonie picarde Energie
positive [P.67](#)



Wallonie picarde Energie positive



Territoire à Energie positive (TEPOS)

Partant du constat d'une grande dépendance aux énergies fossiles, singulièrement au pétrole, dans un contexte où chaque geste compte pour réduire les émissions de CO₂ et limiter le réchauffement climatique, la Wallonie picarde s'est engagée dans une démarche énergétique proactive. Elle a rejoint les territoires à énergie positive¹ dont l'objectif est de réduire au maximum les besoins en énergie et de les couvrir autant que possible par une production renouvelable locale.

En 2006, 50,0 % des 12 892 Gwh produits étaient issus des produits pétroliers. La consommation énergétique a augmenté de 15,0 % entre 2006 et 2014, là où nous devons la réduire d'au moins 20,0 % d'ici 2020. L'évolution des coûts liés à la consommation énergétique suit la même tendance avec une augmentation de 33,0 % sur la même période, non sans conséquence sur les revenus des ménages. L'enjeu est donc tant environnemental et climatique que socio-économique dès lors que la vulnérabilité des ménages augmentera significativement d'ici à 2025, passant de 4,4 % du revenu dépensé en moyenne en chauffage à 7,0 %, même si la moitié du parc non isolé est amélioré.²

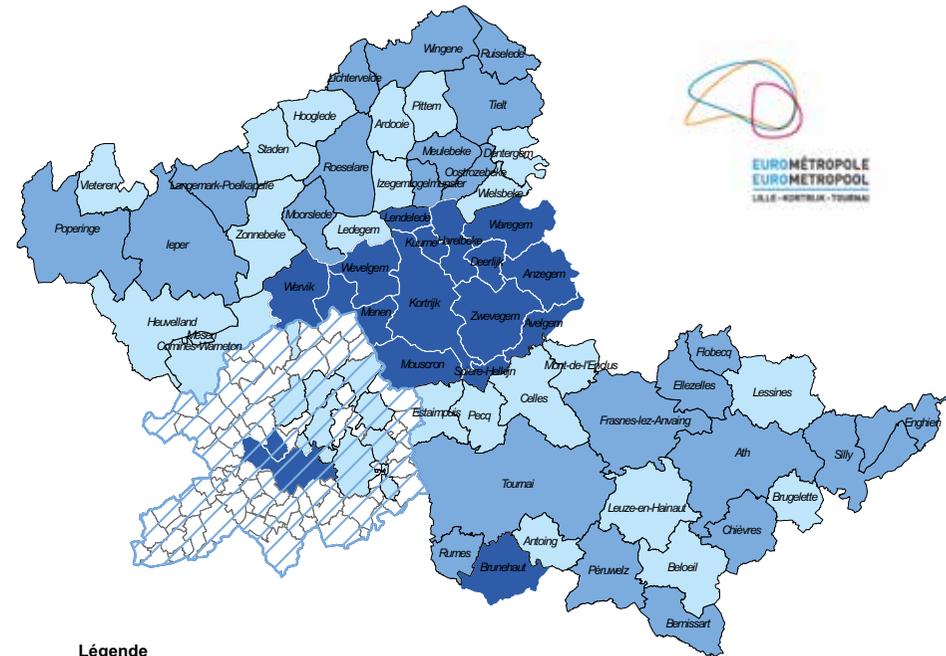
Ces constats, combinés aux spécificités liées à notre territoire (type de bâti, caractère rural, modes de déplacements,...) marquent le besoin

d'adapter nos comportements en termes de production et de consommation d'énergie. Notre dépendance au pétrole est fortement marquée dans le secteur du transport qui représente près d'un quart des émissions (isolation des réseaux de transport en commun et dépendance à la voiture) et de la consommation de chauffage.

Convention des Maires³: un Plan d'Action Energie durable (PAED)

Objectif de la Convention des Maires : Ressembler et dépasser l'objectif de l'Union européenne de réduire les émissions de CO₂ de 20 % d'ici 2020

Les communes signataires se sont engagées dans une démarche territoriale : elles prennent ainsi un engagement individuel de réduction des émissions de CO₂ et se regroupent pour réaliser ensemble des actions communes. A cette fin, IDETA, Agence de Développement territorial, a été désignée en tant que coordinateur territorial du processus pour la Wallonie picarde, afin de fournir un appui méthodologique aux communes et de coordonner l'approche régionale. Un processus ouvert aux communes qui veulent se joindre à cette dynamique collective de transition énergétique de la Wallonie picarde. Une dynamique qui s'inscrit dans le cadre européen et de l'Eurométropole Lille - Kortrijk - Tournai.



Légende

- commune ne s'étant pas affiliée à la Convention des Maires, pour laquelle un diagnostic énergétique et/ou un bilan des émissions a été réalisé
- commune affiliée à la Convention des Maires et pour laquelle un bilan territorial des émissions a été réalisé
- commune affiliée à la Convention des Maires et pour laquelle un bilan des émissions a été réalisé

Adhésion à la Convention des Maires au sein de l'Eurométropole Lille - Kortrijk - Tournai

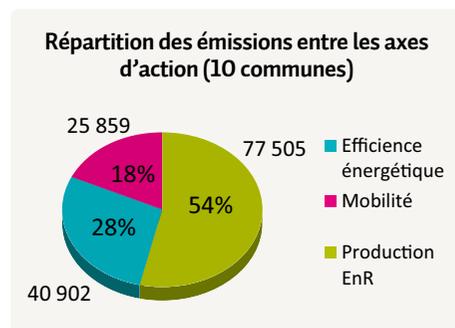
Communes de la Wallonie picarde signataires de la Convention des Maires : Ath, Brunehaut, Bernissart, Chièvres, Ellezelles, Enghien, Flobecq, Frasnes-Lez-Anvaing, Mouscron, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai

¹ Un réseau européen des territoires à énergie positive a été mis en place : www.tepos.be

² CPDT, Vulnérabilité du territoire wallon face au « pic pétrolier » à l'horizon 2020-30, Thème 2.A, Programme 2009-2010, Rapport final, 2010.

³ www.conventiondesmaires.eu

Sur base des constats (voir supra) établis à partir d'un bilan énergétique territorial, trois axes d'actions prioritaires⁴ ont été identifiés : l'efficacité énergétique des bâtiments, la transition énergétique en matière de mobilité et le développement des énergies renouvelables. Les



objectifs fixés dans le cadre de ces axes d'action doivent permettre une réduction des émissions de CO₂ d'au moins 20,0 % d'ici à 2020, par rapport au total des émissions de 2006, répartis entre les signataires de la Convention des Maires.

Efficacité énergétique des bâtiments

L'efficacité énergétique des bâtiments publics et privés apparaît comme une priorité environnementale et économique. Des objectifs régionaux ont dès lors été fixés pour réduire efficacement les émissions de CO₂ émanant du bâti. Les actions qui en découlent relèvent pour la plupart de la compétence communale : actions de sensibilisation via les intercommunales, les communes et les CPAS ; apprentissage de gestes quotidiens pour réduire la consommation énergétique des ménages ; mise

en place de primes (à l'isolation, à l'installation d'un chauffe-eau solaire, de panneaux photovoltaïques, etc.) ; réalisation d'un audit énergétique des bâtiments communaux et d'un plan d'investissement pour le remplacement des châssis ; etc. A titre d'exemple, le Plan d'action Énergie durable regroupant à ce jour dix des treize communes, fixe les objectifs chiffrés suivants, dont il est évident qu'une partie relève des investissements des particuliers :

- ▶ 20,0 % d'économies d'énergie de process de 238 entreprises ;
- ▶ 12 375 toitures à isoler ;
- ▶ 4 025 logements avec murs isolés ;
- ▶ 12 075 remplacements de châssis et fenêtres ;
- ▶ 10,0 % d'économie de chauffage dans 23 550 logements ;
- ▶ Remplacement de 12 165 chaudières par des chaudières au gaz naturel à condensation ;
- ▶ 10,0 % d'économie électrique dans 23 550 logements (gestes au quotidien) ;
- ▶ Rénovation des bâtiments communaux et optimisation des consommations ;
- ▶ Optimisation de l'éclairage public.

Transition énergétique en matière de mobilité

En termes de mobilité, la transition passe par une modification progressive des comportements et un recours plus important à la mobilité douce (« moins »), aux transports en commun,

au covoiturage et au télétravail (« mieux »). Toutefois, au regard notamment du caractère rural de la Wallonie picarde, la voiture reste un mode de déplacement privilégié. C'est pourquoi le développement d'alternatives moins polluantes comme les véhicules au Gaz Naturel Comprimé (CNG) ou la voiture électrique est encouragé (« autrement »). Le PAED fixe des objectifs en matière de mobilité, lesquels passent par des actions de sensibilisation et des actions visant à faciliter la transition : parkings de covoiturage ; mise à disposition d'espaces de coworking ; mise en place de bornes de recharge pour véhicules électriques et de stations CNG ; développement du réseau cyclable ; etc. Ces actions sont réalisées par IDETA, en partenariat avec les communes et les entreprises pour atteindre les objectifs suivants :

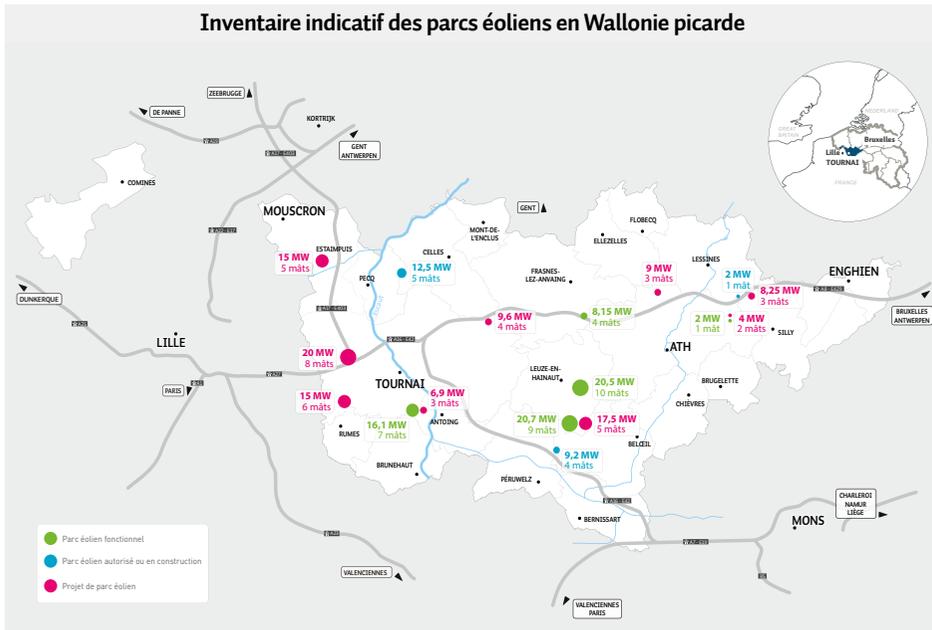
- ▶ 1 267 covoitureurs pour les entreprises ;
- ▶ 442 télétravailleurs ;
- ▶ 23 570 véhicules au CNG ;
- ▶ 3 995 cyclistes au quotidien ;
- ▶ 8 050 utilisateurs des transports en commun.



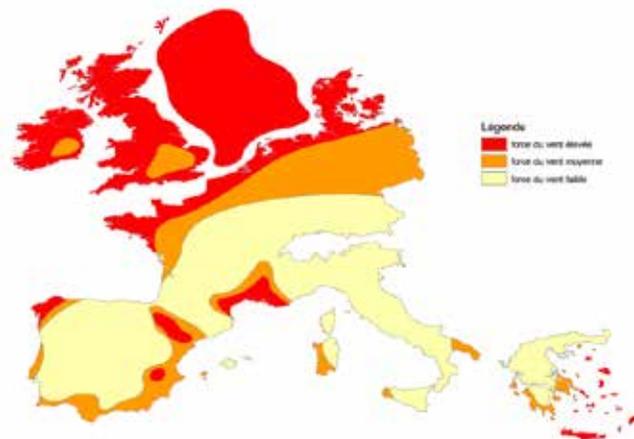
La première station wallonne a été inaugurée à Tournai en 2015 ; d'autres stations ont vu le jour à Ollignies-Lessines et sont en projet à Mouscron, Péruwelz.... Un partenariat entre Elsa (filiale IDETA), G&V et Engie sous l'appellation d'ENORA.

⁴ Ces axes d'actions prioritaires et les objectifs qui en découlent sont établis dans le cadre du PAED – Plan d'Action Énergie durable dans lequel, au 15 janvier 2016, 10 communes de Wallonie picarde sont engagées. Brunehaut et Mouscron disposent de leur propre PAED ayant adhéré à la Convention des Maires avant la mise en place d'une coordination territoriale et les objectifs de Ath, qui a rejoint le processus en septembre 2015, ne sont pas encore intégrés aux chiffres présentés ici.

Inventaire indicatif des parcs éoliens en Wallonie picarde



La Wallonie picarde dispose d'un atout en matière d'énergie renouvelable : une force du vent élevée



Développement des énergies renouvelables

Le potentiel de réduction des gaz à effet de serre par la production du renouvelable activable (hors valorisation de la biomasse) est estimé à près de 50,0 % de l'effort à réaliser.

- ▶ Eolien
- ▶ Petit Photovoltaïque
- ▶ Grand Photovoltaïque
- ▶ Solaire thermique
- ▶ Hydroélectricité (Ecluse de Kain, piloté par la SOFICO)

235kWc de photovoltaïques installés sur les bâtiments d'IDETA et des bâtiments communaux

Les écoles s'engagent aussi : le Championnat des Energies renouvelables

Depuis 2013, la Confédération parascolaire du Hainaut et IDETA s'associent pour organiser le Championnat des Energies renouvelables dans les écoles de Wallonie picarde. Un concours inter-scolaire visant à sensibiliser les écoliers de Wallonie picarde aux enjeux environnementaux et aux avancées technologiques en matière d'énergies renouvelables. L'édition 2015-2016 a rassemblé des élèves de 5^e et 6^e primaires de 10 écoles. Des animations relatives aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie sont menées dans les classes suite auxquelles élèves et instituteurs montent une exposition

en lien avec la thématique qu'ils présentent à l'occasion d'un concours.

Des projets énergétiques transversaux

Outre les actions menées dans le cadre des objectifs fixés par le PAED, les acteurs du territoire se mobilisent pour la transition énergétique.

IDETA a organisé et coordonné la Centrale de marchés Énergie (gaz et électricité) 2015-2018 regroupant plusieurs institutions du territoire : l'hôpital le CHwapi, l'hôpital Epicura, le centre de défense sociale les Marronniers, le centre sportif le Nautisport, le Crématorium de Frasnes-lez-Anvaing, l'asbl Bébé Boulot (réseau de 5 crèches d'entreprise), la télévision régionale Notélé, IDETA et ELSA. Outre l'intérêt du groupement d'achat, les institutions ont mis en avant la volonté commune d'un approvisionnement 100 % vert et de production belge ainsi que la volonté de bénéficier, dans le cadre de ce marché, de services et de conseils permettant une utilisation rationnelle de l'énergie afin de diminuer leurs consommations d'énergie de manière significative.

IPALLE, intercommunale active dans la collecte et la gestion des déchets ménagers et dans le traitement des eaux usées, développe une expertise pour lutter contre les déperditions dans les bâtiments publics. L'intercommunale est également active dans le développement éolien, en partenariat avec IDETA (via sa filiale ELSA).

⁵ En termes méthodologiques, le PAED ne tient compte qu'à 50 % du potentiel éolien de la région afin de développer par ailleurs les autres sources d'énergie renouvelable et surtout de réduire la consommation énergétique.

⁶ <http://www.tepos.be/belgium/un-concours-scolaire-sur-les-energies-renouvelables>

L'aménagement durable des Parcs d'activités économiques fait également partie de la dynamique des Territoires à énergie positive : intégration paysagère, bâtiment à énergie positive, utilisation des énergies renouvelables. Une illustration en est le site « Negundo+ » dans le Parc d'activités économiques de Tournai Ouest.

D'autres projets sont en cours tels que le développement des bornes et stations de recharge pour véhicules roulant au gaz naturel comprimé (CNG) et électriques ou encore le projet d'injection sur le réseau de biométhane à Leuze (Piloté par SIBIOM, du groupe IDETA, en partenariat avec Cofely Services). Ce projet intégrera dans un second temps le Power To Gas, qui repose sur le stockage de la surproduction des énergies renouvelables grâce à leur transformation en hydrogène ou en méthane de synthèse, une solution à l'intermittence des énergies renouvelables. La première station CNC de Wallonie a été inaugurée à Tournai en 2015; d'autres stations ont vu le jour à Ollignies-Lessines et sont en projet à Mouscron, Péruwelz.

Les atouts d'un territoire organisé : un groupe de travail Energie positive au sein du Conseil de développement de Wallonie picarde...

Les forces vives de Wallonie picarde coordonnent leurs actions via le groupe de travail Energie positive du Conseil de développement de Wallonie picarde. Lancé en 2015, il vise à mutualiser les bonnes pratiques des partenaires économiques, sociaux, culturels, associatifs, intercommunaux, communaux et

citoyens afin d'atteindre l'objectif de faire de la Wallonie picarde un territoire à énergie positive. Le processus est en marche et ouvert à toutes les démarches individuelles et collectives qui feront de la Wallonie picarde un territoire à énergie positive en 2050.

... en cohérence avec les priorités de l'Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai

Le Groupement européen de coopération territoriale dont fait partie la Wallonie picarde s'est donné pour ambition de soutenir les objectifs de neutralité énergétique au travers des démarches d'adhésion à la Convention des Maires ou de projets communs en matière d'énergies renouvelables. Le 22 janvier 2015, une rencontre énergie a rassemblé les communes de l'Eurométropole autour de la question « Quelles politiques énergétiques pour demain ? », un partage d'expériences locales et innovantes, avec une dimension transfrontalière et la perspective de futurs projets européens. Première étape d'un plan d'actions à l'échelle de l'Eurométropole.

Wallonie picarde, l'énergie en quelques chiffres

Notre dépendance énergétique reste très marquée : 74,0 % de nos besoins sont couverts par nos importations de charbon, pétrole, gaz naturel et uranium. La moyenne européenne est de 53,0 %

50,0 % des 12 892 Gwh produits en 2006 étaient issus des produits pétroliers

La consommation énergétique a augmenté de 15,0 % entre 2006 et 2014

La transition énergétique en quelques chiffres

20,0 % de la consommation électrique en Wallonie picarde est couverte par les énergies renouvelables

3 000 ETP = le potentiel d'emplois liés à la transition énergétique en Wallonie picarde : techniciens, chauffagistes, électriciens, mécaniciens, agents de maintenance, contrôleurs d'organismes agréés, ouvriers du génie civil, opérateurs d'engins de levage, logisticiens, ingénieurs de projet, ...⁷

5 : le nombre de stations CNG bientôt installées en Wallonie picarde : Tournai, Ollignies-Lessines, Leuze, Mouscron et Péruwelz

⁷ Etude du Cluster Tweed sur le potentiel des énergies renouvelables en Wallonie (avril 2014) et bilan du potentiel des énergies renouvelables de Wallonie picarde réalisé par IDETA (juin 2014).

En conclusion...

La Wallonie picarde ne sera pas épargnée par les enjeux que connaîtra la Wallonie en ce qui concerne la croissance démographique et les conséquences directes des caractéristiques de cette croissance.

Il est essentiel de retenir les caractéristiques de cette **population** attendue¹ étant donné que cela aura des conséquences sur le type de **logements** à développer, sur les **services à la population** ainsi que sur le cadre de vie au travers de la conception des espaces publics.

Les caractéristiques de la population attendue dans les 25 prochaines années sont les suivantes :

- accroissement spectaculaire de la population âgée de 60 à 74 ans
- accroissement de la population des personnes de 75 ans et plus
- la croissance de la population d'ici 2040 est presque entièrement le fait de personnes de plus de 60 ans
- l'accroissement des jeunes de moins de 18 ans durant cette même période se fera essentiellement dans les grandes villes.

En plus de **logements adaptés**, en termes de **services**, cela implique le **développement de places d'hébergement pour les personnes âgées** mais également un nombre très important de classes **d'écoles** primaires et secondaires à créer.

Les réponses à apporter en matière de **logements** et de **services** devront l'être de manière quantitative mais il faudra surtout apporter une réponse qualitative pour correspondre à l'évo-

lution rapide de la structure et des caractéristiques des ménages.

Trop peu de **logements sont adaptés et adaptables à une population vieillissante**, de plus, ils sont éloignés des services liés à l'habitat... D'où l'enjeu de la réflexion que doit mener le territoire de la Wallonie picarde dans la création de « quartiers nouveaux ».

Les évolutions du **prix de l'immobilier** et particulièrement dans certaines communes de l'aire d'influence de Bruxelles, du Brabant wallon et de Flandre soulèvent les questions liées à l'accès au logement pour la population de la Wallonie picarde.

Une meilleure répartition et un plus grand nombre de **logements de type public** au sein de la Wallonie picarde sont également nécessaires pour faire face à ces évolutions.

En termes d'**offre médicale**, en Wallonie picarde comme ailleurs, l'enjeu est de faire coïncider l'offre avec l'ensemble des besoins de la population du territoire, la question du renouvellement des médecins généralistes concerne également la Wallonie picarde.

L'**accueil de la petite enfance** au sein de structures de qualité et de proximité demeure un enjeu social et économique important. L'évolution des services à la petite enfance doit répondre de manière adéquate aux besoins des parents afin de permettre une conciliation vie familiale – vie professionnelle ou recherche d'un emploi. La qualité des services d'accueil constitue un enjeu majeur. L'idée selon laquelle l'arrivée précoce des jeunes enfants dans ces services afin de leur permettre de prendre un bon dé-

part dans la vie est de plus en plus répandue, plus particulièrement pour les enfants issus de milieux défavorisés.

Si en termes de **taux d'emploi, d'activité et de chômage** la Wallonie picarde s'en sort mieux que la moyenne wallonne, le taux de chômage chez les jeunes (moins de 25 ans) reste préoccupant. Les communes aux limites de Bruxelles et de la Flandre connaissent des taux de chômage moins élevés. Il y a également de grandes disparités entre communes et cela nécessite d'identifier des moyens d'actions ciblés. Plus que jamais, l'**offre de formation** sur le territoire constitue un atout facilitant l'accès à l'emploi.

Au niveau de la distribution des **revenus** sur le territoire de la Wallonie picarde, celle-ci n'est pas répartie de manière égalitaire, il existe des différences très importantes entre communes. Ces fortes disparités demandent la mise en œuvre de politiques adéquates tant en termes d'accessibilité à un logement, que de mobilité afin d'éviter des ségrégations spatiales au sein du territoire.

La Wallonie picarde peut compter sur son **tissu économique de TPE-PME très dynamiques** mais également sur une **offre publique** importante de services pourvoyeuse d'emplois (enseignement, administration, santé, hôpitaux...).

¹ Lettre CPDT n° 41 – Exposé Y. Hanin



Bibliographie, sources

I. La Wallonie picarde

1. Son projet de territoire

asbl Wallonie picarde 2025

2. Positionnement au cœur de l'Europe

asbl Wallonie picarde 2025

<http://fr.eurometropolis.eu/>

http://www.lillemetropole.fr/index.php?p=1548&art_id=

II. Population

3. Densités

SPF Economie - DCSIE :

Population Belgique au 1^{er} janvier 2005-2012-2015

Population étrangère au 1^{er} janvier 2015

Structure des ménages 2011 et noyaux familiaux 2008

INSEE - Population française 2012

4. Répartition par secteur statistique

SPF Economie - DCSIE - Censur

Population Belgique au 1^{er} janvier 2011 par secteur statistique

Centre de Recherche en Démographie et Sociétés de l'UCL -

IWEPS - Perspectives de population 2015-2026 - Perspectives des ménages 2011-2026

III. Logement

5. Evolution du nombre de logements

SPF Economie - DCSIE - Parc des bâtiments - 2005 et 2015

Logements publics : Cytise (DEMO-UCL) - SPF Economie - DCSIE - SWL - 01/01/2014

6. Immobilier

SPF Economie - DCSIE - Ventes immobilières (maisons d'habitation ordinaires) - 2014

Pression immobilière : SPF Economie - DCSIE - Ventes immobilières (maisons d'habitation ordinaires) - 2013 -

Statistique fiscale des revenus - Exerc. 2014 - Rev. 2013

Calcul : prix moyen d'une maison d'habitation ordinaire/revenu moyen par déclaration

7. Foncier

SPF Economie - DCSIE - Vente de terrains à bâtir - 2014

Pression foncière : SPF Economie - DCSIE - Vente de terrains à bâtir

- 2012 - Statistique fiscale des revenus - Exerc. 2014 - Rev. 2013

Calcul : prix moyen terrain à bâtir/revenu moyen par déclaration

IV. Services à la population

8. Offre médicale

INAMI - 31/12/2015 - SPF Economie - DCSIE - Population - 01/01/2015

Hôpitaux : SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement - DC Organisation des Etablissements de Soins - Service Datamanagement - 2015

9. Petite enfance

ONE - 2014 - Kind&Cezin - 2014 - Dienst für Kind - 2014

10. Personnes âgées

INAMI - 2015 - SPF Economie - DCSIE - Population au 01/01/2015

asbl Bébé Boulot

V. Formation

11. Diplômés de l'enseignement supérieur

SPF Economie - DCSIE - Censur - 2011

VI. Emploi

12. Salariés

ONSS - 31/12/2013 (emploi lieu de travail)

et 31/12/2014 (emploi lieu de résidence)

Taux d'emploi : emploi ONSS + travailleurs indépendants / population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) - Steunpunt, Algemeen welzijnswerk - 2013

13. Indépendants

INASTI - 31/12/2014

Taux d'activité : emploi ONSS + travailleurs indépendants + chômeurs complets indemnisés / population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) - Steunpunt, Algemeen welzijnswerk - 2013

14. Chômage

ONEM - 2005-2015 - juin 2015

FOREM - DEI - novembre 2015

15. Mobilité des travailleurs résidents

Steunpunt WSE - 2013

VII. Revenus

17. Revenu moyen par déclaration

SPF Economie - DCSIE - Statistique fiscale des revenus - Exerc. 2014 - Rev. 2013

SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté, Economie sociale et Politique des grandes villes - Chiffres et RIS - 1999-2014 - www.mi-is.be/be-fr/etudes-publications-et-chiffres/revenu-dintegration-sociale-ris

VIII. Tissu économique

18. Economie locale

ONSS - 31/12/2013

Emploi dans les ZAE : données IEG et IDETA - 2015

19. Agriculture

SPF Economie - DCSIE - Résultats de l'enquête agricole - 2014

20. Tourisme

Maison du Tourisme de la Wallonie picarde, nuitées 2015

SPF Economie - DCSIE - Nuitées 2015

21. Le Baromètre de WAPINVEST

WAPINVEST 2015

IX. Focus énergie

22. Wallonie picarde Energie positive

IDETA - 2015

La Wallonie picarde en un coup d'oeil



Territoire

- 1 377 km²
- 23 communes
- 8 villes principales : Tournai, Mouscron, Ath, Lessines, Comines, Leuze-en-Hainaut, Péruwelz et Enghien



Population

- 348 507 habitants
- 253 hab./km²
- 33,8 % Part des ménages d'1 personne
- 11,2 % Part des familles monoparentales
- 29,2 % Part des couples avec enfant(s)
- 11,4 % Part de la population étrangère
- 1 personne sur 4 âgée de plus de 65 ans en 2060



Logement - Immobilier - Foncier

- 160 956 logements (+9,2 % de 2005 à 2015)
- 56,5 % Part des bâtiments construits avant 1945
- 142 613 € Prix de vente moyen d'une maison d'habitation ordinaire (en 2014)
- 56,0 € Prix moyen au m² de terrain (en 2014)



Offre médicale

- 690 hab./généraliste
- 6 hôpitaux généraux – 1 386 lits (en 2015)
- 4 hôpitaux psychiatriques – 766 lits (en 2015)



Petite enfance

- 35,5 % Taux de couverture de l'accueil de la petite enfance (en 2014 : 3 249 places pour 9 163 enfants de 0 à 2,5 ans)



Personnes âgées

- 18,1 % Part de la population âgée de 65 ans et plus
- 20,9 % Offre de lits en maisons de repos (MRPA et MRS) pour les habitants de 75 ans et plus (en 2015 : 6 536 lits pour une population de 75 ans et plus de 31 277 en 2015)



Formation

- 14,3 % Part de la population (de 18 ans et plus) ayant un diplôme de l'enseignement primaire uniquement (en 2011)
- 21,8 % Part de la population (de 18 ans et plus) ayant un diplôme de l'enseignement supérieur uniquement (en 2011)



Emploi

- 58,6 % Taux d'emploi en 2013
 - 67,8 % Taux d'activité en 2013
 - 13,3 % Taux de chômage en 2015 (-31,8 % 2005-2015)
 - 99 527 travailleurs salariés résidant en Wallonie picarde en 2014
 - 44,3 % Part des salariés dans la population 15-64 ans
 - 13,2 % Part des fonctionnaires
 - 43,6 % Part des employés
 - 43,2 % Part des ouvriers
 - 26 833 travailleurs indépendants
 - 9,3 % Part des indépendants dans la population 15 ans et plus
-



Mobilité des travailleurs

- 67,5 % Part des travailleurs résidant en Wallonie picarde et sortant de leur commune de résidence (Données 2013)
 - 62,5 % Part des travailleurs occupés dans une commune de Wallonie picarde et venant d'une autre commune (Données 2013)
-



Revenus

- 28 116 € Revenu moyen par déclaration en 2013 (Exerc. 2014 - Rev. 2013)



Entreprises

- 7 907 entreprises occupant 101 616 travailleurs salariés en 2013

Secteurs d'activités

En termes du nombre d'entreprises : Construction, Industries alimentaires, Commerce, Restauration, Enseignement, Activités médico-sociales avec hébergement et de santé humaine, Administrations publiques

En termes d'effectifs dans les entreprises : Industries alimentaires, Construction, Enseignement, Administration publique, Activités médico-sociales avec hébergement, Commerces de détail, Activités pour la santé humaine, Activités liées à l'emploi



Tourisme

- 217 694 nuitées en 2015 (hors campings)
 - 1 600 km de randonnées vélo
 - 2 Parcs naturels
-



Agriculture

- 1 966 exploitations agricoles en 2014 (agriculture mixte : élevage-culture)
- 86 500 ha de Superficie agricole utile (SAU) en 2014
- 44 ha de Superficie agricole utile (SAU) moyenne/exploitation en 2014

Comparaison et évolution des données entre la première et la deuxième édition de l'atlas socio-économique de la Wallonie picarde

Cartes	Densité (hab./km ²)			Evol. Nombre de logement (%)			Immobilier (prix en €)			Foncier (prix en €)		
	1ère édition (2011)	2ème édition (2015)	Evolution	1ère édition (2001-2010)	2ème édition (2004-2014)	Evolution	1ère édition (2010)	2ème édition (2014)	Evolution	1ère édition (2010)	2ème édition (2014)	Evolution
Wallonie picarde	249	253	4	8,4	10,2	1,8	134.403	142.613	6,1	53	56	
Hainaut	348	353	5	6,6	8,5	1,9	119.921	125.069	4,3	47	52	
Wallonie	209	213	4	8,1	9,9	1,8	139.615	149.808	7,3	47	51	
Flandre	466	477	11	8,2	9,7	1,5	192.332	213.558	11,0	155	179	
Belgique	359	367	8	8	9,5	1,5	180.928	199.868	10,5	103	117	
	Diplômés enseignement sup. (%)			Emploi salarié (part en %)			Emploi salarié résidence (unités)			Indépendants (part en %)		
	1ère édition (2001)	2ème édition (2011)	Evolution	1ère édition (décembre 2010)	2ème édition (décembre 2014)	Evolution	1ère édition (décembre 2010)	2ème édition (décembre 2014)	Evolution	1ère édition (décembre 2010)	2ème édition (décembre 2014)	Evolution
Wallonie picarde	17,6	21,8	4,2	44,1	44,3	0,2	98.008	99.527	1,5	9,2	9,3	
Hainaut	16,6	20,1	3,5	41	41	0,0	354.306	354.968	0,2	7,9	8,2	
Wallonie	19,5	23,9	4,4	41,6	41,7	0,1	960.081	971.699	1,2	9,2	9,5	
Flandre	20,6	25,5	4,9	50,8	51,7	0,9	2.086.292	2.149.200	3,0	11,3	11,6	
Belgique	20,3	25,1	4,8	46,3	46,7	0,4	3.378.441	3.400.410	0,7	10,5	10,8	
	Population (unités)			Population étrangère (part en %)			Bâtiment avant 1900 (part en %)			Bâtiment avant 1945 (part en %)		
	1ère édition (2011)	2ème édition (2015)	Evolution	1ère édition (2010)	2ème édition (2015)	Evolution	1ère édition (2010)	2ème édition (2015)	Evolution	1ère édition (2010)	2ème édition (2015)	Evolution
Wallonie picarde	342.288	348.507	1,8	9,9	11,4	1,5	26,7	26,0	-0,7	57,9	56,5	
Hainaut	1.317.284	1.335.360	1,4	11,3	11,7	0,4	33,6	33,0	-0,6	58,1	57,0	
Wallonie	3.525.540	3.589.744	1,8	9,5	9,8	0,3	28,9	28,3	-0,6	50,7	49,3	
Flandre	6.306.638	6.444.127	2,2	6,4	7,8	1,4	8,8	8,3	-0,5	29,7	28,2	
Belgique	10.951.266	11.209.044	2,4	9,8	11,2	1,4	16,5	16,0	-0,5	39	37,7	
	Pression foncière			Taux d'emploi (%)			Taux d'activité (%)			Evolution Taux emploi (%)		
	1ère édition (2009)	2ème édition (2012)	Evolution	1ère édition (2009)	2ème édition (2013)	Evolution	1ère édition (2009)	2ème édition (2013)	Evolution	1ère édition (1999-2009)	2ème édition (2003-2013)	Evolution
Wallonie picarde	3,3	4,1	3,6	58,5	58,6	0,1	68,3	67,8	-0,5	4,6	0,8	
Hainaut	3	3,4	3,0	54,1	53,6	-0,5	66	65,7	-0,3	4,5	2,3	
Wallonie	2,8	3	2,9	57,1	56,6	-0,5	67,7	67,5	-0,2	3,3	1,5	
Flandre	4,7	4,8	4,8	65,9	66,1	0,2	70,9	71,4	0,5	5,5	2,8	
Belgique	4,1	4,3	4,2	61,6	61,1	-0,5	69,1	69,1	0,0	4,1	1,6	

	Nbre habitants / généralistes			Petite enfance (taux couverture - %)			Personnes âgées (taux couverture - %)			Revenu moyen par déclaration (€)		
	1ère édition (31/12/2010)	2ème édition (31/12/2014)	Evolution	1ère édition (2010)	2ème édition (2014)	Evolution	1ère édition (2011)	2ème édition (2015)	Evolution	1ère édition (revenus 2009)	2ème édition (revenus 2013)	Evolution
5,7	675	690	15	32,5	35,5	3,0	21,2	20,9	-0,3	25.003	28.116	12,5
10,6	690	708	18	24,8	27	2,2	17,6	17,4	-0,2	23.830	26.724	12,1
8,5	577	590	13	29,4	32,9	3,5	16,9	15,7	-1,2	25.688	28.794	12,1
15,5	651	639	-12	38,6	40,9	2,3	12,2	11,7	-0,5	28.733	32.275	12,3
13,6	608	604	-4	34	36,7	2,7	14,2	13,5	-0,7	27.339	30.640	12,1
	Indépendants (unités)			Evolution chômage (%)			Taux chômage (%)			Nombre d'entreprises		
	1ère édition (décembre 2010)	2ème édition (décembre 2014)	Evolution	1ère édition (2000-2011)	2ème édition (2005-2015)	Evolution	1ère édition (2011)	2ème édition (2015)	Evolution	1ère édition (décembre 2010)	2ème édition (décembre 2013)	Evolution
0,1	25.694	26.833	4,4	-20,4	-31,8	11,4	15,2	13,3	-1,9	7.807	7.907	1,3
0,3	85.008	89.050	4,8	-17,3	-33,6	16,3	19,1	15,7	-3,4	26.750	26.608	-0,5
0,3	265.782	278.871	4,9	-15,7	-31,8	16,1	16,1	13,4	-2,7	80.618	80.839	0,3
0,3	590.763	616.289	4,3	-1,6	-22,0	20,4	6,3	6,3	0,0	159.356	158.418	-0,6
0,3	943.175	1.001.101	6,1	-7,9	-25,6	17,7	10,5	9,5	-1,0	274.436	274.138	-0,1
	Bâtiment après 1981 (part en %)			Pression immobilière-Maisons			Pression immobilière-villas			Pression immobilière-appartements		
	1ère édition (2010)	2ème édition (2015)	Evolution	1ère édition (2009)	2ème édition (2013)	Evolution	1ère édition (2009)	2ème édition (2013)	Evolution	1ère édition (2009)	2ème édition (2013)	Evolution
-1,4	16	18,2	2,2	5,5	5,1	-0,4	9,4	9,4	0,0	5,9	5,7	-0,2
-1,1	13,2	14,9	1,7	5,0	4,7	-0,3	9,1	8,8	-0,3	5,4	5,4	-0,1
-1,4	17,4	19,5	2,1	5,4	5,2	-0,2	9,5	9,2	-0,3	5,6	5,9	0,3
-1,5	26,6	29,6	3,0	6,7	6,6	-0,1	11,2	11,0	-0,2	6,4	6,5	0,2
-1,3	22,3	24,9	2,6	6,6	6,5	-0,1	11,0	10,8	-0,2	6,5	6,8	0,3
	Evolution Taux activité (%)			Augmentation bénéficiaires RIS (%)								
	1ère édition (1999-2009)	2ème édition (2003-2013)	Evolution	1ère édition (2006-2011)	2ème édition (2009-2014)	Evolution						
-3,8	2,4	-0,8	-3,2	40,8	6,3	-34,4						
-2,2	3,4	0,5	-2,9	40,3	8,9	-31,4						
-1,8	3,4	0,7	-2,8	24,5	8,4	-16,1						
-2,7	5,9	2,7	-3,2	9,0	-7,6	-16,7						
-2,5	4,8	1,6	-3,1	19,0	3,8	-15,2						

Remarque sur l'interprétation de la colonne Evolution : en pourcentage lorsqu'il s'agit de chiffres absolus pour les éditions 1 et 2 et en valeur absolue lorsqu'il s'agit de pourcentages pour les éditions 1 et 2

Partenaires



Un outil au service de la dynamique territoriale Wallonie picarde

C'est au début des années 2000 que se dessinent les prémices de ce qui allait devenir quelques années plus tard la Wallonie picarde. Conscients des potentialités de leur région, différents acteurs initient alors une réflexion autour d'une stratégie commune de développement. Plus tard, la volonté de traduire cette réflexion en actions concrètes incite le territoire à se doter d'une instance de discussion, le Conseil de développement et d'un organe consultatif réunissant les premiers citoyens des communes de Wallonie picarde, la Conférence des Bourgmestres.

Cette montée en puissance implique de compléter le dispositif avec un outil technique disposant des effectifs, des compétences et des moyens nécessaires pour assurer le fonctionnement optimal de la dynamique. C'est chose faite, fin 2008, avec la création de l'asbl Wallonie picarde par les intercommunales IDETA, IEG et IPALLE. Courant 2012, cette appellation sera modifiée en « WAPI 2025 » et complétée par la baseline « animation territoriale de la Wallonie picarde » permettant ainsi une meilleure compréhension de la vocation de la structure.

Les principales missions dévolues à WAPI 2025 sont :

- Le soutien technique et logistique aux travaux du Conseil de développement

- Le soutien technique et logistique aux travaux de la Conférence des Bourgmestres
- Le suivi de la représentativité du Conseil de développement au sein du Forum de l'Euro-métropole
- La coordination du suivi et de la mise en œuvre opérationnelle du Projet de Territoire
- La mise en place d'un outil d'évaluation et d'actualisation du Projet de Territoire
- La mise en œuvre d'un plan de communication et d'information sur la démarche territoriale
- La contribution aux travaux de prospective



Au service du développement économique de la Wallonie picarde, l'Agence de développement territorial IDETA est le partenaire privilégié des communes et des entreprises.

IDETA propose des services et des solutions immobilières (Parcs d'activités économiques, Centres d'entreprise, Halls relais, de qualité architecturale, environnementale et énergétique) adaptés aux besoins des entreprises et des investisseurs, ainsi que de l'accompagnement ciblé et personnalisé pour la mise sur pied et le déploiement de projets d'entreprises, sur un territoire idéalement situé au cœur de l'Europe, en lien direct avec Lille et Bruxelles, et aux portes de la Flandre. Labellisé Centre européen d'Entreprise et d'Innovation, IDETA propose des services d'accompagnement aux entreprises, et plus particulièrement à celles qui souhaitent croître, créer de l'emploi et de la valeur ajoutée en Wallonie picarde.

IDETA soutient également les communes dans leurs projets de revitalisation urbaine et de développement rural, et développe le potentiel économique du tourisme en Wallonie picarde par la mise en valeur de son patrimoine et ses paysages. Par le biais de la Maison du Tourisme, elle a développé 1 600 km de réseau vélo points-nœuds. L'Agence propose aussi des services à la collectivité. Elle gère ainsi le créatorium « Les Blancs Arbres » ainsi qu'un réseau

de crèches installées dans les parcs d'activités économiques.

En tant qu'acteur économique responsable de Wallonie picarde, IDETA a placé le développement des sources d'énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique au cœur de ses priorités afin de réussir la transition énergétique du territoire et d'y réduire significativement les émissions de CO₂. Par le biais de sa filiale ELSA active dans la production d'énergies renouvelables, l'Agence a ainsi inscrit dans son plan stratégique sa volonté d'initier des investissements porteurs de valeur pour le territoire et d'encourager notamment une mobilité verte. Cette stratégie est en ligne avec le Projet de Territoire WALLONIE PICARDE 2025 porté par le Conseil de développement (dont IDETA est un acteur) dont l'un des objectifs est de faire de la Wallonie picarde un Territoire à énergie positive. L'Agence est ainsi coordinateur territorial pour la Wallonie picarde de la dynamique européenne des Territoires à énergie positive et fournit un appui méthodologique aux communes signataires de la Convention des Maires. IDETA est également partenaire de l'Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai.

800 Hectares gérés	+ de 100 millions € de participations dans le secteur énergétique	25 années au service du développement de la WAPI
600 Entreprises dans les parcs	IDETA en chiffres	75 collaborateurs
12 000 Emplois créés	1600 km de réseau vélo points-nœuds 7500 balises	20 000 000 kWh d'électricité verte produits par an



Maître d'œuvre du développement de la région de Mouscron-Comines-Estaimpuis

La région a su tirer parti de sa position stratégique dans une eurorégion en plein développement située à la croisée de la France, de la Wallonie et de la Flandre, sur un nœud autoroutier, proche de l'aéroport de Lille-Lesquin et des gares TGV de Lille, et d'autre part, équipée pour le transport fluvial.

Grâce à ces atouts, la région invente et innove pour construire son avenir au cœur de l'Europe et être un pôle privilégié de développement transfrontalier. L'IEG est, au quotidien, chargée du bien-être de la population et du développement des entreprises.

Ses principales activités sont :

- L'animation économique ;
- La production et la distribution d'eau ;
- La gestion d'infrastructures de loisirs ;
- La gestion des parcs industriels ;
- L'aménagement du territoire.

L'IEG

- Contribue à l'essor économique de la région en accueillant et en aidant pratiquement les entreprises dans leur installation ;
- Développe des infrastructures d'accueil et de services ;

- Assure l'aménagement du territoire et la gestion des énergies.

Une équipe de conseillers

est à la disposition des entreprises pour les aider dans la création de nouvelles activités et pour les accompagner dans leur programme de développement.

Ainsi ils proposent :

- Une guidance et des conseils en matière d'implantation ;
- Un relais auprès des différents acteurs socio-économiques ;
- Un appui auprès des institutions et des services publics ;
- Un accompagnement dans le montage de projets.

Des infrastructures d'accueil et de services

- 20 parcs d'activités économiques d'une superficie totale de 900 ha et abritant plus de 500 entreprises ;
- Des centres d'affaires et de services ;
- Des centres de formation ;
- Des halls industriels ;
- Des laboratoires.



Constitué en 1988, le groupe WAPINVEST est un fonds d'investissement régional destiné aux PME de Wallonie picarde, correspondant aux arrondissements d'Ath, de Tournai et de Mouscron.

L'actionnariat de la société mère est composé à 60,0 % d'actionnaires privés et à 40,0 % par la Région wallonne, dûment représentée par la s.a. SOWALFIN, société d'intérêt public mise en place par le Gouvernement wallon en 2002 afin de faciliter l'accès au financement pour les entreprises.

La s.a. SOWALFIN alimente le groupe WAPINVEST avec des fonds appelés « droits de tirage » que l'Invest de Wallonie picarde met à disposition de sociétés moyennant le respect de six critères d'éligibilité.

Afin de bénéficier de l'une ou l'autre forme d'intervention, le candidat doit :

1. Être une PME/PMI au sens de la définition européenne ;
2. Être implanté (ou doit s'engager à s'implanter) en Wallonie picarde ;
3. Être financièrement indépendant ;
4. Ne pas appartenir à certains secteurs exclus historiquement des possibilités d'intervention de l'INVEST ;
5. Ne pas être en difficulté financière ;

6. Présenter un plan d'affaires démontrant la faisabilité technique, commerciale, économique et financière du projet.

Les deux formes d'intervention proposées aux investisseurs sont des prises de participation minoritaire et temporaire au capital de la société (participation ouverte ou sous la forme d'une convention d'actionnaires) ainsi que l'octroi de crédit d'investissement, de crédit de fonds de roulement ou encore d'une ligne d'avances à terme fixe mise à disposition de la société.

58 dossiers ont été acceptés au cours de l'exercice 2014-2015 pour un total de plus de 17 millions d'€, contre 15,7 millions d'€ l'année précédente. Au 30 juin 2015, le portefeuille WAPINVEST recense 192 sociétés occupant ensemble 3 544 personnes et réalisant un chiffre d'affaires annuel consolidé de près de 803,5 millions d'€.



**acteur de
l'eurométropole**
lille kortrijk tournai

